

QUATRIEME INTERNATIONALE

N° 4

NOUVELLE SÉRIE

15 OCTOBRE 1972

5 F



revue éditée par le comité exécutif international de la IV^e Internationale

- Le PCF à la libération: la grande illusion
- Italie : ce que proposent les marxistes révolutionnaires
- Espagne : maillon faible de la chaîne capitaliste européenne.
- Sur l'histoire du trotskisme en Palestine

DEBAT

y a-t-il
un marxisme
orthodoxe ?

as a marxist
philosopher

autour
de

l'oeuvre de

GEORG LUKACS

NOS PUBLICATIONS

Documents rouges

1. Contradictions capitalistes et crises monétaires	0,50 F
2. Après les présidentielles, les contradictions du capitalisme français et leurs solutions bourgeoises	1,00 F
3. Lutte armée et lutte de classe en Amérique latine	1,00 F
4. Le capitalisme français, maillon le plus faible de la chaîne impérialiste	0,50 F
5. Les marxistes révolutionnaires dans l'enseignement	(épuisé)
6. Où va le P.C.F. ?	3 F
7. Le syndicat est l'arme de tous les travailleurs (Hernot)	2,00 F
8. Pour l'unité de la classe ouvrière : augmentations égales pour tous	2,00 F
Une revendication juste, de classe : augmentations égales pour tous	0,50 F
9. Dix documents sur la guerre civile au Pakistan	2,00 F
10. La crise du dollar	2,00 F
11. Les leçons d'août 71 (Bolivié)	2,00 F
12. Espagne, SEAT, Barcelone 71, piquets d'autodéfense et détachements de combat ouvrier	1,50 F
Spécial - Healy et Lambert reconstruisent la IV ^e Internationale	1,00 F

Série « Marx ou crève »

1. Marxisme et petite-bourgeoisie	(épuisé)
2. Trotsky marxiste	2,00 F
3. « Lutte ouvrière » et la révolution mondiale	2,00 F
4. « Lutte ouvrière » ou la « tendance prolétarienne »	3,00 F
5. Qu'est-ce que l'A.J.S. ?	4,00 F

Hors collection

Pour lire « La révolte de la Mer Noire » : André Marty révolutionnaire	2,00 F
--	--------

Documents spéciaux

Libération immédiate des soldats emprisonnés (les 3 de Vernon)	0,50 F
Projet de programme pour le Congrès de la Ligue communiste	1,00 F
Une nouvelle stratégie de la bourgeoisie après de Gaulle	0,50 F
Mouvement ouvrier, stalinisme et bureaucratie (H. Weber)	1,00 F
La conception policière de l'histoire et ses dangers (spécial police)	1,00 F
Les chants de la Commune	1,00 F
Recueil de chants N° 2	3,00 F
Le testament de Lénine (publication du PCI)	0,50 F
Bulletin rouge de discussion (nov. 69). Le contrôle ouvrier	2,00 F

Collection Taupe rouge

1. Les cheminots contre la rentabilisation de la S.N.C.F.	2,00 F
2. La santé, malade du capital	2,00 F
3. Pour une C.F.D.T. « de lutte de classes »	1,00 F
4. Renault, mai 71	2,00 F
5. La grève du métro	2,00 F
6. Chômage, licenciements. Pourquoi ? Qui est frappé ? Comment lutter ?	2,00 F
Spécial - Etincelle rouge, élèves infirmières, prisonnières de la vocation	1,00 F
Spécial - Un attentat contre la santé de tous	0,50 F

Hors-série

Les statuts de la IV ^e Internationale	1,00 F
--	--------

Nouvelle collection « Qu'est-ce que ? »

1. Qu'est-ce que le chômage ?	1,00 F
-------------------------------------	--------

Livres Rouges

Renaissance du bolchévisme en U.R.S.S. (mémoires d'un bolchévik-léniniste)	16,50 F
E. Mandel : Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion	18,10 F
J. Moneta : La politique coloniale du P.C.F. (1921-1965)	18,10 F
Jederman : La « bolchévisation du P.C.F. » (1923-28)	8,70 F
L. Maitan : Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise	18,10 F
Tarik Ali : Pakistan, pouvoir populaire ou dictature militaire ?	18,10 F
Trotsky-Preobrajensky-Rakovsky : De la bureaucratie	14,80 F

Cahiers rouges

1. Eléments de théorie économique marxiste	2,00 F
2. La médecine confisquée	(épuisé)
3. De la bureaucratie	2,00 F
4. Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais (Kuron-Modzelewsky)	3,00 F
5. L'intervention en Tchécoslovaquie. Pourquoi ?	2,00 F

QUATRIÈME INTERNATIONALE

nouvelle série numéro 4
ancienne série numéro 55

revue éditée
par le comité exécutif international
de la IVème internationale

sommaire

Directeur de la publication :
Pierre FRANK

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre BEAUVAIS

Secrétariat de rédaction :
J-P BEAUVAIS

Emile NOIRAUT
J-F DUMAS
Pierre FRANK
P.SCHMIDT

Comité de rédaction
Gérard VERJAT
Camille PAULET
Denise AVENAS
Henri WEBER

Maquette
J. PESQUET

Montage
H. VEGA

Pour toute correspondance
J.P. Beauvais
10 impasse Guéméné
Paris 75004

CCP ROUGE 25 04388 Paris

- Indochine : sur un premier bilan de l'offensive de printemps des forces armées populaires de libération p. 2
- Italie : ce que proposent les marxistes révolutionnaires p. 12
- Espagne : maillon faible de la chaîne capitaliste européenne p. 16
- Sur le libre droit à l'autodétermination du Peuple d'Euskadi p. 21
- Question nationale et révolution permanente, Livio Maitan p. 24
- Grèce : bilan d'une dictature, bilan d'une résistance p. 28
- Liberté pour les trotskystes chinois ! p. 32
- Sur l'histoire du trotskysme en Palestine p. 33
- Le PCF à la libération : la grande illusion p. 37
- Revue de Presse de l'Internationale p. 43
- Congrès de l'IMG p. 44
- Critiques de livres : classe ouvrière et révolution de Bon et Burnier p. 46
- Débat sur l'œuvre de Georg Lucaks p. 49
- Un faux débat (à propos de la brochure « Révolution et Contre-révolution en URSS ») p. 60



« La période à venir est celle des combats les plus acharnés, où la population et ses forces armées devront traverser les plus dures épreuves et supporter les plus lourds sacrifices, mais c'est également celle où nos victoires seront très considérables sur tous les plans ».

Nguyen Huu Tho
Président du Front National
de Libération
Le 20 décembre 1971

sur un premier bilan de l'offensive de printemps des forces armées populaires de libération



Que la vérité d'une situation ne se réduise pas aux clichés que l'on peut en prendre et ne peut être atteinte que par l'analyse politique la presse démocratique bourgeoise vient de le prouver une fois de plus de façon remarquable.

Le 8 mai 1972, Bernard Ullmann (AFP, Nouvel Observateur) termine ainsi un article sur la débacle de Quang Tri : « Que fait-on, n'importe où au Vietnam, au printemps de 1972, sinon attendre la fin de la guerre et l'arrivée victorieuse des chars de Giap ? ». Nous citons Ullmann, car il dit le mieux la tonalité générale de la presse démocratique à cet instant là.

Un mois plus tôt, le premier article que « Rouge » consacra à l'offensive des FAPL (Rouge No 158, 8 avril 72) « Vive l'offensive de printemps du FNL », faisait figure de rabat joie. Alain Petersen écrivait en effet : « Imaginer que les forces révolutionnaires vont converger vers Saïgon et libérer sans coup férir l'ensemble de la péninsule indochinoise est tout à fait utopique ».

Mais bien qu'une partie de la presse révolutionnaire ait continué à expliquer dans les semaines qui suivirent que la prise des grandes villes et en particulier de Saïgon n'était pas l'objectif de l'offensive en cours, on ne put empêcher que le mot d'ordre « GRP à Saïgon » s'imposât dans les manifestations et le cœur de la plupart des militants anti-impérialistes. Mot d'ordre inexact : ou bien il signifiait un objectif de lutte sur le terrain et il entretenait la confusion sur la nature de l'offensive en cours ou bien il exprimait un vœu ; et s'il est vrai que le GRP sera un jour ou l'autre à Saïgon, il le sera au sein d'une formule de coalition qu'il a proposée, proposition qui n'apparaît pas dans le mot d'ordre « GRP à Saïgon ». Il s'agissait donc d'une affirmation saisissante

et passionnée d'attachement à la lutte du FNL et non d'un mot d'ordre.

Reste que le cadre d'analyses donné alors par les militants révolutionnaires permet d'éviter le pessimisme qui succède dans les colonnes de la presse démocratique bourgeoise à l'optimisme irréaliste des premières semaines de l'offensive.

Le même journaliste qui parlait le 8 mai des « chars victorieux de Giap » fonçant vers les villes du Sud-Vietnam, écrivait pour le Nouvel Observateur du 19 juin un article titré : « les « erreurs » de Giap ». Les guillemets étaient mis à « erreurs » mais pas justifiés. Ullmann ne cachait pas se faire l'écho des propos des militaires US, mais il ne donnait aucun argument de réfutation de leurs propos. Au contraire les éléments de « reportage » qu'il fournissait, étayaient les analyses des conseillers US. Ainsi pouvait-il écrire : « Dans le « plan général » de Hanoï et du front, tel qu'il m'a été exposé par les spécialistes américains, les soulèvements populaires, contrairement à ce qui s'était produit pendant la campagne du Tet 68, ne devaient prendre place qu'en dernier lieu, après une série de victoires militaires décisives. Toujours est-il que, jusqu'à présent, dans l'ensemble, les masses n'ont guère bougé et on n'a signalé que peu de défections, à l'exception notable de celle d'un colonel héros de la bataille de Hué en février 68 — il avait hissé lui-même le drapeau jaune et rouge du Vietnam du Sud sur la citadelle reconquise — et qui, depuis sa capture incite régulièrement ses camarades à la désertion, à la radio du front ».

Quant « aux victoires décisives » à l'exception de Quang Tri, quelles sont-elles ? La question n'est pas clairement posée par Ullmann. C'est que la réponse est déjà ad-

mise. L'offensive de Giap s'est enrayée. Pourquoi ? Et Ullmann de rapporter les déclarations des états-majors américains : « La coordination de l'adversaire (FAPL) de l'utilisation des blindés, de l'artillerie et des fantassins a été désastreuse ». Autre « erreur » attribuée à Giap, la non exploi-

tation de la victoire de Quang Tri. Pourquoi Giap n'a-t-il pas rameuté toutes les troupes disponibles pour enfoncer les défenses que les « marines » tentaient hâtivement d'édifier sur la rivière My Chanh, à 40 km au nord de Hué ; pourquoi n'a-t-il pas foncé vers l'ancienne capitale impériale, alors que l'exode en catastrophe des restes de la 3ème division et de la population créait dans les rangs saïgonnais, un climat de panique ?

Autrement dit pourquoi Giap ne s'est-il pas comporté comme Patton (ou Guderian pendant la seconde guerre mondiale) ? Réponse US : notre matraquage aéro-naval a découragé, désorganisé les approvisionnements nord-vietnamiens. Commentaire de Ullmann : « Bref, Giap est devenu, comme ses adversaires, quoique à un moindre degré, l'esclave de la logistique ». Conclusion : terminées les offensives « classiques », retour à la guérilla. Le minage des ports du nord, la destruction des voies de communications, « les lourdes pertes infligées aux blindés et à l'artillerie lourde nord-vietnamienne » « sont en train de contraindre l'état-major de Hanoï et le Cosvin (commandement communiste pour le Vietnam du Sud, installé quelque part au Cambodge) à réviser diamétralement leurs plans, à revenir à des actions plus limitées et moins « conventionnelles ».

Hypothèse sous jacente : Giap s'est risqué sur le terrain de la guerre classique. Il avait surestimé ses forces (ou sous estimé la puis-

sance de feu US). Il a été battu. Mais il dispose de toutes les cartes de la guerre populaire contre laquelle les B 52 ne peuvent pas grand chose. Cette idée se trouve paradoxalement étayée dans un article de Lacouture en date du 26 juin « par une personnalité chinoise (qui) évoquait l'hypothèse d'un retour des Vietnamiens à une guérilla prolongée, il ajoutait, non sans ironie, (poursuit Lacouture parlant de cette « importante personnalité ») que ce retour à une stratégie à la chinoise, après une tentative de guerre classique encouragée par Moscou, constituerait aux yeux des peuples une preuve éclatante des mérites de la guerre révolutionnaire ».

De tels propos dans la bouche des conseillers US sont plutôt réjouissants, et ils prouvent simplement que les militaires US ne comprennent rien au niveau atteint aujourd'hui par la guerre du peuple au Sud-Vietnam. Dans la bouche des dirigeants chinois, ils ne cessent d'être inquiétants. Outre le fait qu'on peut y voir une condamnation voilée de l'intervention des divisions de la RDV au Sud, cette thèse accreditée l'idée d'une guerre révolutionnaire incapable de se hausser au niveau d'offensives d'ampleur contre les armées impérialistes, incapables de remporter des victoires « décisives ».

Elle traduit une incompréhension non seulement des droits fondamentaux de la lutte du peuple vietnamien (compénétration de la défense de la RDV et de la lutte offensive au Sud-Vietnam) mais aussi des traits généraux de la guerre du peuple qui ne se limite nullement à compenser par la mobilisation politique et militaire, l'infériorité numérique et technologique des forces révolutionnaires face aux armées impérialistes et réactionnaires mais qui vise aussi à surmonter cette infériorité en renversant les rapports de forces non seulement sur le plan numérique mais aussi technologique.

Lorsqu'on sait la tradition de guerre révolutionnaire inscrite dans la révolution chinoise, on est d'autant plus surpris par de tels propos. Le souci de faire passer la lutte contre la direction soviétique avant tout autre considérant politique conduit les dirigeants chinois à de singulières aberrations. La moindre n'étant pas d'ajouter à la confusion qui règne dans le monde quant à l'enjeu de la révolution vietnamienne. D'un allié, la RPC, dont l'aide est indispensable à la lutte du peuple vietnamien, l'on est en droit d'attendre une connaissance des objectifs vietnamiens qui se démarquent de la mécompréhension des journalistes démocrates d'occident.

Ce n'est pas le cas. L'idée que l'offensive du printemps du FAPL était télécommandée de Moscou, ou faite avec l'aval de Podgorny, qu'elle était donc erronée (conception révisionniste bourgeoise de la lutte) qu'elle ne pouvait atteindre ses objectifs, cette idée ne sert pas la lutte du peuple vietnamien. Elle flatte toutes les confusions que véhiculent les analyses US de la situation. Pire, elle autorise la propagande US. Ainsi Ullmann écrit (nouvel Ob-

servateur du 19 juin) « Podgorny (...) lors de sa visite dans la capitale nord-vietnamienne, en octobre dernier, avait donné le feu vert pour le grand assaut de cette année ». C'est pour mieux souligner l'autorité de l'URSS et attacher au voyage de juin de Podgorny une « solution de paix ». La diplomatie de Nixon par Chine et URSS interposées paierait donc ? Nixon, au moment même où il pousse la violence de l'intervention US à un niveau jamais atteint, a-t-il réussi diplomatiquement à débloquent la situation ? C'est accrédi-ter une politique qui, tant sur le plan militaire, que sur le plan diplomatique, a complètement failli et dont la direction vietnamienne a souligné l'impasse. C'est décidément faire la part belle à l'impérialisme US.

On pourrait multiplier les exemples : ainsi l'éditorial du Monde des 7 et 8 juin titre : « un conflit dans l'impasse » et déclare « Aux troisième mois de leur offensive, les Nord-Vietnamiens et leurs alliés du FNL n'ont pas pris d'autres villes importantes que Quang Tri. Les forces de Saïgon après leur première débacle près de la zone démilitarisée se battent bien dans l'ensemble : elles résistent toujours à An Loc et à Kontum (...) les militaires US ont l'impression que l'offensive communiste est stoppée et que la perspective d'un effondrement militaire s'est fort éloignée ». L'éditorial poursuit en décrivant le « pourrissement du delta ». La guerre populaire se porte bien mais Giap ne peut remporter de « victoire militaire décisive ». Les bombardements US sont efficaces mais Thieu ne réussira jamais à « pacifier » les campagnes du Sud-Vietnam. Voilà la formule de l'impasse. Et puisque tout le monde est coincé pourquoi chaque camp ne ferait-il pas des concessions nouvelles pour faire enfin avancer la négociation ? « Peut-on espérer que la constatation de cette impasse amènera les deux camps à négocier sérieusement ? » se demande l'éditorialiste du Monde.

Car ni le GRP ni Nixon ne seraient sérieux dans leurs propositions de paix ? Merveille de l'objectivité (démocrate-bourgeoise), voilà le plan de paix en sept points de l'agressé, le plan du GRP, renvoyé dos à dos avec les huit points de l'agresseur impérialiste, le plan de « guerre prolongée » du président Nixon.

La lutte la plus actuelle, la plus importante de notre époque est décidément bien méconnue. Alors il faut rappeler inlassablement quelques vérités « oubliées » par les journalistes s'illusionnant en avril et pessimistes en juin. Tout d'abord que l'offensive du printemps 72 n'est en rien un abandon de la guerre révolutionnaire populaire mais le passage de cette guerre à un stade nouveau sans précédent dans l'histoire de la lutte du peuple vietnamien.

batailles sur les fronts technologique et logistique

Il faut en finir avec les clichés associant guerre du peuple et paysans aux pieds nus faisant usage d'arbalètes. Certes à la condition qu'elle bénéficie d'un élan des masses, une guerre révolutionnaire peut commencer dans un dénuement presque total mais il est non moins clair qu'un objectif prioritaire de la lutte est alors de surmonter le handicap, de se procurer les armes nécessaires pour affronter au mieux l'adversaire, et c'est dans le camp impérialiste que les forces révolutionnaires ont trouvé l'essentiel de leurs armes pendant les longues années de la lutte de résistance.

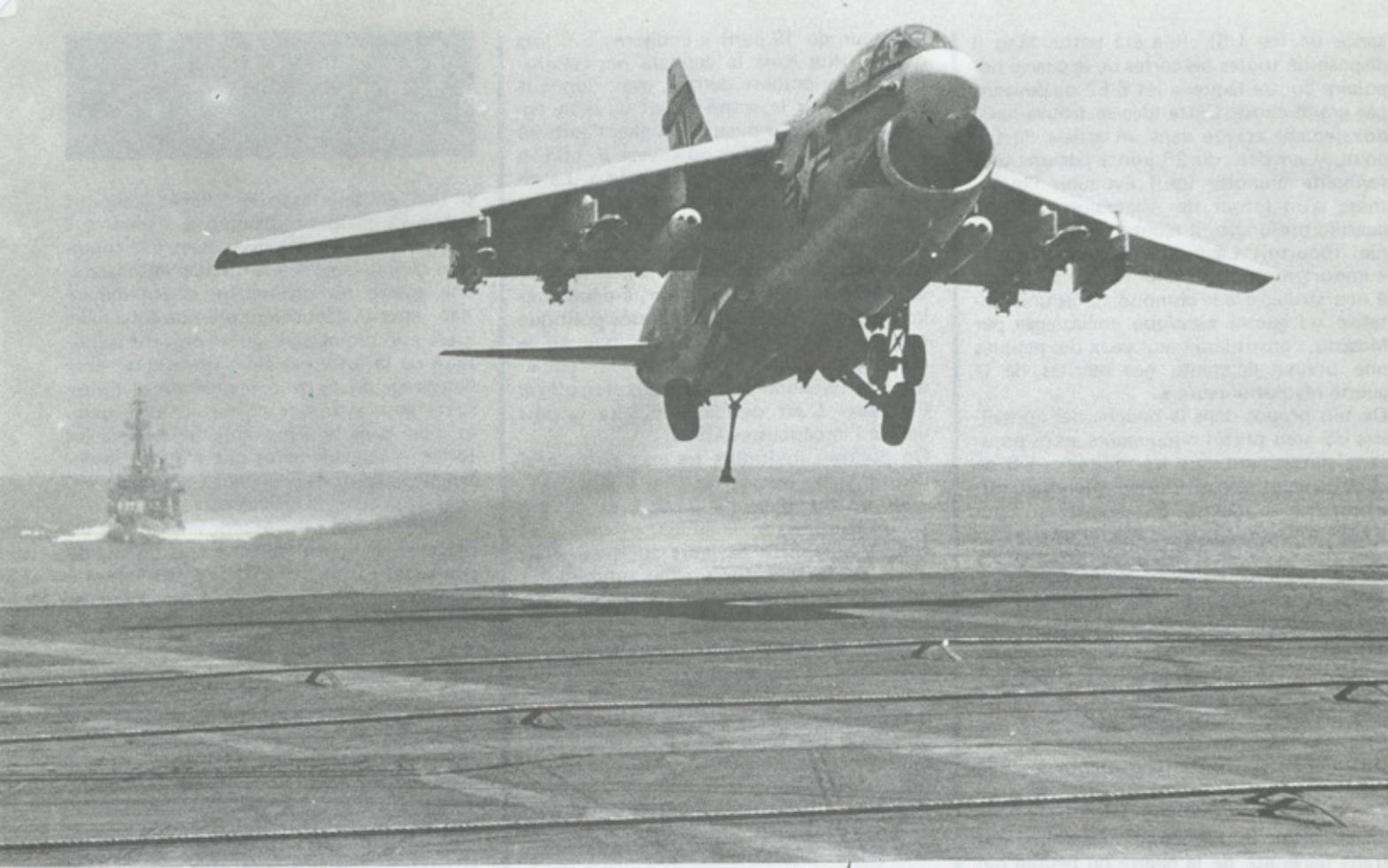
De 1959 à 1963 les Américains ont été les principaux fournisseurs en matériel de guerre du Front National de Libération. La livraison d'armes soviétiques et chinoises n'a pas diminué le mouvement de récupération des armes sur l'adversaire. Au fur et à mesure que la guerre US devenait une guerre de plus en plus automatisée, de plus en plus technologique, faisant appel à toutes les ressources de l'appareil industriel et scientifique des Etats-Unis, mobilisant pour la guerre des milliers de chercheurs travaillant à mettre au point des armes de mort redoutables, il devenait de plus en plus impératif pour la résistance vietnamienne de se hausser au niveau de la maîtrise technologique des armes de guerre de plus en plus perfectionnées utilisées par l'impérialisme US.

Car c'est la condition de la neutralisation de la supériorité technologique de l'adversaire. Car c'est la condition du développement de la lutte révolutionnaire. De 1969 à 1972 la guerre révolutionnaire au Vietnam a accompli un bond : grâce à la réalisation d'un plan d'élévation du niveau de maîtrise scientifique et technique des masses armées vietnamiennes, grâce à un effort remarquable de développement culturel des forces révolutionnaires. Pour parvenir à ce but, le FNL n'a pas hésité à abandonner du terrain et du temps à l'adversaire impérialiste.

En 1971 on ne peut plus guère raisonner comme en 1964 et dresser la carte des zones libérées du Vietnam.

Il y a bien sûr des zones sanctuaires (arrosées de bombes) de la Résistance, dans lesquelles troupes US et saïgonnaises ne s'aventurent guère mais la reprise du territoire par l'appareil militaire et policier du régime de Thieu est effective. Cependant cette réimplantation physique des forcés de Thieu dans les campagnes en signifie pas pour autant une implantation politique. L'organisation populaire de résistance demeure : un village peut être entièrement rallié au GRP et cependant être nominalement sous le contrôle militaire d'un poste fantôme.

Malgré l'assassinat de dizaines de milliers de personnes censées collaborer avec le front, le plan « Phœnix » dit de « pacification » des campagnes n'a pas réussi à détruire



le réseau politique et militaire de la Résistance. Les opérations menées contre les zones sanctuaires (forêt d'Uminh par exemple) n'ont pas abouti (malgré des mois de lutte). Assurées de ces points d'appui, de la force des structures politiques issues du Têt 68, les forces révolutionnaires ont fait porter leur effort au cours de ces années de « vietnamisation de la guerre » vers la formation, l'éducation, la restructuration des FAPL.

Un article de Pomonti dans le Monde du 16.10.71 donnait des indications précieuses sur la restructuration militaire des FAPL. Pomonti soulignait la diversité et la densité de l'organisation militaire de la résistance, l'apparition d'unités nouvelles « conçues en 1970 et qui se sont manifestées pour la première fois en avril dernier (71). Il s'agit des mang (forces inter-villageoises)... un mang est formé d'une section de fantassins, d'une autre de sapeurs (y compris des hommes grenouilles) et d'une troisième de guérilleros locaux. Il compte 120 hommes environ. Cette unité est plus mobile et mieux équipée que les « bataillons à mission spécial » actifs depuis 1970, ou les « cum » apparus voilà plus de deux ans. Chargé tout aussi bien du recrutement des déserteurs que de l'attaque des postes les plus faibles, le mang doit s'adapter à des missions diverses.

Il ressort de ces descriptions un fait frappant : l'intégration de plus en plus étroite des forces de guérilla (guérillos locaux) aux forces régulières des FAPL. Pomonti, lui, en tire une conclusion inverse, la dissolution des ces forces régulières en petites unités de guérilla et donc l'orientation de la résistance vers les « petites attaques ». Orientation qui correspondrait à une révision de la stratégie de la Résistance opérée en 1969 et qui romprait durablement avec l'idée de la première résistance que pour butter définitivement l'adversaire impérialiste hors du territoire national il faut en arriver à la « troisième phase de la guerre révolutionnaire (la phase conventionnelle) ».

Il va de soi qu'une telle analyse ne préparait pas les esprits à l'offensive de printemps des FAPL et qu'elle explique la surprise que causa celle-ci même parmi les journalistes les mieux informés. Pomonti fondait son analyse sur le constat de l'éclatement en petites unités des forces populaires. Il ne voyait pas que cet éclatement faisait partie d'un plan d'ensemble de renforcement de ces forces populaires. Pomonti faisait une description très remarquable des réalités militaires du front mais il ne voyait pas le processus, le mouvement en cours, qui leur donnait leur signification.

Dans un article de Rouge (6-11-71, No 131, Résistance acharnée, résistance victorieuse) nous analysions de façon différente les éléments fournis par Pomonti. Nous insistions sur deux points : la bataille de la maîtrise technologique, la bataille de la logistique. Nous insistions beaucoup plus sur l'aspect logistique que l'aspect « maîtrise technologique », mais il est certain

que ces éléments étaient aussi cruciaux l'un que l'autre. Nous écrivions : « La guerre de destruction US pose le problème de la logistique à un niveau supérieur à celui d'avant 1968 et a fortiori de 1953. Le système de repérage par l'aviation US des déplacements de troupes est à ce point perfectionné (guerre électronique) qu'une véritable course au renforcement de la logistique du front indochinois a été engagée par les forces révolutionnaires. On ne peut plus se payer le luxe de déplacer des troupes nombreuses pendant de nombreuses heures. Les pistes doivent être démultipliées également les caches, les abris, les entrepôts de matériel militaire, médical sinon les pertes en matériel acheminé d'un front vers l'autre, ou du nord vers les autres fronts seraient énormes. Les forces armées populaires lancées dans des opérations d'envergure, soumises au pilonnage de l'aviation US, s'épuiserait sans un arrière proche L'arrière doit être partout. Les « opérations d'envergure » que viennent depuis le 30 mars 72 de lancer les FAPL prouvent que la bataille de la logistique entreprise de façon intense depuis 70 (notamment l'automne) au Sud-Vietnam a été gagnée. Les de la logistique entreprise de façon intense depuis 70 (notamment l'automne) au Sud-Vietnam a été gagnée. Les affirmations US d'un Giap « esclave de sa logistique » sont absurdes. Les victoires que viennent de remporter les FAPL sont précisément dues à leur supériorité logistique, leur maîtrise du terrain, du moment et des conditions de l'attaque, leur initiative stratégique.

Supériorité logistique, car elle allie puissance de feu et mobilité. L'armée saïgonnaise pour puissante et bien armée qu'elle soit, est une armée conventionnelle. Les « divisions de Giap » dont les officines de propagande impérialiste nous ont rabattu les oreilles sont une armée populaire révolutionnaire. Et c'est pour cela que l'armée saïgonnaise courra de défaites en défaites. Les « Observateurs » occidentaux ont attribué le succès de l'attaque des FAPL aux « armements modernes » : un véritable mythe a été édifié là-dessus. En fait la puissance de feu des FAPL reste bien inférieure à celle des forces américano-fantoches : dans une bataille de front les forces populaires ne pourraient pas tenir très longtemps.

Mais il ne s'agit précisément pas d'offensives frontales ; la puissance de feu des FAPL peut surprendre et écraser l'adversaire, parce qu'elle est concentrée à un moment donné sur un point précis, parce que le matériel militaire perfectionné est utilisé avec la plus grande efficacité. Nous écrivions : « Face à la technologie américaine, il est nécessaire d'intégrer à la lutte de guérilla, un matériel perfectionné qui exige des connaissances techniques accrues, mais aussi une meilleure utilisation du terrain, la multiplication d'ateliers de réparation, la formation de spécialistes ad hoc, toutes tâches qui multiplient l'effort d'éducation et de mobilisation des populations.

De même la production autarcique doit être encouragée, ainsi que l'édification de multiples bases pour répondre aux besoins des forces armées de Libération sans que le Nord-Vietnam ait à en supporter tout le poids à bout de bras. En ce sens le renforcement de l'épine dorsale du Front Indochinois (provinces de Rattanakiri au Cambodge, le Sud Est et l'Est du Laos, l'Ouest des Hauts Plateaux au Sud-Vietnam, l'axe dit Piste Ho Chi Minh) a été décisif pour les luttes récentes et à venir des forces de libération. Le « Nhan Dan » en janvier 71 indiquait : « Pour vaincre un ennemi qui nous est supérieur dans le domaine de l'équipement et de la technologie il faut arriver à créer un vaste réseau logistique qui recouvre tous les champs de bataille pour servir à temps les forces populaires qui engagent le combat partout et à n'importe quel moment ». Avec la défense victorieuse de la piste Ho Chi Minh, avec l'évolution de la situation au Cambodge, c'est cet objectif que les forces révolutionnaires sont en train de remplir. Cette victoire, le Pentagone feint de ne pas la voir, (le Vietcong se serait « évanoui » aux dires des chefs de file de la CIA à Saïgon). C'est pourtant d'elle que les forces militaires révolutionnaires tirent leur capacité d'initiative militaire.

Sans doute aurait-il fallu expliquer plus longuement quel effort d'éducation, donc politique, la maîtrise des techniques modernes d'armement avait réclamé des cadres du Front National de Libération et de l'ensemble des forces armées de libération. L'intégration des guerilleros locaux à des unités composées en partie de spécialistes des armes modernes (parmi le corps des sapeurs) a familiarisé dans leur masse les forces armées populaires avec le maniement des armements les plus modernes.

L'utilisation des chars et de l'artillerie lourde par les divisions régulières de l'APL n'est donc en rien surprenante.

la logistique des FAPL

C'est parce que le commandement des FAPL n'a jamais négligé le problème des armements, que la puissance de feu des forces populaires est grande. C'est parce qu'il a fait du problème des armements, un problème politique fondamental (éducation des forces armées) que cette puissance de feu est décuplée et sur certains points, (les points d'attaque) est supérieure à celle de l'adversaire.

C'est parce que le problème des armements a été conçu comme un élément de la bataille logistique que leur utilisation est maximale. La « rentabilité » des armes utilisées par les FAPL doit être au minimum 5 à 6 fois supérieure à celles des troupes saïgonnaises. Arrosées par l'aide US, les troupes de Thieu n'hésitent pas à abandonner un énorme matériel militaire aux FAPL. Sur le front de Quang Tri, celles-ci ont saisi jusqu'à des hélicoptères (intacts) abandonnés par les troupes fantoches (!). Le matériel

abandonné ou capturé est immédiatement réutilisé par les forces populaires. Dans un remarquable article contrastant avec le pessimisme de la presse démocratique Wilfred Burchett écrit (Afrique-Asie, 12 juin 72) : « Le FNL utilise maintenant contre les troupes de Saïgon, sur les trois principaux fronts de bataille de Hué, Kontum et An Loc, des équipements enlevés aux Américains — y compris des tanks et de l'artillerie moyenne et lourde. Des unités spéciales ont été formées depuis des mois afin d'être en mesure d'utiliser le riche butin en armes capturé au cours de l'offensive actuelle.

Pendant les dernières années, des cadres du FNL se sont infiltrés dans l'armée de Saïgon afin de maîtriser les techniques de toutes les armes et du matériel de communications, fournis par les Américains aux troupes fantoches. Ces hommes « désertent » au bon moment et, renforcés par les spécialistes, venus en flots constants, de soldats de Saïgon qui se rallient au FNL, ils instruisent des unités spéciales chargées d'utiliser les armes américaines dès leur capture sur le champ de bataille. Ces unités se trouvent toujours au premier rang des assaillants afin de s'emparer et d'utiliser immédiatement les armes capturées ou abandonnées par l'ennemi, ou encore afin de les cacher rapidement avant l'arrivée des bombardiers américains qui tentent de détruire tout l'équipement abandonné par des bombardements de saturation : « Dans un certain nombre de régions, Nixon est déjà notre principal fournisseur » m'a-t-on dit ».

Les enseignements que Thanh Hong tire (Sud Vietnam en lutte, No 148, 22 mai 72) de la bataille de Quang Tri, illustrent l'effort fait par les forces populaires pour réduire et neutraliser la puissance de feu US au cours de ces dernières années. L'énorme concentration américaine saïgonnaise de troupes, de bases, d'artillerie de tous types, de blindés, la couverture aérienne permanente et le feu incessant de la 7ème flotte, n'ont pas réussi à tenir en respect les forces populaires.

Toute la logistique des FAPL a été conçue pour permettre :

- 1) les combats rapprochés,
- 2) la soudaineté de l'attaque,
- 3) la concentration de la puissance de feu,
- 4) l'offensive tourbillon frappant de plusieurs côtés à la fois.

« Avec leur méthode de combat d'approche, de serrement de près, les combattants des FAPL ont jeter l'ennemi dans l'effroi et le désarroi et rendu son artillerie inefficace », écrit Thanh Hong. En saisissant l'ennemi à la gorge, on ne lui permet pas d'utiliser sa puissance de feu ; la supériorité des FAPL est dans la préparation à ce combat « au corps à corps » où les forces saïgonnaises sont submergées et ne disposent plus du bouclier aéro-naval US.

La souplesse, la mobilité, l'élasticité de la logistique révolutionnaire n'a pas fini de surprendre les « états majors américano-saïgonnais ».

Commentait la contre-offensive déclen-

chée le 19 juin par les troupes de Thieu, le Monde écrit : « A la surprise générale, des chars nord-vietnamiens sont réapparus dans la bataille, mardi, le long de la rivière My Chanh ». Les blindés et l'artillerie lourde des FAPL comme les corps expérimentés des sapeurs n'ont pas fini de réapparaître là où on les attendait le moins. Les techniques de combat qui viennent d'être rôdées (notamment en avril) par les FAPL, ne manqueront pas d'être perfectionnées dans les mois qui viennent.

Est-ce à dire que pour l'instant, l'offensive des forces révolutionnaires ou revêtir des aspects nouveaux ou plus conformes à l'idée que la presse se fait de la « guerre révolutionnaire » ? Peut-on nier que le gros de l'offensive révolutionnaire ait eu lieu en avril ? Certainement pas.

Mais pour apprécier le stade actuel de l'offensive, pour ne pas être trompé par les apparences des combats encore faut-il voir quels objectifs ont été atteints dans la période précédente (avril) et quels objectifs se proposent d'atteindre les FAPL aujourd'hui.

Nous avons relevé la mécompréhension par la presse démocratique, des caractères actuels de la guerre révolutionnaire au Sud. Nous touchons à une deuxième erreur de cette presse lorsque nous soulevons le problème des objectifs de l'offensive de printemps du Front National de Libération.

Dans les extraits du Monde et du Nouvel Observateur que nous avons donné, l'on mesure la « réussite » de l'offensive révolutionnaire au nombre de villes prises par les FAPL. Quang Tri est tombée certes. Mais Kontum, Pleiku, Hué résistent. Saïgon que l'on avait cru menacé n'est apparemment pas inquiétée. Conclusion : demi-échec de l'offensive, à laquelle on concède un demi-succès : l'ébranlement du système de la pacification des campagnes.

Une seule remarque suffit à réfuter cette conception. Après ce qui s'est passé à la suite du Tet 68, peut-on penser que la prise d'une ville soit un objectif stratégique pour le Front de Libération ? Au Sud Vietnam, une ville prise par les FAPL est une ville détruite et tôt ou tard reconquise : car sur un point fixe toute la puissance de destruction de l'aéronavale US peut se concentrer, des centaines de chars être lancées, des divisions entières hélicoptérées. Dans une position statique de défensive, dans une guerre de position les forces populaires n'ont aucune chance ; leur art est la guerre de mouvement, l'offensive continue, violente et prolongée, l'abandon des positions fixes au profit du contrôle du terrain par la mobilité, la multiplicité, la diversité des attaques. Nous l'avons dit, nous le répétons : du moment que les FAPL ne peuvent disputer ni le ciel ni la mer à l'aviation US, la prise des villes ne constitue pas un objectif stratégique du FNL à l'étape actuelle. Elle n'est pas négligeable, à l'occasion. Elle a une fonction politique éminente, notamment de ralliement de la population et de démoralisation des troupes fantoches. Mais le sort de la lutte révolutionnaire, la balance

des rapports de forces aujourd'hui n'en dépend pas fondamentalement. Les villes tomberont, de par l'usure de l'appareil de la vietnamisation, l'usure de l'armée de Thieu, des plans de pacification, par la détérioration économique et sociale du régime saïgonnais, par la montée croissante de la lutte urbaine, et la faillite de l'effort de guerre US : le poids toujours plus lourd de la guerre pour les Etats-Unis et les administrations qui se succèdent à la Maison Blanche. Dans l'immédiat, il ne sert à rien de transformer les villes en charnier de la Révolution. Cependant lorsqu'une province entière est libérée ou que son entière libération dépend de la prise d'une ville, alors il n'est pas de raison de refuser le parachèvement du processus par la prise d'une ville : c'est ce qui s'est passé avec Quang Tri, c'est ce qui se renouvellera peut être à l'occasion de villes plus importantes.

Mais dans l'immédiat l'objectif du FNL n'était pas là. Quel était-il ? La presse démocratique l'a déclaré : jeter bas la vietnamisation. Mais elle n'a pas assez prêté attention à ce que signifiait cette vietnamisation.

le bouclier protecteur de la pacification

La vietnamisation ce n'est pas seulement la mise sur pied d'un énorme appareil de répression militaro-policière fantoches sur la base de « l'urbanisation forcée » de la population sud-vietnamienne (cf l'article « l'enjeu d'une nouvelle victoire » dans le NO 3, nouvelle série de la « IVème Internationale »). C'est aussi le déploiement de cet appareil militaro-policière selon une stratégie spécifique.

Quelle était cette stratégie américano-fantoches ?

Elle reprenait sur le fond une idée défendue par Mac Namara, alors secrétaire d'Etat à la Défense, dans un mémorandum adressé le 14 octobre 1966 au Président Johnson (le Dossier du Pentagone, Albin Michel, p 550-578), celle d'une « barrière contre les infiltrations ». Cette barrière « serait située à proximité du 17ème parallèle : elle courrait de la mer à travers le Vietnam du Sud (mettant hors jeu les nouvelles routes d'infiltration à travers la zone démilitarisée) et à travers les pistes du Laos. Le système d'interdiction (qui coûterait environ 1 milliard de dollars) comporterait à l'Est une barrière terrestre faite de clotures, de fils de fer, de batteries d'artillerie, de troupes mobiles et de forces aériennes, et à l'Ouest — surtout au Laos — une zone interdite couverte par des mines aériennes et défendue au moyen d'attaques à la bombe téléguidée par des vecteurs acoustiques aériens ».

A l'arrière de cette barrière pourrait être relancée la pacification des campagnes vietnamiennes.

L'idée de Mac Namara ne fut pas reprise intégralement, la tentative de couper la « Piste Ho Chi Minh » notamment au Laos en février 71 aboutit à un fiasco militaire (cf article « l'enjeu d'une nouvelle victoire »). Mais au Sud Vietnam cette idée reprise avec la mise en place de ce que le Courrier du Vietnam (No 1, nouvelle série, juin 72) appelle « système défensif périphérique » du Sud-Vietnam (dans un article remarquable de bilan de l'offensive d'avril). Ce « système défensif périphérique » n'est pas constitué d'une seule mais de trois barrières, de trois « carapaces » qui sont censées se dresser aux portes même des régions sanctuaires de la résistance, d'où celle-ci gagne tout le Sud et ravitaille les zones de guérilla.

Briser les canaux d'irrigation de la lutte révolutionnaire, empêcher le déploiement des offensives révolutionnaires, tel est l'objectif des complexes militaires « véritables hérissons d'acier » installés par les Américains dans trois zones stratégiques du Sud Vietnam.

Tout d'abord face à la RDV, immédiatement au sud du 17ème parallèle, se déploie la barrière la plus imposante : « le système d'interdiction » Rock pile-Fuller-Zoc Mieu-Dong Ha-Quang Tri-Tahn Hong, (article cité SVL No 148) après la chute de la ligne de défense Nord-Quang Tri (Rockpile-Zoc Mieu), la première partie du système d'interdiction, l'article décrit ainsi la ligne Dong Ha-Quang Tri :

« Sur un espace relativement restreint de 17 km de longueur sur moins de 5 km de largeur, les Américano-fantoches ont disposé ici un effectif (...) correspondant à 2 divisions d'infanterie et 1 division d'artillerie. Ces forces militaires considérables sont cantonnées en quatre groupes de points d'appui à Dong Ha, Ai Tu, La Vang, Tich Tuong, à portée d'une assistance de feu mutuelle, grâce à un terrain découvert très favorable au développement maximum des qualités spécifiques et de l'efficacité de toutes les armes en mains ». Ces points d'appui sont enserrés dans « un système complet de bases comprenant plusieurs PC, aérodromes, bases d'artillerie, dépôts de réserve,abilités à soutenir une longue défense. Les forces fantoches sont placées ici sous le commandement direct de près de 100 officiers US, dont un grand nombre d'officiers supérieurs. En dehors des systèmes de forteresses en béton armé, d'abris souterrains, des murs épais (de 2 à 4 mètres d'épaisseur avec une armature en toile d'acier) etc. construits et consolidés depuis plusieurs années, et plus de 200 tanks et blindés des 4 régiments blindés formant un « bouclier d'acier » pour la défense ou une « perceuse » pour la contre-offensive, ce réseau jouit à tout moment encore de « la sûre garantie » de l'appui-feu de l'artillerie et de l'aviation américaines venant de toute direction.

En plus de sa puissance de feu émanant de 100 gros canons, il bénéficie encore de la coordination permanente des centaines de canons sur des dizaines de grands navires de

guerre de la 7ème flotte. Des champs de tir de canons 175 mm à 27 km de portée, aux différents genres de canons à portée réduite, pour tir direct, des fortins solides avec « champs de tir mobiles » avec une abondante réserve de munitions, l'artillerie américano-fantoches dispose de tous les moyens d'assistance et de coordination pour créer des barrières de feu susceptibles d'intercepter de loin, de près, et en toute direction, les offensives adverses, et de dominer l'artillerie des FAPL, quelque fournie et puissante qu'elle soit, en cas d'attaque.

Le commandement américano-fantoches a créé toutes les conditions nécessaires à la mise en valeur radicale du prestige de l'artillerie, l'employant en grande partie à la place de l'infanterie, aux tâches de défense, de contre-offensive, d'attaque et de poursuite de l'ennemi.

En matière d'aviation, les Américains considèrent qu'ils ont une supériorité absolue sur les FAPL. Ils ont employé sur le champ de bataille de Quang Tri tous les genres d'avions les plus modernes, des avions de combat à réaction, avions à équipement électronique complet, des hélicoptères armés, aux avions stratégiques B 52, superforteresses volantes bombardant « en tapis ». Pour appuyer ce réseau de points d'appui de Dong Ha-Quang Tri, ils opérèrent nuit et jour des raids de bombardements continus, « les plus grands dans l'histoire de la guerre ».

Au total « aménagé depuis 1966 le système défensif le plus important qu'on ait jamais vu en Indochine » (Courrier du Vietnam, juin 72).

C'est selon les mêmes principes qu'ont été érigés les deux autres systèmes défensifs stratégiques américano-saïgonnais, celui des Hauts Plateaux et celui du Nord-Saïgon.

C'est à la hauteur des trois frontières (Cambodge, Laos, Vietnam), au débouché de cette zone particulièrement importante pour la résistance indochinoise que les Américains ont érigé le système défensif des Hauts Plateaux. Il comprend « une série de puissantes positions échelonnées le long de la route No 14 qui relie les principaux centres, Kontum, Pleiku ; ces positions avec une artillerie puissante protègent les centres, et interdisent les voies d'accès aux bases de guérilla dans la plaine côtière du Centre. La route No 19 reliant Pleiku au port de Qui Nhon coupe le Sud Vietnam en son milieu et constitue une artère stratégique de première importance » (Courrier du Vietnam, juin 72).

La route No 19 est elle-même étayée par une série de points d'appui qu'outre les troupes saïgonnaises, une division sud-coréenne a pour mission de tenir.

Les FAPL ont commencé par attaquer ces deux routes, y détruisant les convois engagés et s'en assurant le contrôle ; à partir du 14 avril, c'est le bastion principal du système défensif des Hauts Plateaux, sa carapace, qui est attaquée. Les bases Charlie, Delta, tombent, puis c'est le tour du système fortifié Dakto-Tan Canh. C'est une victoire très importante des FAPL, la récupéra-

tion de matériel est très abondante. Kontum est désormais sur la ligne de feu, à découvert.

Moins concentrée que le système de défense de Quang Tri, la barrière Nord-Saïgon n'en est pas moins redoutable : elle combine en un nombre de postes et de points d'appui plus nombreux que partout ailleurs, la défense frontale face aux « sanctuaires » révolutionnaires de la frontière kmero-vietnamienne, et la défense « en profondeur », le contrôle des routes 22, 1 et 13.

C'est ainsi, sur une série d'arcs de cercle d'une centaine de kilomètres, que s'étage ce système défensif au nord de Saïgon. La première ceinture de ce système a été détruite avec la prise des bases Pace et du mont Baden, au nord de Tay Ninh (route 22) et la prise de Loch Ninh (route 13) au nord de An Loc. La description que Vu Huu Su donne (Sud Vietnam en lutte, No 144) de la base de Loch Ninh montre l'importance de celle-ci pour le système défensif saïgonnais. Concentration de troupes, réseau de fortifications, présence de blindés, couverture aérienne, Loch Ninh était un verrou d'où partaient les opérations de ratissage et de pacification dans la province de Binh Long. Ce verrou n'existe plus, très rapidement les combats se sont portés sur la deuxième ligne de défense de la barrière Nord-Saïgon, notamment au niveau de An Loc.

Pour tenir cette deuxième ligne, Saïgon n'a pas hésité à jeter ses réserves de troupes dans les combats, mais ce sursaut avait été devancé par les FAPL qui ne se contentèrent pas de frapper les points d'appui et les bases mais s'étaient dès le début de l'offensive fixées pour objectif de disputer aux troupes saïgonnaises le contrôle des routes, voire de leur arracher (route 13 Saïgon-Loch Ninh).

Outre ces trois grands systèmes défensifs, les Américains et leurs complices saïgonnais ont mis au point un quatrième réseau de bases et de postes tout au long de la route 4, la route du Delta (Camau-Saïgon). Le but de ce réseau est le contrôle du Delta. Il tranche à travers les zones guerilleras (Ben Tre, U Minh, Nord de la Plaine des Joncs, etc.), ayant pour but de les isoler puis de les réduire ; il est la colonne vertébrale de l'appareil de répression du régime Thieu au sud-ouest de Saïgon.

De plus, chaque ville de quelque ampleur a son propre réseau de points d'appui, de fortifications. Ainsi Hué (avec les bases Bastogne, Phu Bai, etc.) ainsi Da Nang. Mais ces réseaux locaux n'ont pas la même portée stratégique que les trois grands systèmes défensifs détruits en majeure partie par l'offensive de Printemps des FAPL.

Ces systèmes défensifs dits « carapaces » ou « boucliers de feu » avaient une double fonction. La première : empêcher les offensives d'ampleur des FAPL (déploiement d'attaques du type Têt 68). La seconde : être le bouclier protecteur de la « pacification ». Et de fait, à l'abri de ces systèmes défensifs, la pacification des campagnes a

battu son plein dans les dernières années. D'une façon générale, la pacification mise en œuvre avec une nouvelle intensité depuis la fin 68 par les Américains et le régime Thieu a été sous-estimée par la presse dans le monde. Cette « pacification » était menée avec des moyens sans précédent dans l'histoire des guerres impérialistes ; elle combinait plusieurs éléments.

1) La destruction des zones libérées (par épandage de produits chimiques, par tapis de bombes).

2) Le ratissage, la concentration de la population (dans les « hameaux de la vie nouvelle »).

3) L'assassinat politique de tout individu ou groupe d'individus soupçonnés de sympathies politiques pour le FNL.

4) La mise en place d'un réseau serré de postes fantoches.

5) L'embrigadement de la population locale dans des milices dites de « défense civile »

Si les massacres et les assassinats à verser au compte du Plan Phénix de pacification ont fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, la Résistance a su garder « intacts l'infra-structure révolutionnaire et ses organes de direction » (Sud Vietnam en lutte, N 129 : la vietnamisation, une stratégie dans l'impasse). Mais pour cela, elle a du concéder du terrain aux troupes fantoches, s'engageant dans un travail souterrain, clandestin, plus important qu'auparavant, n'hésitant pas à donner l'impression de disparaître pour mieux renforcer les nœuds invisibles de la mobilisation et de l'organisation populaires. Il était difficile d'empêcher postes après postes la mise en place du réseau de contrôle des campagnes par le régime Thieu, car alors les forces de guerillas se seraient heurtées à des divisions entières américaines et saïgonnaises, à la puissance de feu US concentrée, et toutes ces luttes éparses auraient épuisé les forces de la Résistance Populaire. Il valait mieux, une fois de plus, pratiquer l'esquive, laisser l'adversaire s'empêtrer dans son propre projet, déployer son énorme appareil de contrainte, l'étirer, le diviser, le disperser sur l'étendue du territoire, et entreprendre des tâches au dessus de ses ressources propres. Et en ce temps, réaliser les conditions de l'offensive victorieuse des FAPL, renforcer les zones sanctuaires et l'infrastructure de la Résistance, réarmer politiquement, militairement, toutes les unités et variétés de combattants, etc. Il en résulta la mise en place par le régime Thieu d'un gigantesque édifice : la « pacification », à la façade imposante et aux pieds d'argile.

Thanh Hong décrit ainsi ce système (Sud Vietnam en lutte, No 137, 6 mars 72) :

« Afin de réaliser leur plan de « pacification » rurale, les Américains et fantoches ont implanté des postes dans presque tous les villages et communes. Suivant le terrain, la densité de la population et l'ampleur du mouvement révolutionnaire local, chaque village compte d'un à trois postes, chaque commune en moyenne de 7 à 10 postes tenus par les miliciens ruraux. (...) Avec des

ouvrages de défense solides et bénéficiant de l'appui-feu de l'aviation et de l'artillerie, ce réseau de postes ennemis est bâti en un système d'occupation du territoire bien relié dans chaque commune, les postes pouvant se soutenir et se renforcer mutuellement. Américains et fantoches considèrent ce réseau comme leur « carapace » dans la défensive, leur tremplin pour lancer des opérations de « pacification »...

Thanh Hong dit bien « dans presque tous les villages et communes » à raison « d'un à trois postes par village ». Il ne s'agit pas d'une analyse pessimiste mais de l'analyse la plus systématique de la « carapace intérieure » du régime Thieu : l'édifice de la pacification.

Cette analyse est confirmée par d'autres publiées dans « Sud Vietnam en lutte ». Le « Courrier du Vietnam » (No 1, juin 72) considère comme crédible l'estimation faite à Saïgon des forces de « défense civile » : « Les officiels saïgonnais donnent des chiffres très élevés (certaines estimations allant jusqu'à quelques millions) pour les forces para-militaires ». Le chiffre le plus fréquent avancé par Saïgon étant de 2,5 millions de personnes embrigadées dans la « défense civile », on comprend que le front de la lutte contre la pacification soit désigné comme le « front intérieur » par ce même numéro du « Courrier du Vietnam ». Il s'agit là du deuxième objectif de l'offensive de printemps des FAPL. En même temps que l'on « ébranlait le système extérieur défensif saïgonnais », il fallait faire « craquer » le « front intérieur », celui de la pacification. Ne voyant pas concrètement ce que signifiait le système de la pacification la presse démocratique n'a pas assigné à l'offensive des FAPL l'enjeu fondamental de destruction de ce système. C'est pourtant à la réalisation de cet objectif que l'on doit mesurer le succès de cette offensive.

les faiblesses de la pacification

Analysant le système de la pacification Thanh Hong montre que sa force n'est pas sans limitation et que ses faiblesses sont radicales : « Pour occuper le terrain et contrôler la population, l'ennemi est obligé d'étendre son dispositif, ce qui étire ses forces, d'où de nombreuses failles, de nombreux défauts dans sa cuirasse. (...) D'autre part, l'existence des postes s'appuie essentiellement sur le soutien que leur apportent les troupes régulières mobiles, l'aviation et l'artillerie. Maintenant que les troupes US sont obligées de se retirer graduellement du théâtre de la guerre, l'appui de l'aviation et de l'artillerie se limitant chaque jour davantage, il reste que les troupes fantoches mobiles constituent l'appui essentiel ».

Or ces troupes ont été étriées, notamment en février 71, lors de leur tentative de prise de contrôle de la route 9 au Laos et dans

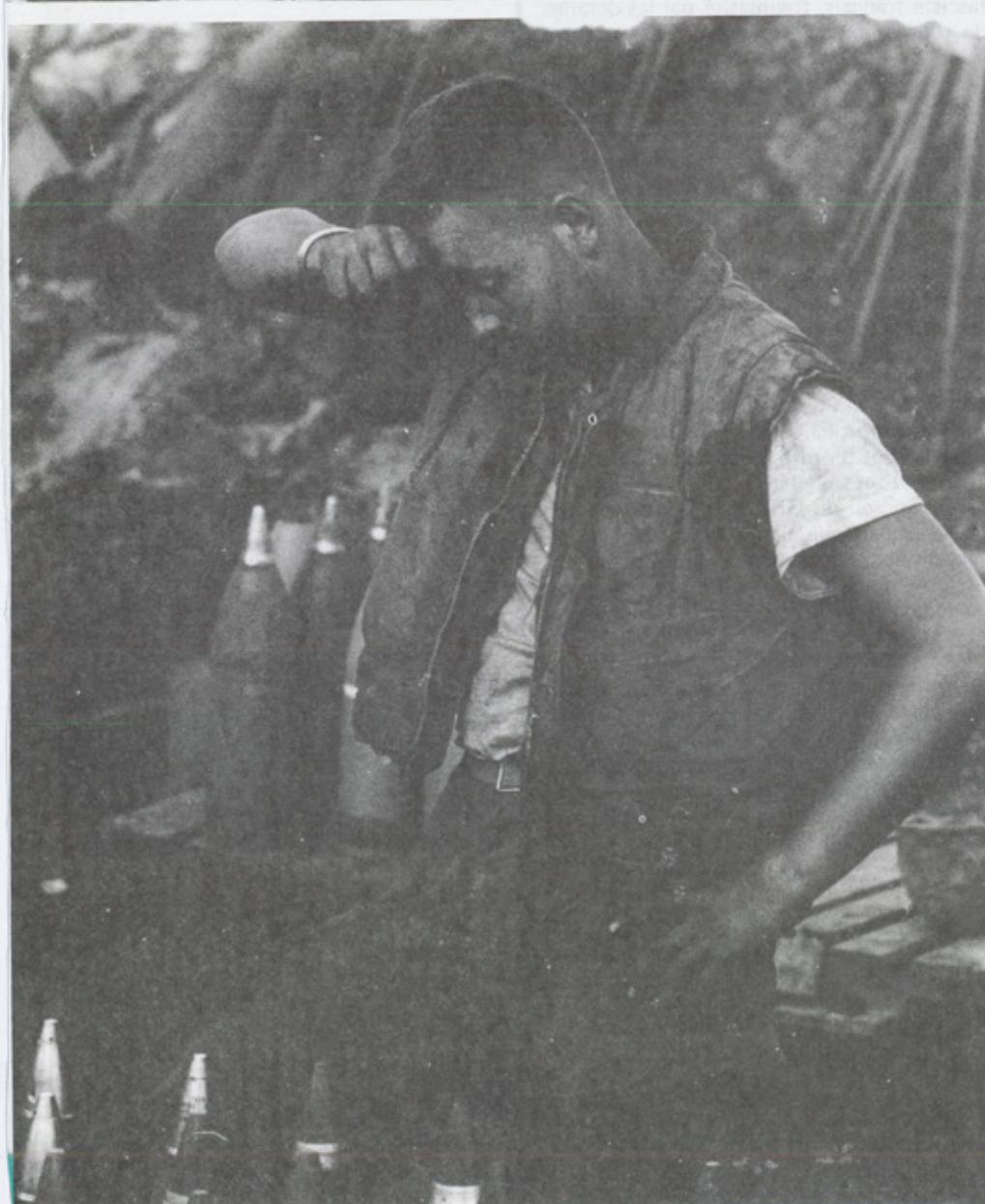
les opérations qu'elles ont menées au Cambodge. Harcelées, contraintes à opérer en plusieurs directions, ces troupes offrent un appui de plus en plus fragile aux postes de campagne. Ceux-ci deviennent alors les objectifs rêvés de la guerrilla, qui, par la combinaison des soulèvements de population et des attaques, encerclent les postes, coupent leurs liaisons et leur ravitaillement et les contraignent ou à la reddition ou au repli.

Dans cette période, la guerrilla a utilisé, comme jamais elle ne l'avait fait auparavant, la politique de « persuasion des troupes adverses », faisant d'un point fort de la pacification (la défense civile) un de ses points faibles. « Les hommes qui tiennent les postes sont pour la plupart des gens de la localité, ils ont des attaches avec la population locale », écrit Thanh Hong ; ces « miliciens » sont particulièrement sensibles aux appels des guerilleros locaux avec lesquels ils ont souvent des liens de parenté, sensibles à la dénonciation de la guerre de destruction des populations, des cultures, que les Etats-Unis mènent, sensibles à la « politique de clémence et d'union nationale » du GRP. Il est notoire que les militants du FNL sont infiltrés à l'intérieur des forces de défense civile et y font un travail important de neutralisation, de désagrégation et de ralliement des troupes de Thieu au pouvoir révolutionnaire.

Cet aspect de la guerrilla est devenu un facteur très important. On a vu récemment, depuis le début de l'offensive, les fruits spectaculaires de cette politique. Mais cette politique n'a pas attendu mars 72 pour donner des résultats notoires. Selon Thanh Hong : « Au cours des six premiers mois de 1971 les postes enlevés par le moyen de l'agitation occupent le tiers du total des postes anéantis ».

Parce qu'elle est moins « spectaculaire », qu'elle donne difficilement pâture au « sensationnel » cette lutte de guerrilla contre la « pacification » a pu être ignorée par la presse bourgeoise. Elle fut cependant la forme essentielle de l'activité militaire du FNL dans la période 1968-72. L'intensité de cette lutte est significative de son enjeu : selon Thanh Hong « dans les provinces peuplées telles que Tra Vinh, Ben Tré, My Tho (il s'agit des provinces du delta du Mékong proprement dit, parmi les plus peuplées et les plus fertiles du Sud, provinces qui ont donné le signal de l'insurrection généralisée en 1960, et qui depuis sont restées, malgré les repréailles, les ratissages, les massacres, des points d'appui de la Résistance - C.P.) la moyenne des postes anéantis est de 60 à 80 par mois et par province (...) (ainsi) au cours des six premiers mois de 1971 un nombre de postes supérieur au chiffre de toute l'année 1970 a été détruit dans le delta du Mékong ». Ainsi le FNL avait déjà trouvé en 1971 dans la défaite des troupes saïgonnaises sur la route 9 l'occasion de frapper durement la pacification.

Autres régions d'intense activité contre la pacification, les provinces côtières de Phu Yen (Tuy Hoa) de Binh Dinh (Qui Nhon)



enfin celle de Quang Tri.

Dans ces provinces, la Résistance était à ce point tenace, qu'un plan de déportation massive de leur population avait été mis au point par l'état-major américano-saïgonnais et avait commencé d'être appliqué.

A la mi-71, le ministre de l'Assistance Sociale (II) de l'administration de Thieu déclarait : « La mise à exécution de ce plan a été envisagée il y a plusieurs années et nous pensons que le moment est venu de le réaliser ». La presse de Saïgon fit savoir que « pour commencer, 2 000 familles des deux communes de Gio An et de Gio Son, district de Gio Linh, province de Quang Tri, seront dirigées vers le Sud ». Dans un deuxième temps la « concentration » de la population se poursuivra jusqu'à l'échelon inter-provincial. But : « transformer les provinces au sud du 17ème par allèle en « zone blanche », en « zone soumise aux bombardements à volonté », dans le but d'anéantir toute base révolutionnaire » (Vietnam, No 163). Au total, l'application de ce plan condamnait à l'exode forcé entre deux et trois millions de personnes. Et à la destruction totale de la province de Quang Tri.

Ceux qui aujourd'hui se lamentent sur le « coût humain » de l'offensive de printemps du FNL oublient que sans celle-ci le sort de la population de Quang Tri aurait été pire. La rapidité de la libération de la province de Quang Tri a été favorisée par l'ampleur des soulèvements et des mouvements de ralliement de la population. Ces mouvements ont précipité la démoralisation des troupes saïgonnaises sur le front de Quang Tri, et leur ralliement au pouvoir populaire. Sud Vietnam en lutte (organe du FNL) écrit (24 avril 72) : « Les soulèvements de la population derrière les lignes ennemies, soulèvements qui affectent chaque unité des dan vé (milices villageoises de Thieu), chaque position tenue par les troupes régulières, sont comme des bombes souterraines explosant au moment crucial dans le sein de l'armée fantoche. Provoquant une réaction en chaîne, ils porteront le coup de grâce à nos ennemis ».

Aucun observateur ne peut nier le coup de boutoir magistral porté à la pacification depuis le début de l'offensive de printemps des FAPL.

C'est dans la province de Binh Dinh (un million d'habitants, 100 kms de côtes) que le mouvement de lutte a été le plus puissant. Or c'est cette province que l'état major US avait choisie « comme banc d'essai de la pacification » (Courrier du Vietnam, juin 72). Les bases et points d'appui de la pacification ont été pris d'assaut, la vague populaire a déferlé : à la mi-mai, les journalistes occidentaux estiment la province libérée aux 8/10ème. Le port de Qui Nhon, chef lieu de la province, est encerclé, la route 19 est coupée et les deux divisions sud-coréennes opérant dans la région ne réussissent pas à les rouvrir. Au nord du Binh Dinh, les provinces de Quang Nhai, de Quang Tin (Tam Ky) ont été le siège de mouvements similaires. A une trentaine de kilomètres de Da Nang (600 000-1 million

d'habitants, une des principales bases US) la ville de Hoi An dans le Quang Nam a été occupé par les FAPL.

Enfin le Delta du Mékong, « secteur crucial de la pacification » est devenu un foyer de luttes et de soulèvements multiples. Début mai, 500 000 personnes du Mékong à la pointe de Camau ont été recouvrées par les zones libérées du GRP. Un bilan, province par province, de la lutte contre la pacification n'a pas encore été établi. Mais la presse en donne une première idée sur quelques exemples. Ainsi Pomonti (Le Monde, 7-8 juin 72) rapporte que dans la province de Chuong Thien (chef lieu Vi Than, nord-est de la forêt d'U Minh, cœur de la péninsule de Camau) les troupes saïgonnaises ont du abandonner 91 postes sur 218 en trois semaines d'offensive des forces de guérilla et qu'elles n'ont pu en reconquérir que 15 depuis. Ces chiffres correspondant à ceux donnés par Saïgon (sous estimant l'activité effective de la guérilla), on peut en conclure que l'offensive actuelle des FAPL a permis d'élever la lutte contre la pacification dans les provinces de l'ouest du Delta, réputées à Saïgon pour « leur calme » à un niveau supérieur à celui des provinces les plus « agitées » par le FNL dans les périodes précédentes. La presse a également fait état de la convergence des combats vers la route 14, l'axe stratégique américano-saïgonnais au Sud de Saïgon. Il est révélateur que les B 52 aient été utilisés contre ces zones peuplées du Delta qui faisaient la fierté des spécialistes de la pacification à Saïgon.

Comme le remarque Sud Vietnam en lutte, « les B 52 sont l'arme du désespoir ». On les utilise quand on a renoncé à gagner la population, quand on a renoncé même à la contrôler. L'extermination par tapis de bombes paraphe la faillite de la pacification. Ainsi se trouve parachevée l'entreprise des conseillers américains qui « ont consacré la majeure partie de leur existence à l'œuvre de conquête du cœur et de la pensée du paysan vietnamien » (selon un rapport de Thompson, spécialiste international de la contre-guérilla, adressé à Nixon en décembre 69).

Si pendant le mois de mai, les offensives contre le système défensif extérieur n'ont pas eu le même aspect spectaculaire qu'en avril, par contre la lutte sur le front intérieur n'a pas diminué d'intensité. Le Monde du 13 juin écrit : « Les combats font rage dans tout le Sud Vietnam même si les révolutionnaires ne s'attaquent apparemment à aucun objectif essentiel pour les troupes saïgonnaises ». Et selon Sud Vietnam en lutte du 12 juin (no 151) ce sont 500 000 autres habitants du Delta qui ont été gagnés en mai et début juin par les zones libérées : « Près d'un million d'habitants du Delta du Mékong ont reconquis totalement leur droit de contrôle ».

Un tel mouvement « change la situation des forces en présence dans le Delta. Il n'a pu être endigué par le régime de Thieu parce que les forces vives de celui-ci étaient fixées à An Loc, Kontum, Hué :

La dialectique de l'offensive des FAPL

(front extérieur-front intérieur) a fait merveille. Un colonel saïgonnais a livré la clef de l'échec américano-fantôme devant l'attaque des FAPL : « Nous n'avons pas les hommes nécessaires pour lutter aux deux endroits ». Malgré plus d'un million de soldats, 2,5 millions de miliciens ! Quel aveu ! Ainsi l'on comprend la véritable portée stratégique de l'attaque contre Quang Tri, Hué, Kontum, Loch Ninh, An Loc. Il s'agissait non seulement de briser la carapace défensive de la vietnamisation. Ce qui est fait pour l'essentiel : le système des bases de Quang Tri est entièrement démantelé et conquis par les FAPL, celui de Kontum, Pleiku aux 2/3 détruit, et la première ligne de défense du Nord Saïgon a volé en éclats. Mais en fixant et dispersant les troupes de Thieu, il s'agissait aussi de les mettre dans l'incapacité de faire face à l'offensive contre la pacification. La durée même du siège de An Loc n'est pas un signe de la faiblesse des FAPL, mais de leur force, car de tout de temps, les divisions que Thieu a sorties du Delta pour les jeter sur les routes 22 et 13 surtout, sont paralysées, incapables de faire la gendarmerie à l'ouest du Mékong. « An Loc revanche de Dien Bien Phu » s'écriait Vanuxen, général néo-fasciste français, traumatisé par les défaites du corps expéditionnaire français entre 1946 et 1954 devant le Vietminh. Singulière revanche : en 82 jours, les 20 000 hommes d'élite lancés par Thieu sur la route 13 n'ont toujours pas pu reprendre le contrôle de celle-ci et dégager An Loc ! Une « revanche » enfin qui coûte à Thieu, quatre ans de pacification dans le Delta du Mékong !

Et Le Monde du 23 juin d'énumérer la moitié des postes de la province de Ben Tre anéantis, 76 postes de la région de My Tho ou encerclés ou détruits. Mais il n'y a pas que le Delta ; à l'est de Saïgon cette fois, la province de Phuoc Tuy est considérée comme à moitié libérée.

D'où le mot d'ordre d'« édifier et de consolider les zones libérées » lancé le 8 juin 72 par le Conseil du GRP (S.V.L. du 19 juin). Il est certain que si une telle situation de fixation et ereintement des troupes de Thieu, combinée à une poussée sans précédent de la lutte contre la pacification, se poursuit au cours des semaines qui viennent, à l'automne ou dans les mois qui suivront, et si l'impérialisme US ne se décide pas à abandonner le régime Thieu, les forces révolutionnaires seront en mesure de porter de nouveaux coups redoutables au régime de Thieu et à ses protecteurs américains, coups, qui ne manqueront pas de surprendre, une fois de plus, le monde.

Camille PAULET
le 30 juin 1972



les échéances se rapprochent

1er septembre 1972

La même presse affairée à souligner, il y a trois mois, l'usure, le piétinement de l'offensive de printemps du FNL, doit admettre aujourd'hui, bon gré, mal gré, que le peuple vietnamien ne cède pas dans son effort gigantesque de résistance à l'impérialisme américain et à ses mercenaires. Au cours de juillet et d'août, les bombardements contre la RDV ont atteint un degré sans précédent de férocité. Des villes entières (par exemple Dong Hai, ville du bassin minier) ont été bombardées par les B 52. L'aviation américaine a attaqué les digues cherchant à provoquer des inondations meurtrières.

Les raids US ont atteint le rythme journalier de 700 dans la seule nuit du vendredi 11 août au samedi 12 août, les B 52 ont effectué, à eux seuls, 35 raids.

Mais le Vietnam a tenu.

Epreuve des armes, épreuve de vérité

29 juin 72 : Nixon pavoise ; il souligne dans un long discours l'« épuisement de l'offensive des FAPL » et déclare « la situation a été retournée (...) Les Sud-vietnamiens en sont maintenant à l'offensive... ». La deuxième phase de la bataille de Quang Tri commençait. Rameutées de toutes les régions du Sud-Vietnam, les meilleures troupes de Thieu étaient lancées sur Quang Tri avec pour but de reconquérir la ville.

Dix jours plus tard, la presse annonçait que ces troupes, après avoir atteint Quang Tri, l'abandonneraient à nouveau. Trois raisons étaient données :

- le pillonnage par l'artillerie des FAPL ;
- les attaques des FAPL sur les arrières et les flancs des troupes saïgonnaises (coupant la route No 1, paralysant les troupes de Thieu) ;
- enfin le caractère de « bunker » de Quang Tri transformée par les FAPL en une véritable forteresse.

Deux jours plus tôt, Saigon affichait les communiqués de victoire. La presse relevait cependant que « les Américains se demandent si les révolutionnaires n'ont pas tendu un piège à leurs adversaires à Quang Tri ».

Il s'agissait bien d'un piège, les troupes de Thieu allaient s'y enfermer. Durant tous les mois de juillet et d'août, les meilleures unités saïgonnaises essayèrent de reprendre Quang Tri. En vain, malgré le pillonnage de l'aviation US.

Le 28 juillet, après avoir une fois de plus crié victoire, les troupes de Thieu évacuaient la citadelle de Quang Tri « en fait, jamais investie véritablement » (Le Monde du 29.7.72). Un officier US déclare : « Il ne servait à rien de s'accrocher, car les parachutistes perdaient 150 hommes par jour ». Ainsi Quang Tri se révélait être un piège qui en se refermant faisait de la ville « un gouffre à soldats d'élite ». 15 à 20 % des soldats gouvernementaux engagés tombaient selon Saigon. Le 8 août, UPI faisait état de divergences entre conseillers US et Thieu sur la bataille de Quang Tri. Pour les conseillers US, le coût de la bataille était trop élevé pour l'armée saïgonnaise ; pour Thieu, la prise de Quang Tri était un symbole. Les troupes saïgonnaises s'acharnèrent, donc les combats redoublèrent de violence. Le 12 août, la presse révélait que 300 à 600 combattants seulement des FAPL tenaient Quang Tri

mettant en échec près de 10 000 adversaires. Les FAPL utilisaient donc avec la plus grande efficacité le système défensif « Quang Tri Nord »,

construit par les USA depuis 1967, retournant contre l'ennemi ce que celui-ci avait forgé comme une arme essentielle. Le Monde du 17 août donnait le coût de la bataille de Quang Tri, 6012 soldats saïgonnais hors de combat, soit une dizaine de bataillons, parmi les meilleures unités de Thieu : fusillers marins, parachutistes et fantassins de la 1ère division.

Cependant, conseillers US et état-major saïgonnais n'avaient pas attendu pour abandonner les déclarations triomphalistes de fin juin et souligner la gravité de la situation. Le 8 août, les « experts » américains passaient aux aveux. Ils soulignaient :

- 1) le « principal succès des maquisards : pénétrer dans les campagnes alors que les troupes de Saigon étaient occupées sur le champ de bataille ».
- 2) le caractère d'offensive prolongée des F.A.P.L. « Hanoi ne cherche pas la victoire militaire totale en 1972 ».
- 3) l'approvisionnement pour plusieurs mois des F.A.P.L.
- 4) les pertes modérées des F.A.P.L. (70 000 hommes contre 181 000 en 1968), pertes peu sensibles sur les champs de bataille où elles ont été compensées par l'arrivée de nouveaux renforts du Nord.

Cette analyse confirmait entièrement la dépêche en date du 11 juin, de Pete Annette (Associated Press) rapportant la situation d'infériorité stratégique des troupes saïgonnaises. « Nous n'avons pas les hommes nécessaires pour lutter aux deux endroits », sur les points chauds et dans les campagnes, déclarait un officier sud-vietnamien à Pete Annette. Autrement dit, nous ne pouvons faire face à la combinaison guérilla-points d'attaque des F.A.P.L. Si nous maintenons notre réseau, nous ne sommes pas assurés de garder les villes, si nous tentons d'enrayer les attaques des F.A.P.L. sur nos lignes de défense, nous sommes contraints de renoncer au contrôle des campagnes. Voulant éviter à court terme la multiplication des défaites de type Quang-Tri, l'état-major américano-saïgonnais a concédé aux F.A.P.L. d'énormes régions.

Le 11.7.72, tel conseiller US reconnaissait que le nombre de villages administrés par le FNL était passé de 19 à 320 dans la province de Binh Dinh (à l'Est de Pleiku). Un autre conseiller déclarait le 1er août « à l'exception de la route No 4, dans le Delta, les forces de Saigon contrôlent pas grand chose ». Enfin Wilbur Wilson, principal conseiller américain pour le Delta, déclarait à la même époque à James Fox (Politique Hebdo du 3.8.72) « Aujourd'hui nous en sommes revenus au même point qu'en 1965 ». Aveu significatif : on se souvient que la situation était si critique en 1965 pour le régime fantoche saïgonnais que les Etats-Unis décidaient de prendre directement en charge les combats par l'envoi de centaines de milliers d'hommes et par les bombardements massifs, systématiques de la RDV. La détérioration de la situation dans le Delta fut un fait majeur et constant de l'évolution de la situation en juin, juillet, août ; l'axe stratégique de la route No 4 est aujourd'hui constamment menacé par les FAPL. Dans le Delta, la colonne vertébrale du régime saïgonnais est à nu. Les troupes saïgonnaises n'ont pu empêcher un formidable renversement de situation dans le Delta : le réseau de la pacification s'est déchiré pour laisser place à un immense filet d'opérations de guérilla et de soulèvement de population que les campagnes du Delta referment autour des troupes saïgonnaises. Début juin, les B 52 interviennent à proximité de la route No 4. A la fin août le filet de la guerre populaire du Delta a gagné la région de Saigon. A 15 km de Saigon, les ponts sont coupés et les pressions des FAPL s'exercent aujourd'hui sur les principaux points centraux du système défensif de Saigon (Lai Khê, Long Binh). Depuis juin les attaques contre les bases américano-fantoches se sont aussi multipliées notamment sur Bien Hoa (principale base américaine au Sud-Vietnam), lam Manh. Le bilan de cinq mois d'offensive des FAPL est désastreux pour le régime Thieu et les USA. De plus, il ne laisse pas présager une diminution de la pression des FAPL. Après la défaite de Saigon au Laos en janvier-mars 1971, les conseillers américains estimaient à six mois le délai nécessaire pour « refaire les divisions de

Thieu ». Le 11 juin, Saigon reconnaissait qu'il faudrait deux ans au régime pour reprendre le terrain perdu « à condition que le corps de bataille nord-vietnamien soit brisé ». Mais un conseiller américain n'hésitait pas à déclarer à la même époque que deux ans serait le délai nécessaire pour remettre sur pied l'armée de Thieu et qu'il faudrait trois à quatre fois plus de temps pour ramener la pacification à son niveau le plus haut (1970-71).

Fin juin, Cao Van Tien, le chef d'état-major saïgonnais, en personne, déclarait s'attendre à « une grande offensive du FNL avant novembre (...) offensive qui réservera bien des surprises dans les domaines du matériel de guerre, de la stratégie impérialistes à la défaite de l'agression américaine en Indochine ! Surprendre les troupes saïgonnaises. En juillet et en août, le Monde souligna plusieurs fois « la réapparition des chars nord-vietnamiens au Vietnam du Sud et au Cambodge » (titre d'un article du 11 août). Ainsi des chars ont été repérés à Binh Son dans un rayon de moins de 50 km de Saigon. Enfin l'attaque éclair contre Que San le 19 août démontre de façon éclatante qu'après cinq mois d'offensive, la capacité d'initiative des FAPL est aussi vive et redoutable qu'aux premiers jours de l'offensive. C'est à Quang Tri que la chute de Que San est comparée. La chute de Quang Tri mettait à découvert Hué, la chute de Que San met à découvert Da Nang, la deuxième ville du Sud-Vietnam par son importance numérique. La contre-offensive lancée par l'état-major américano-saïgonnais pour reprendre le chef-lieu de district et la vallée du même nom semble revêtir les mêmes aspects que la contre-offensive sur Quang Tri. Des FAPL en nombre réduit se sont retranchés sur cette première ligne défensive de Da Nang enlevée soudainement et les troupes de Thieu piétinaient dans leur tentative de balayer les FAPL. Un nouvel abcès de fixation des troupes de Thieu vient d'être créé. De telles situations interdisent au régime de Thieu toute initiative à moyen terme. Les troupes saïgonnaises sont acculées à des sursauts soigneusement prévus et étudiés par le commandement des FAPL. Elles n'ont pas eu depuis mars, une seule initiative d'ordre stratégique. Sur le plan strict de la stratégie militaire, la défaite des troupes de Saigon est indubitable. La vietnamisation peut encore survivre quelques mois. Mais elle agonise. Sa mort ne fait pas de doute. C'est cette certitude qui fonde le courage extraordinaire, tant des combattants du FNL que ceux de la RDV et la détermination des populations des zones libérées du Sud et en RDV. La victoire ne peut échapper au peuple vietnamien. Le devoir des militants révolutionnaires et de faire reconnaître aux cliques impérialistes occidentales cette défaite historique et de faire cesser les destructions monstrueuses que l'administration Nixon perpétue contre le Nord Vietnam. Ce qu'il s'agit plus que jamais de défendre aujourd'hui par notre soutien, c'est non seulement le droit inaliénable du peuple vietnamien à l'autodétermination, mais aussi pour lui, les conditions minimales d'édification d'une économie de transition vers le socialisme. Les bombardements contre le Nord et le Sud grèvent chaque jour davantage l'avenir du Vietnam. Non seulement ils font des milliers de victimes civiles, mais ils rendent de plus en plus douloureux les lendemains de la victoire du Front National de Libération au Sud Vietnam. Nous en sommes conscients, aussi devons-nous lutter sans relâche pour la fin de l'agression US et soutenir le plan en 7 points de règlement du conflit avancés le 1er janvier 71 par le GRP, plan refusé par Nixon, réaffirmé d'une façon exemplaire par le GRP, plan qui est le base du règlement de la guerre au Sud Vietnam.

Les semaines qui viennent ont un caractère crucial pour la révolution vietnamienne. Le moment est particulièrement propice pour faire du Vietnam une pierre d'achoppement de la politique impérialiste. Contraignons de l'intérieur les métropoles impérialistes à la défaite de l'agression américaine en Indochine.

Soutien total aux peuples d'Indochine !

C.P.

ITALIE *ce que proposent les marxistes révolutionnaires*

Après les élections anticipées de mai dernier, par lesquelles la bourgeoisie tentait de restaurer son pouvoir politique, les capitalistes italiens se préparent à affronter cet automne les luttes pour le renouvellement des contrats collectifs.

Les luttes contractuelles de 1969 avaient été à l'origine de la plus extraordinaire vague de luttes ouvrières dans un pays capitaliste depuis la seconde guerre mondiale. Tant par les formes de luttes que par les revendications mises en avant ces luttes avaient témoigné d'un énorme potentiel anti-capitaliste. Mais la trahison des réformistes n'a pas permis à ces luttes de déboucher sur des perspectives claires de pouvoir.

Face à ce manque de perspectives, les capitalistes italiens ont réussi, au cours de l'année 71, à contraindre la classe ouvrière à des luttes défensives, contre le chômage et les augmentations des prix. Ils vont tenter, au cours des négociations contractuelles de cet automne, de reprendre en main leur appareil de production, afin de rétablir l'«ordre» économique et social. Face à cela, il est essentiel que les travailleurs se donnent les moyens de lutter contre cette nouvelle offensive, afin de développer à un niveau supérieur l'expérience de l'automne chaud. Nous publions ci-dessous un résumé de la plate-forme que nos camarades des Gruppi Communisti Rivoluzionari (section italienne de la IVème Internationale) proposent à la discussion en cours dans l'extrême-gauche italienne, deux textes critiquant les positions du groupe «Lotta Continua» sur les luttes contractuelles ainsi que le bilan tiré par nos camarades des dernières élections.

Les points essentiels sur lesquels la convergence entre différentes forces révolutionnaires pourrait se réaliser et que nous devons mettre en avant dans la période actuelle sont les suivants :

1) *Echelle mobile des heures de travail* pour lutter contre l'attaque patronale sur la question de l'emploi, représente un objectif capable d'unifier les luttes autour de la seule mesure réaliste qui permettrait la création de nouveaux postes de travail dans les différents secteurs de l'industrie non touchés par la crise, et qui connaissent au contraire une intensification des cadences. «L'échelle mobile des heures de travail» peut se traduire en objectifs concrets, simples et compréhensibles.

a) réduction des heures de travail (avec maintien du salaire) à 36 heures par semaine, avec application immédiate afin que les directions d'entreprises ne redistribuent pas la production entre les travailleurs déjà employés (comme cela s'est passé lors des récentes réductions d'horaires graduelles) ;

c) élimination de toutes sortes de travaux aux pièces ou la prime individuelle et collective (avec intégration dans le salaire de base garanti des primes reçues actuellement) ;

d) 4 semaines de vacances pour tous, parité totale entre ouvriers et employés ;

e) suppression du travail de nuit.

Beaucoup de ces problèmes sont liés à la question de la santé et des conditions de travail. Il est nécessaire de réaffirmer que le seul moyen pour la classe ouvrière de lutter contre les dangers du travail, est de demander une réduction des heures de travail et l'intervention directe de l'unité de production.

2) *Défense et amélioration du niveau de vie des travailleurs par la revendication de fortes augmentations de salaires égaux pour tous et d'une échelle mobile intégrale des salaires*, basée sur le contrôle ouvrier sur les augmentations des prix, et surtout sur les coûts réels de production des marchandises. L'expérience de ces deux dernières années a confirmé qu'en société capitaliste, toute augmentation de salaire peut être largement absorbée par l'inflation. Par exemple les 13 000 liras d'augmentation obtenues par le contrat de 1969 de la métallurgie sont absorbées par une augmentation des prix de 18 000 liras (correspondant à l'augmentation des prix de 14 % sur un salaire mensuel de 130 000 liras ; et l'indemnité de renchérissement n'a que partiellement compensé ces augmentations (la prime est d'environ 10 000 liras pour un ouvrier spécialisé). Il est donc nécessaire de concentrer tous les efforts pour rendre ce mot d'ordre populaire, pour le concrétiser, pour le rendre capable de mobiliser les masses de travailleurs, au-delà même du prolétariat industriel. L'emprise de ce mot d'ordre (malgré le peu de groupes qui l'ont mis en avant jusqu'ici) est telle que la bureaucratie syndicale a tenté, dans certains cas, de proposer des solutions de substitution, comme l'amélioration du système actuel de prime de renchérissement (soit en révisant les points sur la base desquels la prime est calculée, soit en proposant de combler les différences entre les points plus élevés pour les employés que ceux des ouvriers). Ces mesures partielles n'ont rien à voir avec une véritable échelle mobile des salaires qui adapte

effectivement et immédiatement les salaires aux hausses du coût de la vie. Le point déterminant est celui de l'instrument de contrôle qui, dans les propositions syndicales est toujours l'appareil d'Etat bourgeois, tandis que pour les révolutionnaires ce ne peut être que des organes élus et révocables, sortis directement des masses.

3) A côté de ces objectifs qui représentent l'axe sur lequel la contre-offensive ouvrière doit se développer, nous devons généraliser certains objectifs qui ont été mis en avant dans certaines luttes locales importantes, en général avec un succès restreint, étant donné l'extraordinaire résistance patronale. Il s'agit tout d'abord de l'application de la véritable parité entre ouvriers et employés qui, en plus des vacances, impliquerait d'importantes augmentations de la prime d'ancienneté et des indemnités de licenciement, et le droit au salaire complet en cas de chômage technique, ce qui éliminerait la possibilité de suspendre les travailleurs avec une allocation insuffisante. Ce n'est que dans le cas d'une véritable parité que la mensualisation, qui est souvent réclamée dans les luttes, cessera d'être une simple opération comptable et se traduira par de véritables bénéfices pour les travailleurs.

Les échéances contractuelles doivent permettre également de relancer la tendance aux revendications égalitaires qui s'était manifestée au cours des luttes de 69, et qui s'est heurtée à une féroce résistance patronale quand elle était proposée par des avant-gardes relativement isolées (comme l'Alfa Romeo qui a conduit seule une lutte pour la réduction des catégories qui aurait pu inclure au moins la FIAT et la Lancia).

La discussion entre les avant-gardes et au niveau des entreprises ne peut se limiter aux seuls objectifs à proposer, mais doit également aborder certains aspects politiques immédiats, découlant de la nécessité de coordonner. même

dans leur phase préparatoire, le luttes des différentes catégories (par exemple pour ne pas laisser isolés les aspects les plus avancés de la plateforme de la chimie), et de revenir au contrat d'une longueur de 2 ans au lieu de 3, annulant la prolongation introduite par le contrat de 66, visant à garantir une trêve salariale plus longue.

Il est évident que la direction des luttes contractuelles et la généralisation des objectifs-clefs – étant donné leur incidence politique directe – implique le développement et le renforcement de nouveaux organismes de direction politique des luttes au niveau national, basés sur les Conseils d'usine, autonomes et libérés de la tutelle syndicale ; coordonnés directement au niveau horizontal (conseil de zone inter-catégories) et vertical, seule garantie contre les manœuvres anti-ouvrières toujours plus fortes lancées par les secteurs les plus conservateurs de la bureaucratie.

Lotta Continua: spontanéisme & populisme

La prise de position de Lotta Continua sur le projet de plate-forme des métallurgistes (19 mai) permet de faire le point et de mettre en relief nos divergences sur trois points essentiels.

En premier lieu, en ce qui concerne les objectifs de la lutte contractuelle qui se prépare. « Aujourd'hui – écrit Lotta Continua – vu la situation politique qui s'est créée, les vrais contenus d'une mobilisation et d'une unification de la classe ouvrière ne peuvent se faire que sur le thème de la baisse des prix et du salaire garanti ». Nous sommes, comme on le voit, en pleine généralité ! Mais ce qui est plus grave, c'est que la revendication de baisse des prix à une claire odeur de populisme et, si l'on veut la concevoir concrètement, on ne peut faire autrement que d'en appeler au gouvernement pour le contrôle des prix, impliquant des taxes et autres instruments similaires.

L'inconsistance, la totale stérilité de telles mesures a été démontrée par plus d'un siècle d'expérience au sein du système capitaliste. S'il y avait encore besoin d'une nouvelle preuve, il n'y a qu'à se référer à la période d'après-guerre durant laquelle une telle revendication fut avancée par les partis réformistes et les syndicats et ceci sans aucun résultat pratique (peut-être bien que Lotta Continua garde une certaine nostalgie de cette époque de thématique !).

L'objectif que nous proposons – échelle mobile intégrale des salaires, fondée sur le contrôle ouvrier des variations de prix et des coûts réels de production des marchandises – possède un caractère bien plus concret et immédiat. En outre, il consti-

tue une garantie bien plus efficace et en même temps implique une prise de conscience active et une responsabilité de la classe ouvrière. Quant à la revendication de salaire garanti, elle représente, plus ou moins, les mêmes inconvénients et, en pratique, elle risque bien de faire passer sur des positions non seulement défensives mais tout simplement arriérées, avec comme conséquence le désintérêt des secteurs les plus avancés. Une autre chose serait l'insertion dans les contrats de catégorie d'une clause sur le salaire annuel garanti. Mais, avant tout, dans le contexte actuel les revendications portant sur la réduction des heures de travail sans réduction des salaires sont largement préférables, dans la mesure où elles sont susceptibles de permettre des mobilisations générales et d'établir des liens étroits avec les chômeurs.

Un deuxième point de divergence porte sur l'analyse de la situation. Pour Lotta Continua (la) mouvement est déjà dans une phase de montée impétueuse ou, au moins, à la veille de cette montée. « La conscience politique des masses qui s'est si rapidement développée durant la période électorale, le caractère dur et violent qu'ont pris les luttes ouvrières dans les derniers mois, l'attente qui se développe dans tous les secteurs de la classe ouvrière de l'échéance des contrats comme occasion de prendre une revanche générale sur les patrons, tout cela confirme totalement notre analyse ».

Encore une fois donc, Lotta Continua interprète arbitrairement quelques faits (par exemple la participation massive à certains meetings du Parti Communiste), généralise

des phénomènes sectoriels, mythifie certains faits. Le résultat : le cadre d'ensemble est totalement déformé. Pour compléter cela, Lotta Continua schématise de façon excessive l'alternative : ou l'on accepte la perspective que l'on dessine ou cela signifie que l'on considère que le mouvement est faible et déjà battu par la contre-offensive réactionnaire.

Pour notre part nous croyons que la réalité est un peu plus complexe. L'optimisme non-critique de Lotta Continua est d'autant plus infondé si l'on se réfère à leur propre question : « Où se trouve l'organisation capable de se faire le porteur de ce programme et de guider la classe ouvrière dans cette confrontation ». La réponse que Lotta donne dans le même numéro (19 mai) est la suivante : « Cette organisation n'existe pas, les forces de la gauche extra-parlementaire, même dans les meilleures situations, ne possèdent pas l'audience de masse en relation avec la dimension que va acquérir la confrontation. Les embryons d'organismes de masse autonomes qui sont apparus dans la dernière année dans quelques situations n'existent pas... Et c'est moins que jamais la gauche syndicale... » Et alors ? Devrions-nous obligatoirement arriver à la conclusion que, si le mouvement se développe et atteint un niveau de confrontation décisif, la défaite est inévitable ? Lotta Continua, à ce qui apparaît, ne raisonne pas en ces termes et indique une solution. Nous arrivons ici au troisième point de désaccord, le plus important :

« L'alternative à la direction liquidatrice et contre-révolutionnaire des syndicats – écrit le quotidien – ne se situe pas dans la croissance d'une organisation définie et bien déterminée, dans la brève période qui nous sépare de l'automne. Cette alternative se trouve dans la conscience qui existe déjà et peut croître encore grandement dans les prochains mois ; dans les dimensions que peut acquérir le conflit, dans les forces que la classe ouvrière



et le prolétariat pourront mettre dans la bataille et sur lesquelles il faut compter ; dans les contenus revendicatifs qui susciteront des mobilisations de masses immenses, masses qui voient l'échéance des contrats comme le moment d'une confrontation décisive contre la répression, la crise et le fascisme de l'Etat ». Voici un exemple quasiment pour manuel du spontanéisme ; un exemple qui confirme que Lotta Continua s'inspire essentiellement à cette source quand bien même on parle beaucoup d'organisation.

Pour nous, ce qui pouvait en 1968 et 1969 être une généreuse illusion – fruit d'une situation objective au sein de laquelle se mouvait un vaste mouvement de luttes spontanées (mais quel en fut le résultat ?) – voisine aujourd'hui tout simplement l'irresponsabilité politique. Ceux qui ne veulent pas comprendre que la force du prolétariat ne peut s'exprimer pleinement et trouver des débouchés positifs que dans la mesure où le prolétariat sait se donner des instruments précis de mobilisation et de direction porteurs d'une alternative politique générale, ceux-ci oublient simplement toute l'histoire du mouvement ouvrier, mais encore et plus fondamentalement les leçons cruciales de ces dernières années.

Depuis plusieurs mois, Lotta Continua a mis en relief les oscillations entre diverses lignes politiques et a tenté de combiner ou d'alterner diverses positions politiques. A juger à partir de ce qui est publié dans le nouveau quotidien – sans compter les positions adoptées après le 11 mars à Milan (manifestation anti-fasciste) et dans le débat au sein du Comité National pour la défense de Valpreda – les ambiguïtés ont été dans une certaine mesure voilées grâce à un effort évident d'exprimer une ligne plus organique. En schématisant quelque peu, on peut souligner que les positions d'inspiration très nettement populistes – dont découlait une re-

cherche de convergence avec d'autres forces et une attention plus nette à tisser des liens avec les masses encore influencées par les organisations traditionnelles – ont cédé le pas à des positions aventuristes.

Le point de départ d'une telle position se situe dans l'analyse de la situation qui s'esquisse aujourd'hui en Italie. Lotta Continua s'efforce de donner à cette analyse une dimension internationale, présentant une situation dans laquelle les « prolétaires » sont partout à l'attaque et usent des méthodes de l'action directe, si ce n'est de la lutte armée tout court et ceci dans toutes les parties du monde.

Certes nous n'allons pas contester l'ampleur et la profondeur de la crise de l'impérialisme et la multiplication des tensions et des explosions révolutionnaires dans les divers continents. Mais le fait que Lotta Continua mette tout dans le même sac, la France et la Pologne, l'Irlande et l'Argentine, le Vietnam et l'Italie, ne craignant pas de suggérer que les méthodes de luttes doivent être les mêmes partout, fournit une indication quant à l'approximation et la simplicité des critères politiques et quant à l'inexistence de toute distinction entre phase historique de crise générale d'un système et situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire.

Demain, la confrontation

L'analyse de la situation italienne est marquée par le même simplisme destructeur et les erreurs les plus grossières. L'évaluation faite par Lotta Continua de toutes les tendances qui ont opéré depuis un an est des plus débilés. Lotta Continua ne veut point admettre que la classe ouvrière depuis l'été 1971 a été contrainte de mener des luttes le plus souvent défensives (pour la défense de l'emploi, pour l'application effective des contrats nationaux et d'entreprises, contre les conséquences de l'inflation galopante, contre la répression). En ou-

tre, cette organisation non seulement exagère ses propres forces mais les forces de la gauche révolutionnaire en général. Plus précisément Lotta Continua affirme que la situation italienne s'ouvre sur la perspective d'une crise révolutionnaire, si ce n'est immédiate, du moins à court terme, c'est-à-dire dans les mois à venir lors des luttes pour le renouvellement des contrats. Dès lors, la question du renversement du système se pose dans les termes les plus brefs. C'est d'ailleurs ce que souligne un article du 30 avril : « Ce renversement doit assumer une dimension violente, et dans ce contexte se confrontent radicalement les besoins politiques et matériels des masses face à ceux de la bourgeoisie. Donc les objectifs, les formes de lutte ainsi que les instruments organisationnels du mouvement doivent être en relation avec la dureté de cette confrontation ».

Dès lors, au lieu d'élaborer « un programme adéquat aux besoins et à la conscience des prolétaires dans les conditions de la crise », il est nécessaire d'assurer « une activité des organisations qui construisent dans les faits, et de la base, une force suffisante pour affronter la violence répressive de l'Etat et pour développer des perspectives plus avancées de lutte ».

Ce qui frappe par-dessus tout c'est l'aspect plus que général de l'analyse. Que l'on puisse déterminer qu'en Italie des épreuves de force devront se dérouler à court terme, c'est fort possible. Mais sous quelle forme, avec quel rapport de forces entre les diverses composantes du mouvement ?

S'agira-t-il pour la classe ouvrière d'une confrontation essentiellement défensive ou d'une occasion favorable à une lutte pour le renversement du système ? Et quand bien même la situation serait objectivement favorable, vu les rapports de force entre bureaucratie traditionnelle et forces révolutionnaires, et vu la fragmentation et la faibles-

se politique de ces forces, sera-t-il possible de mettre plus pleinement à profit cette situation que cela ne fut le cas en France en 1968 ou en Italie en 1969-70 ? Voici entre autres quelques questions que les rédacteurs de Lotta Continua ne semblent pas poser, arrivant ainsi à une simplification extrême et à une détermination erronée des perspectives à court terme.

Nier la réalité

Un tel simplisme déformant s'exprime aussi dans la question de la fascisation de l'Etat. Ici encore, il manque à Lotta Continua la capacité de distinguer entre tendances générales qui s'approfondissent aujourd'hui, mais ne sont en aucune mesure des nouveautés surgies ces derniers mois, et la portée réelle des phénomènes se développent effectivement. Qu'il y ait eu une suppression du contenu de la démocratie parlementaire avec tout ce que cela signifie, cela ne fait aucun doute. Et il est certain que le gouvernement « monocore » (Démocratie Chrétienne) est en train de chercher à tirer tous les avantages de la conjoncture exceptionnelle de dissolution des chambres. Mais de cela il ne découle pas que nous sommes déjà en pleine fascisation, que la différence entre démocratie constitutionnelle et dictature fasciste soit inexistante et encore moins que se soit vérifiée « la suppression pratique des contradictions entre l'aile réactionnaire et l'aile réformiste de la bourgeoisie » (le Parti Communiste est inclus par Lotta Continua dans l'aile réformiste de la bourgeoisie !) ou que ne soient plus opérantes les oppositions entre l'aile réactionnaire et l'aile réformiste (cf numéro du 23 avril).

La réalité, au contraire, montre que les couches décisives de la bourgeoisie repoussent – vu les dangers qui découlent de la mobilisation persistante du mouvement de masse – la solution fasciste, et que, partant, les contrastes entre réactionnaires et réformistes tendent à s'accroître,

justement dans la mesure où le déplacement à droite de l'axe politique implique la diminution de l'espace politique pour des opérations réformistes. Loin de nier ces contradictions, il est dans l'intérêt des militants révolutionnaires de chercher à les utiliser, comme il est de leur intérêt de chercher à déterminer des bases communes avec les organisations ouvrières traditionnelles pour répondre à la menace réactionnaire et aux attaques de la répression.

L'approximation, le simplisme de Lotta Continua s'exprime du reste dans le programme « pour la confrontation générale qui se prépare et dont les premiers éléments se développeront dans la lutte pour les contrats en automne ». Il s'agit d'un programme des « besoins prolétariens » (le terme de « prolétaire » est d'ailleurs utilisé sans se préoccuper trop de la correspondance entre l'expression et le contenu), où se trouvent aussi bien des revendications économiques ou qualitatives des plus légitimes, des proclamations générales, des revendications populistes et des aspirations égalitaristes énoncées absolument abstraitement. On chercherait en vain un axe central du programme, un lien concret avec les perspectives de mobilisation en fonction de la rupture du système que l'on annonce pourtant comme une question qui se posera à brève échéance.

Vers les actions minoritaires

La réalité est que Lotta Continua exprime parfois, avec une efficacité propagandiste réelle, certaines exigences générales et particulières, mais finit par confondre finalité générale à long terme et potentialités immédiates et par donner une définition des plus déformées des forces sociales qui peuvent effectivement se mobiliser dans le contexte actuel pour atteindre les objectifs que cette organisation définit. Ainsi l'on substitue aux couches amples de travailleurs avancés qui seraient capables de mobiliser

toute la classe, des groupes minuscules de « prolétaires ». En outre, on confond mobilisation de masse avec actions de commandos. On présente comme des initiatives révolutionnaires des conflits destinés à rester marginaux et sans débouchés (quand ils ne sont pas récupérés par une quelconque manœuvre réformiste) quand bien même ils expriment une exaspération légitime des couches parmi les plus déshéritées. De la position affirmée lors de la séquestration d'un cadre de chez Siemens, du refus de définition politique face à la ligne développée par Potere Operaio d'empêcher systématiquement les meetings du MSI et parfois de la Démocratie chrétienne, les positions de Lotta Continua sont apparues cousues du fil rouge de l'aventurisme. D'une analyse erronée découle, en dernière instance, la tentative de substituer aux actions de masses les actions de groupes restreints de militants. Les interprétations en grande partie illusoire sur l'état d'âme et sur la disponibilité des anciens partisans que l'on présente comme impatients de reprendre la mitraille, et les caractérisations des plus fantaisistes sur la signification des meetings électoraux du Parti Communiste qui auraient mis en lumière une rupture totale entre la base et les dirigeants, tout cela se résume à une tentative de créer les fondements objectifs d'une analyse qui a bien peu à voir avec la réalité.

Une dernière considération. Malgré toutes les déclarations sur l'avant-garde et sur l'organisation, la logique politique fondamentale de Lotta Continua reste spontanéiste. Dans la meilleure des hypothèses, en fait, l'instrument de direction de la révolution est conçu comme quelque chose qui surgit du mouvement de masse lui-même au moment où les conditions objectives seront mures, et ceci à partir aussi de l'intervention des avant-gardes existantes qui ne représentent pas encore, loin de là, un parti. Toute la conception de l'organisation se résume à cela. Dans le numéro du 30 avril, par exemple,

Lotta Continua analyse la signification du mai français, indiquant toutes les potentialités et les limites. Il est significatif que l'on « oublie » de dire qu'avant tout il manquait à la classe ouvrière à ce moment-là un parti révolutionnaire (ceci ne serait-ce que parce que l'histoire a prouvé qu'il n'y a pas de passage automatique d'une lutte de classe même avancée à une lutte de classe révolutionnaire, dans le sens d'un renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie dans la perspective de la destruction de la société capitaliste pour la construction d'une société socialiste).

NOTE

Le groupe Lotta Continua — un des groupes les plus importants de la gauche révolutionnaire italienne — représente sur l'échiquier politique la tendance caractérisée en France comme « mao-spontex », bien que cette analogie soit imparfaite. Depuis un certain temps ce groupe publie un quotidien. Les articles polémiques que nous publions ici ont pour fonction non seulement d'aborder des questions d'ordre général, mais aussi de mettre en relief certaines caractéristiques politiques d'un groupe qui est consciencieusement mimé (quand ce n'est pas caricaturé) en Europe par divers « groupes d'avant-garde ». En Suisse, le groupe « Rupture pour le communisme » représente cette tendance.



ITALIE

maillon le plus faible de la chaîne capitaliste européenne

Dans un éditorial intitulé « Le crépuscule du franquisme », la revue « Quatrième Internationale » dressait en janvier 1971 le bilan de la remontée des luttes des masses laborieuses espagnoles, de la grève des Asturies de 1962 à la lutte victorieuse de décembre 1970 contre la condamnation à mort des six accusés basques du procès de Burgos. Ce bilan décrivait les mécanismes qui conduisent vers la révolution socialiste en Espagne.

Malgré une croissance économique accélérée au cours des années 60 — sous-produit de l'expansion de l'économie impérialiste en Europe occidentale — la bourgeoisie espagnole a été fondamentalement incapable d'éliminer les déséquilibres qui rendent les contradictions sociales plus explosives que partout ailleurs en Europe : bas niveau de vie du prolétariat, crise permanente des régions agricoles les plus pauvres, manque de compétitivité de l'industrie espagnole sur le marché capitaliste international, sous-développement criant des services sociaux, etc...

L'effet objectif de la croissance économique a été un retardement de l'explosion sociale mais en même temps un renforcement numérique important du prolétariat, son rajeunissement et sa capacité de surmonter petit-à-petit le traumatisme de la défaite dans une guerre civile sanglante.

Elle lui a également amené des alliés précieux dans une masse étudiante en ébullition et dans des couches de techniciens et de travailleurs intellectuels qui se radicalisent progressivement.

La combinaison des deux factedurs précités fait que la bourgeoisie espagnole ne peut se permettre le luxe de rétablir un régime de démocratie parlementaire, ni même un régime à la gaulliste. Toute conquête de libertés démocratiques par les masses laborieuses conduirait à des luttes d'une ampleur explosive et d'une portée révolutionnaire. D'où l'échec fondamental de toutes les illusions concernant une « libéralisation » graduelle du régime franquiste, y compris sous la forme d'une monarchie semi-constitutionnelle, illusions que même le quotidien intitulé par dérision « Pravda » ne s'est pas gêné pour reproduire il y a peu, pour la xème fois.

Dans ces conditions, l'orientation fondamentale du capitalisme espagnol ne pouvait viser qu'un seul but : un fractionnement et une canalisation des luttes ouvrières vers des objectifs purement économiques et immédiats. La politique des directions traditionnelles du prolétariat espagnol, avant tout celle du PC, a objectivement aidé la bourgeoisie à atteindre ce but pendant toute une période. L'apparition de formes de luttes plus dures, plus politisées et plus générales et ce, malgré une répression renforcée, marque l'échec de cette

orientation. Tous les chemins de la bourgeoisie espagnole semblaient conduire vers un mûrissement de la montée révolutionnaire.

Les principaux traits de l'évolution économique, politique et sociale en Espagne au cours des quinze mois qui se sont écoulés depuis janvier 1971 confirment entièrement cette analyse.

L'année 1971 a été marquée par un ralentissement prononcé de l'économie espagnole. En même temps, la hausse du coût de la vie a battu tous les records des dernières années : dans les milieux bancaires, on n'hésite pas à chiffrer la hausse des prix à une moyenne de plus de 15 % en 1971. Le fait qu'un pays comme l'Espagne connaisse à son tour une combinaison de stagnation et d'inflation en dit long sur la fragilité de ses structures économiques.

La détérioration de la situation économique du capitalisme international frappera plus durement une économie relativement marginale comme celle de l'Espagne. L'emploi des travailleurs espagnols en Allemagne occidentale et dans quelques petits pays tributaires de l'économie ouest-allemande, est menacé par la récession qui sévit dans ces pays. Or, en Espagne même, l'augmentation du chômage se précise. Le 3ème « plan de développement » (1972-75) ne prévoit qu'une augmentation du nombre d'emplois de 1 % par an, moins que l'accroissement démographique et beaucoup moins que l'augmentation des demandes d'emploi qui s'amplifie non seulement de l'accroissement démographique mais encore de l'exode rural, de la ruine des petits artisans et des mesures de rationalisation qui commencent à se multiplier dans l'industrie. Il faut d'ailleurs souligner que les objectifs en matière de création d'emplois nouveaux du deuxième « plan de développement » ne furent pas atteints. Même d'après les statistiques officielles, l'augmentation du nombre d'emplois n'atteignit que 0,9 % par an pendant la période 1968-71 au lieu des 1,3 % prévus ; en pratique cela signifie 150 000 emplois de moins que prévus en 1971.

La crise de l'agriculture dans les régions pauvres, et celle des minifundia continuent de plus belle, accentuant la concentration des terres, la prolétarianisation des petits paysans et l'exode rural. Il suffit de constater qu'en 1970, la masse de la paysannerie qui représente encore près de 30 % de la population active, ne constitue que 14 % du revenu national. Si on défalque de ces 14 % les revenus des gros propriétaires fonciers et des nouveaux koulaks, on aura une idée des revenus misérables auxquels est condamnée la masse des petits paysans.

L'absence de toute « libéralisation » politique est devenue de plus en plus patente. Au lieu d'un « progrès modeste » vers un régime « européen » dont rêvent tous les réformistes espagnols, c'est une répression vers une dictature plus rigide que marquent notamment l'adoption de la loi sur la « sécurité publique », le « non » sec de

Franco à toute constitution d'associations politiques légales, le renforcement de la censure, la prolongation des « lois d'exception ». Juan Carlos doit assurer la permanence du franquisme sans Franco. L'agitation ouvertement fascistes et intégriste des groupements du « Christ Roi » conduits par Blas Pinar ne peut voiler qu'aux aveugles volontaires ce raidissement du régime lui-même. Il s'exprime de la manière la plus nette par l'ordre répété de tirer sur les grévistes. Après la fusillade de Grenade, après le meurtre du gréviste du bâtiment à Madrid, après l'ouvrier de la SEAT tué à Barcelone, c'est les deux grévistes des chantiers navals d'El Ferrol qui ont été assassinés par la dictature.

Ce durcissement de la répression s'explique par l'amplification des luttes des masses, avant tout des luttes ouvrières. Le fait le plus frappant et le plus important pour comprendre les tendances fondamentales de l'évolution de l'Espagne, c'est que la classe ouvrière ne se laisse plus intimider par cette répression aggravée, pas plus qu'elle ne s'est laissée amadouer par les concessions économiques ou les promesses de « libéralisation » au cours de la phase précédente. Au durcissement de la répression, les travailleurs répondent et répondront de plus en plus par une amplification, une politisation et un durcissement croissants de leur combat. Dans ce sens, la montée des luttes de nature objectivement révolutionnaires se précise en Espagne.

- 2 -

Les principales étapes qui jalonnent la montée du mouvement de masse en Espagne de janvier 1971 au mois de mars 1972 sont bien connues ; mouvement pour le boycott des élections syndicales ; grèves du bâtiment à Madrid ; grève nationale des employés de banque ; grève dans les Asturies ; grève très dure à Pamplona et à Vittoria (Michelin), cette dernière s'étendant sur 42 jours ; grève avec occupation des usines SEAT de Barcelone et la grève de solidarité de près de 100 000 travailleurs catalans contre l'assassinat d'un ouvrier de la SEAT lors du dégagement de l'usine ; agitation étudiante nationale centrée sur la grève des étudiants en médecine, trouvant son point culminant à Madrid ; mouvements revendicatifs accompagnant le renouvellement de beaucoup de conventions collectives pendant le premier trimestre de 1972 ; grève explosive des ouvriers des chantiers navals d'El Ferrol, en Galicie, qui a conduit à une véritable bataille de rue entre les forces de répression et les travailleurs.

La seule énumération de ces combats indique à la fois leur tendance à s'étendre à tout le pays et à toutes les catégories des masses laborieuses. La participation de couches des « nouvelles classes moyennes », déjà visible l'an dernier, s'est précisée avec la participation des jeunes médecins à la révolte des étudiants contre la

« loi sur l'enseignement ». A cette même occasion, et notamment le jour de manifestations à l'échelle nationale contre cette loi, le 14 février 1972, les lycéens sont, pour la première fois en Espagne, descendus massivement dans la rue. Si dans le reste de l'Europe impérialiste, le Capital a réussi à s'euro-péaniser plus vite que la classe ouvrière, en Espagne la lutte revendicative des masses emprunte plus rapidement les formes avancées de lutte au reste de l'Europe que la bourgeoisie ne réussit à lui emprunter la technique industrielle et l'organisation économique prévalente.

Outre cette tendance à leur extension et à leur politisation, les luttes ouvrières espagnoles de 1971-72 ont eu trois caractéristiques fondamentales qui les rapprochent d'ailleurs de luttes similaires du prolétariat européen.

Les objectifs et limites fixés non seulement par le régime franquiste mais par l'ensemble du patronat à la politique salariale ont été généralement débordés partout où les travailleurs ont préféré l'action directe à l'« arbitrage » des « syndicats » d'Etat. Si les sidérurgistes des Altos Hornos de Bilbao ont dû se contenter d'une augmentation des salaires nominaux de 11 % pour trois ans, alors que les chiffres publiés par le « Banco de Madrid » évaluent l'augmentation du coût de la vie pour les seules années 1970 et 71 à 35 %, la politique salariale du régime a connu un demi-échec partout où agitations et grèves ont pu jeter dans la balance la combativité accrue de la classe ouvrière.

Les travailleurs ont opté spontanément pour des revendications unitaires, que les groupes révolutionnaires ont par ailleurs vigoureusement propulsées : augmentations égales pour tous, 450 pesetas de salaire minimum par jour, etc. Dans le même esprit de renforcement de la solidarité de classe, le mot d'ordre de réintégration des travailleurs licenciés joue un rôle de plus en plus important dans l'agitation ouvrière.

L'adoption de formes d'action à la fois plus militantes et plus axées sur la démocratie ouvrière est étroitement liée à cette élévation du niveau de conscience de classe. L'agitation et la grève sont marquées par la tenue d'assemblées générales des travailleurs. Aux commissions ouvrières restreintes et permanentes se substituent, durant l'agitation, des comités plus larges responsables devant les assemblées. Il y a déjà quelques exemples où la revendication des marxistes révolutionnaires de voir ces comités de grève devenir responsables devant les assemblées générales, et donc révocables par elles, commence à être mise en pratique par les travailleurs. Par ailleurs, l'apparition de piquets massifs d'extension de la grève, qui se rendent aux usines voisines ou de la même branche d'industrie pour généraliser le combat, doit être souligné.

C'est au Ferrol que le durcissement de la lutte ouvrière a atteint une véritable étape

« loi » sur l'enseignement ». A cette même occasion, et notamment le jour de manifestations à l'échelle nationale contre cette loi, le 14 février 1972, les lycéens sont, pour la première fois en Espagne, descendus massivement dans la rue. Si dans le reste de l'Europe impérialiste, le Capital a réussi à s'euro-péaniser plus vite que la classe ouvrière, en Espagne la lutte revendicative des masses emprunte plus rapidement les formes avancées de lutte au reste de l'Europe que la bourgeoisie ne réussit à lui emprunter la technique industrielle et l'organisation économique prévalente.

Outre cette tendance à leur extension et à leur politisation, les luttes ouvrières espagnoles de 1971-72 ont eu trois caractéristiques fondamentales qui les rapprochent d'ailleurs de luttes similaires du prolétariat européen.

Les objectifs et limites fixés non seulement par le régime franquiste mais par l'ensemble du patronat à la politique salariale ont été généralement débordés partout où les travailleurs ont préféré l'action directe à l'« arbitrage » des « syndicats » d'Etat. Si les sidérurgistes des Altos Hornos de Bilbao ont dû se contenter d'une augmentation des salaires nominaux de 11 % pour trois ans, alors que les chiffres publiés par le « Banco de Madrid » évaluent l'augmentation du coût de la vie pour les seules années 1970 et 71 à 35 %, la politique salariale du régime a connu un demi-échec partout où agitations et grèves ont pu jeter dans la balance la combativité accrue de la classe ouvrière.

Les travailleurs ont opté spontanément pour des revendications unitaires, que les groupes révolutionnaires ont par ailleurs vigoureusement propulsées : augmentations égales pour tous, 450 pesetas de salaire minimum par jour, etc. Dans le même esprit de renforcement de la solidarité de classe, le mot d'ordre de réintégration des travailleurs licenciés joue un rôle de plus en plus important dans l'agitation ouvrière.

L'adoption de formes d'action à la fois plus militantes et plus axées sur la démocratie ouvrière est étroitement liée à cette élévation du niveau de conscience de classe. L'agitation et la grève sont marquées par la tenue d'assemblées générales des travailleurs. Aux commissions ouvrières restreintes et permanentes se substituent, durant l'agitation, des comités plus larges responsables devant les assemblées. Il y a déjà quelques exemples où la revendication des marxistes révolutionnaires de voir ces comités de grève devenir responsables devant les assemblées générales, et donc révocables par elles, commence à être mise en pratique par les travailleurs. Par ailleurs, l'apparition de piquets massifs d'extension de la grève, qui se rendent aux usines voisines ou de la même branche d'industrie pour généraliser le combat, doit être souligné.

C'est au Ferrol que le durcissement de la lutte ouvrière a atteint une véritable étape

- 3 -

Durcissement de la dictature d'une part, ripostes de plus en plus dures des masses laborieuses d'autre part, les lignes de force de l'évolution sociale et politique en Espagne enlèvent toute crédibilité à la politique fondamentale du PC, orientée vers un remplacement pacifique et à froid du régime franquiste en recherchant une collaboration avec la bourgeoisie, les monarchistes et même une fraction de l'armée. Dans un interview accordée à la revue du PCF « Nouvelle Critique » Santiago Carillo, secrétaire général du PCE, a décrit ce dessein avec un cynisme qui frôle la naïveté. La bourgeoisie espagnole, dit-il, ne dispose plus d'aucune force politique avec laquelle elle pourrait collaborer dans le cadre d'un régime parlementaire. Dans le passé, la social-démocratie a joué ce rôle, aujourd'hui, le PCE propose sa candidature pour remplir la même fonction.

Toute l'orientation était fondée sur l'espoir d'une transition à froid par la seule « pression » des masses sur le régime franquiste, vers une démocratie parlementaire bourgeoise, en collaborant avec la bourgeoisie et en lui garantissant solennellement la protection de sa propriété et de ses profits. Sa fonction objective, indépendamment des calculs et desseins des diri-

ESPAGNE

geants du PC, était de canaliser la remontée des luttes ouvrières vers des objectifs compatibles avec la survie du régime capitaliste, notamment par le choix de formes d'action et d'organisation qui renforcent les illusions réformistes et gradualistes propagées par une aile de la dictature. Son échec se manifeste sur deux plans. Les masses se rendent de plus en plus compte du caractère illusoire des projets de suppression à froid du franquisme. Elles déclanchent dans les faits des luttes de plus en plus dures, ayant une dynamique anticapitaliste prononcée. Une avant-garde commence à se dégager dans les entreprises et les universités qui, ayant assimilé les leçons essentielles du néoréformisme du PC, réussit à entraîner consciemment des secteurs du mouvement de masse vers des revendications et des formes d'action destinées à mettre en branle un processus de révolution permanente.

L'exemple le plus frappant de ce changement des rapports de force au sein même du mouvement de masse, de cette perte de l'hégémonie absolue que le PC avait pu exercer en son sein pendant quinze ans a été le succès remarquable de la campagne de l'extrême-gauche de boycott des élections pour les « syndicats » d'Etat. Le fait qu'en Catalogne et qu'au Pays Basque plus de 50 % des travailleurs aient suivi ce mot d'ordre, et que même dans la forteresse du PC, le bassin industriel de Madrid, des minorités substantielles de la classe ouvrière aient boycotté les élections, reflète le mûrissement de la conscience de classe d'un secteur important du prolétariat espagnol. Des phénomènes de débordement de la ligne du PC au niveau des usines se multiplient aussi bien dans des régions anciennement que dans des régions nouvellement industrialisées, même à Madrid — à l'usine Castellon — on a assisté pour la première fois à un phénomène analogue.

L'apparition d'une avant-garde large indépendante des appareils traditionnels, commençant à avoir un caractère de masse et une influence de masse, n'est évidemment pas un phénomène propre à l'Espagne. Le même phénomène s'est produit ou est en train de se produire dans trois autres pays impérialistes importants d'Europe: la France, l'Italie et la Grande Bretagne. Pour des raisons spécifiques à l'Espagne, les rapports de force entre cette avant-garde et le PC sont sans doute plus favorables pour les révolutionnaires dans ce pays qu'en France ou en Italie ou que le rapport de forces entre révolutionnaires et Labour Party en Grande Bretagne. Le caractère plus explosif des contradictions sociales, les difficultés objectives beaucoup plus grandes pour limiter le mouvement des masses ou pour le canaliser vers des buts réformistes, tendront à accentuer encore ce renversement des rapports de forces. La direction du PCE se trouve ainsi confrontée à une obligation nouvelle, celle de manœuvrer au sein du mouvement de masse afin de limiter sa perte d'influence et

de freiner la crise dans ses propres rangs que les débordements successifs de son orientation par les travailleurs et les étudiants ne peut pas ne pas provoquer. L'équipe de Santiago Carrillo doit en outre se défendre contre les tentatives répétées de la bureaucratie soviétique de la remplacer par une équipe qui appuierait de manière plus inconditionnelle la politique du Kremlin. Toutes ces raisons expliquent la souplesse plus grande dont la direction carrilliste fait preuve à l'égard d'autres tendances du mouvement ouvrier y compris de groupes révolutionnaires: le voyage de Carrillo à Pékin, les fronts uniques occasionnels conclus avec des groupes d'extrême-gauche y compris, à l'université de Madrid, avec nos camarades de la LCR, l'insistance prononcée sur l'unité d'action sans exclusive. Si à l'occasion cette unité d'action, dans une conjoncture favorable, peut amener des groupes locaux du PC à gauchir sensiblement leur orientation, c'est-à-dire à s'adapter à la ligne des révolutionnaires, il ne faudrait pas en conclure qu'il s'agit là d'une perspective possible pour l'ensemble du PC. Au contraire, la « libéralisation » plus grande de ce parti et l'affichage d'un respect plus net de la démocratie ouvrière cadrent parfaitement avec une évolution accentuée vers une social-démocratisation et une orientation politique droitrière accentuées.

Est-ce à dire qu'un déclin de l'influence de masse du PCE est à prévoir? Nous ne le croyons pas. Au fur et à mesure que des masses de plus en plus larges entrent en action, que des couches toujours nouvelles du prolétariat et de la jeunesse commencent à se politiser, la variante la plus probable est que parallèlement à la régression de l'influence du PC au sein de l'avant-garde, son influence s'étendra sur des masses fraîchement entrées en action, encore peu politisées et expérimentées. Numériquement, la résultante de ces deux tendances est un renforcement et non un affaiblissement du PC. Il faut en tenir compte attentivement pour la définition d'une orientation tactique correcte des révolutionnaires aussi bien au sein du mouvement de masse que pour la construction du parti révolutionnaire.

- 4 -

La perspective historique que les marxistes révolutionnaires défendent en Espagne est celle d'un processus de « révolution permanente ». Ils rejettent autant l'éventualité d'une liquidation à froid de la dictature franquiste que celle d'un mouvement de masse se contentant d'arracher les libertés démocratiques et s'installant paisiblement dans un cadre traditionnel de démocratie bourgeoise parlementaire. Franco et le régime franquiste (y compris un franquisme sans Franco) ne pourront être renversés que par une mobilisation révolutionnaire des masses affrontant l'Etat bourgeois, désintégrant et détruisant son appareil de répression, occupant les usines et les terres, menaçant la propriété capitaliste. Le

processus révolutionnaire qui conduit au renversement de la dictature mettra immédiatement à l'ordre du jour la victoire d'une révolution socialiste, sans devoir d'abord passer par une étape historique intermédiaire de démocratie parlementaire-bourgeoise.

Mais qui dit processus de révolution permanente ne défend point la caricature de ce concept, à savoir celle d'une révolution qui serait immédiatement défaite si elle ne conduit pas du premier coup à l'instauration de la dictature du prolétariat.

La bourgeoisie espagnole ne veut pas liquider la dictature parce qu'elle craint qu'en octroyant des libertés démocratiques aux masses, celles-ci n'accroissent leurs luttes anti-capitalistes plutôt que de les laisser canaliser vers des objectifs réformistes. Mais si elle est confrontée à un mouvement révolutionnaire des masses tellement tumultueux qu'il adopte de plus en plus des formes insurrectionnelles, elle n'aura plus rien à perdre et un temps précieux à gagner en jetant aux travailleurs l'os d'un rétablissement des libertés démocratiques. C'est pourquoi la perspective d'un processus de révolution permanente en Espagne n'exclut pas mais inclut au contraire l'éventualité d'un rétablissement temporaire des libertés démocratiques, comme sous-produit d'une montée révolutionnaire du prolétariat. Ce processus **commencera** par la conquête de ces libertés par les masses laborieuses.

Pendant cet intervalle, la bourgeoisie préparerait fiévreusement les moyens d'un renversement des rapports de force et d'un écrasement par la force du mouvement de masse. L'avant-garde prolétarienne utiliserait ce délai pour parfaire l'organisation des masses dans des organes de dualité de pouvoir (conseils ouvriers, milices ouvrières), et pour renforcer son influence au sein des masses, afin d'aborder l'affrontement inévitable avec le maximum de chances de victoire pour accélérer la construction du parti révolutionnaire. La différence entre une telle perspective et celle d'une « normalisation » de la situation « à l'européenne » — c'est-à-dire celle d'une répétition de ce qui est arrivé au lendemain de la 2e guerre mondiale en France et en Italie, par la trahison du PC et du PS et dans le cadre d'une croissance économique accélérée du capitalisme rendue possible par ces trahisons — saute aux yeux.

Pour traduire dans les faits cette perspective, les marxistes révolutionnaires espagnols doivent appliquer dès maintenant une stratégie révolutionnaire ayant pour but essentiel d'empêcher ou de rendre plus difficiles toutes les manœuvres en vue de dévier l'énergie révolutionnaire des masses vers des objectifs purement réformistes, manœuvres qui, dans les conditions concrètes de l'Espagne, ne conduiraient pas à une démocratie parlementaire bourgeoise plus ou moins stable mais à un nouvel écrasement dans le sang des généra-

tions combattives de prolétaires et d'étudiants espagnols. Les éléments essentiels de cette stratégie sont les suivants :

— promouvoir toutes les initiatives qui empêchent le fractionnement, l'éparpillement et l'isolement des luttes, et qui tendent au contraire à la coordination non seulement sectorielle mais encore locale, régionale et nationale des luttes, aussi bien des luttes ouvrières proprement dites, que des luttes des ouvriers, des étudiants et lycéens, des couches laborieuses des « classes moyennes nouvelles » et des paysans pauvres. Une grande attention doit être attribuée aux techniques d'élargissement et de généralisation des grèves, ainsi qu'à l'apparition et au renforcement d'organismes de coordination des luttes, qui préfigurent les futurs soviets.

— appuyer toutes les tendances à dépasser les revendications et les luttes purement économistes, à politiser les grèves et les campagnes d'agitation ouvrière. Les revendications démocratiques, y compris celles se rapportant à la question nationale, jouent aujourd'hui un rôle-clé à ce propos. En incluant systématiquement dans les cahiers de revendications les exigences de la réintégration inconditionnelle et à plein salaire de tous les ouvriers licenciés ; de la libération immédiate de tous les prisonniers politiques ; de l'expulsion des polices privées et des forces répressives publiques des entreprises, des universités et des écoles ; de reconnaissance du droit de grève ; de reconnaissance de la liberté syndicale, de la liberté d'association, de la liberté de presse, de réunion et de manifestation, les tentatives du régime et du patronat de ramener la lutte ouvrière dans le cadre de simples négociations salariales à armes inégales (sans même qu'existent des syndicats libres du côté ouvrier) sont le mieux déjouées.

— impulser les revendications et formes d'action nettement anti-capitalistes : non à l'accélération des cadences ; non aux licenciements ; lutte pour le contrôle ouvrier ; occupations d'entreprises, etc...

— faire comprendre et organiser les formes adéquates et de plus en plus élevées d'auto-défense des grèves et des manifestations de masse contre la violence répressive de la dictature, de ses agents directs et indirects, des défenseurs du régime du capital en Espagne.

— assurer de plus en plus la transcendance des organismes unitaires de préparation des luttes (commissions ouvrières élargies et véritablement unitaires), leur remplacement par des organes représentatifs et démocratiquement élus des masses, au moment où éclatent les luttes, c'est-à-dire préparer l'émergence de véritables organes de dualité du pouvoir au moment où le mouvement — préparer une intervention révolutionnaire parmi les travailleurs agricoles et les paysans pauvres.

Toute cette stratégie se résume dans le mot

ESPAGNE

d'ordre : propager, préparer et organiser la grève générale révolutionnaire pour renverser la dictature qui assassine les ouvriers.

— 5 —

Avec la constitution et le renforcement de la Liga Comunista Revolucionaria, une première étape a été franchie sur la voie de la construction du parti révolutionnaire du prolétariat espagnol. Celui-ci ne peut être basé que sur le programme marxiste révolutionnaire. Propageant ce programme, la LCR est aujourd'hui le premier noyau d'un tel parti. Pour achever la construction de celui-ci, il ne suffira pas de renforcer la LCR par un recrutement individuel intensifié. Des regroupements, des fusions avec d'autres courants révolutionnaires, et la récupération des meilleurs militants ouvriers d'avant-garde qui restent attachés au PCE, seront inévitables.

Le rôle de centralisateur à l'échelle nationale jouée par la LCR dans la lutte pour le boycott des élections pour CNS ; son rôle de propulseur d'une riposte immédiate et nationale aux faites de la SEAT ; son rôle exemplaire au cours de l'agitation étudiante à Madrid, ont fait connaître et apprécier l'organisation dans des milieux larges de l'avant-garde et en ont fait un pôle d'attraction pour des militants révolutionnaires même dans des régions où l'organisation n'était pas encore implantée. La IV^{ème} Internationale est fière du fait que des militants de cette trempe et de ce courage aient spontanément décidé de la rejoindre. Elle y voit la confirmation de la transcroissance en cours de l'Internationale, d'un nombre restreint de petits groupes de propagande trotskystes vers un mouvement révolutionnaire mondial déjà capable d'initiatives dans l'action qui modifient sensiblement les rapports de forces entre l'avant-garde et les appareils bureaucratiques au sein du mouvement de masse et qui commencent à modifier du même coup les tendances d'évolution de ce mouvement de masse lui-même.

Le problème immédiat à résoudre, c'est celui d'une nouvelle étape de croissance de la LCR. Ce problème implique celui des rapports avec les tendances et groupes de l'avant-garde centristes et ultra-gauches, et celui des rapports avec les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, essentiellement le PCE. La délimitation programmatique systématique, la polémique théorique, politique et propagandiste, doivent être combinées avec la capacité de proposer et de conclure des accords d'unité d'action occasionnels, sur des objectifs précis qui correspondent aux intérêts de l'ensemble des masses laborieuses. Il n'y a aucune contradiction entre ces deux aspects de l'activité politique d'une organisation révolutionnaire : au contraire, ils se complètent logiquement l'un l'autre. Chacun d'eux n'obtient toute sa valeur que par la combinaison avec l'autre.

Autour de la question des commissions ouvrières, la construction du parti révolutionnaire pourrait également franchir une nouvelle étape. La tentative du PCE de transformer les commissions ouvrières en syndicats semi-légaux dominés par l'appareil du PC a échoué. Cet échec est dû : à la faillite de toute l'orientation gradualiste et néo-réformiste du PC. Les commissions ouvrières, par la force des choses, ont dû élargir leur activité vers des sujets éminemment politiques, qui rendaient toute existence semi-légale incompatible avec la nature même de la dictature. L'échec résulte également de la perte d'hégémonie du PCE sur l'avant-garde ouvrière, du processus de différenciation politique croissante au sein des commissions ouvrières qui a même souvent provoqué leur éclatement groupusculaire. Il reflète enfin l'élargissement et le durcissement des luttes, qui Le rôle de centralisateur à l'échelle nationale jouée par la LCR dans la lutte pour le boycott des élections pour la CNS ; son rôle de propulseur d'une riposte immédiate et nationale aux faits de la SEAT ; son rôle exemplaire au cours de l'agitation étudiante

Autour de la question des commissions ouvrières, la construction du parti révolutionnaire pourrait également franchir une

De tout cela découle l'impossibilité de calquer mécaniquement l'attitude traditionnelle des révolutionnaires quant au travail syndical sur l'attitude que les révolutionnaires espagnols doivent adopter à l'égard des commissions ouvrières. Mais il n'en résulte nullement qu'il s'agit d'une forme d'organisation qui doit être considérée d'ores et déjà comme dépassée, et à laquelle les révolutionnaires devraient substituer une combinaison entre le groupe politique d'entreprise et le comité de grève (ou de préparation de grève) émanant d'assemblées générales.

Les commissions ouvrières représentent souvent la forme d'organisation d'une confrontation et d'une collaboration permanente de tous les éléments militants au sein de l'entreprise, qui est la plus adaptée aux conditions de clandestinité — c'est-à-dire à l'impossibilité d'organiser des syndicats de masse — et de montée de plus en plus impétueuse du mouvement de masse (c'est-à-dire de la fluctuation du nombre de militants actifs à l'usine du simple au double ou au triple pendant les phases d'agitation). Elle a le double avantage d'être souple et d'être unitaire, à partir du moment où les événements et les rapports de forces permettent de rompre toute prétention du PCE à un contrôle politique ou à la représentation exclusive en leur sein.

Les révolutionnaires espagnols devront donc se faire les avocats les plus convaincus de ce caractère unitaire des commissions ouvrières qui implique le respect le plus

ESPAGNE

large de la démocratie ouvrière et du droit de représentation et d'organisation de toutes les tendances du mouvement ouvrier en leur sein, tout en tenant compte de la réalité concrète et sans fétichiser aucune forme spécifique d'unité d'action. La lutte pour ce principe correspond aujourd'hui à une véritable prise de conscience au sein de la base du PCE elle-même. Loin de s'opposer à la tâche de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat espagnol, elle permettrait de concrétiser cette tâche pour la première fois devant une avant-garde ouvrière beaucoup plus large.

L'Espagne franquiste est aujourd'hui le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste en Europe. L'éclatement d'une grève générale révolutionnaire, l'éclatement d'une nouvelle révolution espagnole, auraient des répercussions incalculables sur la configuration des forces sociales et politiques sur tout le continent. Les marxistes révolutionnaires et la IVème Internationale ont pour cette raison un devoir particulier de solidarité à l'égard du prolétariat espagnol et de leurs camarades de la LCR à remplir. La place éminente que le prolétariat espagnol occupe aujourd'hui au sein de l'ensemble des luttes ouvrières en Europe et l'importance décisive qu'aurait l'éclatement de la révolution espagnole pour la révolution prolétarienne dans toute l'Europe capitaliste imposent aux organisations marxistes révolutionnaires non seulement un devoir particulier d'aide à l'égard de leurs camarades espagnols de la LCR. Elles impliquent aussi la nécessité de comprendre que, dans de nombreux pays d'Europe, les travailleurs espagnols immigrés agissent aujourd'hui comme une force d'avant-garde particulièrement combative. Il est donc urgent de développer un travail systématique dans ce milieu et de s'orienter vers l'organisation de groupes espagnols sympathisants de la LCR à l'étranger, partout où cela s'avère possible. Aider au mûrissement du processus révolutionnaire en Espagne, aider à la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat espagnol, contribuer au renforcement de la LCR, c'est le moyen le plus direct dont ils disposent aujourd'hui pour accélérer la transcroissance de la nouvelle montée des luttes ouvrières en Europe depuis mai 68 en une nouvelle montée révolutionnaire à l'échelle continentale.

1.6.72

Le Secrétariat Unifié
de la Quatrième Internationale



pour le libre droit à l'autodétermination du peuple d'Euskadi

(extrait de « Combate », organe de la Ligue Communiste Révolutionnaire d'Espagne)

Nous publions dans ce numéro de Combate un long compte-rendu de la déclaration du comité d'Euskadi de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) avant le « Aberri Eguna » (fête nationale) de cette année.

Cette déclaration est, de fait, la première prise de position claire des marxistes révolutionnaires sur le problème national. Dans un prochain numéro, nous publierons une ample information sur les actions et les mobilisations réalisées durant ces journées.

Définir la position des trotskystes sur le problème national dans l'Etat espagnol, proclamer la défense par tous les moyens, du droit à la libre autodétermination des nationalités opprimées, nous oblige à ne pas nous égarer dans des discours peu clairs. Cela exige de la part des marxistes révolutionnaires un effort pour populariser ces positions au sein de l'avant-garde et des masses ouvrières divisées par des dizaines d'années de propagande chauvine de la dictature et du grand capital. Cela signifie un combat à mort contre toutes les idéologies nationalistes, contre toute position sectaire ou opportuniste. Sur ce point cela signifie également une lutte contre les conceptions qui, avec telle ou telle excuse, ne font que le jeu du chauvinisme franquiste, en facilitant au moyen de visions étroites, la possibilité de faire tomber le prolétariat de ces nationalités sous la coupe des directions bourgeoises, empêchant ainsi l'union indispensable des prolétaires du pays tout entier et facilitant la répression féroce de la dictature contre les militants nationalistes et le peuple d'Euskadi.

En éduquant le prolétariat à lutter contre toute forme d'oppression quelle qu'elle soit, celui-ci pourra s'élever jusqu'à l'avant-garde du combat dans tous les secteurs de la population contre la dictature et le grand capital. Dans ce sens, c'est seulement avec une politique claire que les couches opprimées de la population reconnaîtront la classe ouvrière comme la classe dirigeant leur combat, comme la seule classe capable d'offrir des solutions radicales à leurs aspirations et à leurs nécessités.

« ... Précisément pour séparer de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans opprimés nationalement, l'avant-garde prolétarienne doit adopter sur la question de la libre détermination nationale une attitude audacieuse et sincère. Des ouvriers défendront jusqu'à ses dernières conséquences le droit des Catalans et des Basques à organiser leur vie dans un Etat indépendant, au cas où la majorité de la population de ces dites nations se prononce pour la séparation totale. Mais cela ne signifie naturellement pas que les ouvriers avancés doivent pousser les Catalans et les Basques à la séparation ».

Léon Trotsky

« La révolution espagnole et les tâches des communistes »

24.1.1931

P. CHENCA

1.4.72

Que s'est-il passé depuis Burgos ?

En décembre 70, la classe ouvrière à la tête de la population s'est montrée comme la force décisive dans la lutte contre l'oppression nationale. Ceci est la leçon fondamentale de ces journées.

Le verdict sanguinaire des sicaires du régime venait à la suite de 35 ans de féroce oppression fasciste sur le peuple d'Euskadi : outre le fait qu'elle ait sauvé Isko et ses compagnons de la mort l'action décisive des masses ouvrières et populaires présentait le prolétariat comme le principal allié des victimes de l'oppression nationale, comme l'unique classe capable face aux décennies d'impuissance et de tentatives manquées, commandées par les directions bourgeoises, de rassembler les masses d'Euskadi affranchies du joug franquiste. L'action de masse avait imposé un recul à la dictature détruisant les projets et les illusions libérales, détruisant l'image de marque de l'OPUS et ouvrait une période où l'ampleur et la profondeur de la lutte des masses se développaient sous le signe du « crépuscule franquiste » (...)

En Euskadi on a vu une incroyable démonstration de furie répressive, à la suite de l'arrestation du dirigeant de Precicontrol, telle que la chasse aux militants nationalistes, la fermeture de quelques « Iskatolas » (1) et la répression systématique de toute exigence de revendications nationales qui ont permis des attaques permanentes des organisations nationalistes. Tout cela montrait l'actualité de la lutte contre l'oppression nationale. D'autre part les dizaines de combattants nationalistes détenus après la séquestration d'Eibar, les accords entre Franco et Pompidou visant à expulser et poursuivre les militants nationalistes et révolutionnaires d'Euskadi du nord (motif pour lequel la Ligue communiste, section française de la Quatrième Internationale a réalisé une vaste campagne) — de même que le sinistre assassinat de Ion Goikoetxea ont mis en évidence l'unique réponse aux aspirations légitimes à la liberté nationale du peuple d'Euskadi : arrestations, expulsions, tabassages, et assassinats... **Toujours et encore la répression.**

La situation actuelle

L'ordre du jour du dernier conseil national du Mouvement exprime la préoccupation fondamentale de la dictature dans la situation présente : universités, problèmes politico-sociaux issus de la situation économique, séparatisme....

Au moment de l'aggravation de sa crise, le grand capital est incapable de satisfaire aux besoins vitaux des masses ou à quelque projet de régionalisation, si timide soit-il, ni même de concéder aucune revendication démocratique — y compris le droit à l'autodétermination. Le désir d'en finir avec les salaires de famine, la surexploitation, la nécessité logique d'un enseignement gratuit, rien de tout cela ne peut être résolu

par un capitalisme attaché à la défense de ses privilèges et pour lequel la vieille dictature sanguinaire franquiste continue d'être la meilleure forme de domination politique. Seul le prolétariat, face au grand capital, peut garantir la satisfaction des aspirations de tous les exploités : **pour le peuple d'Euskadi, il n'y a d'espoir de liberté nationale qu'au travers du drapeau rouge du prolétariat déployé sur le cadavre du franquisme.**

Le rôle de la lutte contre l'oppression nationale dans le chemin vers un nouveau Burgos

La haine profonde de la dictature, durcie par ces années de répression, tous les besoins et les aspirations des travailleurs et du peuple, la combativité actuelle dans la lutte des masses sont la garantie d'un nouveau Burgos. Cette combativité déployée par la classe ouvrière dans toutes ses luttes, les formes d'organisation développées dans ses combats les plus avancés, la situent à l'avant-garde du chemin vers une grève politique de masse, ce qui montre aux secteurs populaires que l'action directe est la seule voie vers la victoire.

La lutte contre l'oppression nationale s'inscrit dans ce chemin vers un nouveau Burgos. D'une part à cause de la combativité toujours plus forte qui se dégage des aspirations et revendications que les masses prolétaires et populaires présentent à la dictature, d'autre part parce qu'elle est un motif qui peut, à un moment donné, provoquer devant les agressions du franquisme envers le peuple d'Euskadi, une riposte généralisée à l'échelle nationale en approfondissant la voie de décembre 70 où de larges secteurs de la classe ouvrière prirent conscience de la nécessité de soutenir la lutte contre l'oppression nationale et de défendre le droit du peuple d'Euskadi à disposer de lui-même.

Pour le libre droit à l'autodétermination du peuple d'Euskadi

Pour les marxistes révolutionnaires la lutte contre l'oppression nationale est inséparable de la lutte pour la reconnaissance au droit de chaque nationalité opprimée par la dictature (notamment le pays basque) à disposer d'elle-même et à parvenir si telle est sa volonté à la séparation et à la constitution d'un Etat indépendant.

Mais dès aujourd'hui nous devons expliquer sans ambiguïté ce qu'est et ce que sera la position des trotskystes quant à la défense de ce droit. Nous sommes pour la libre union de toutes les nationalités de l'Etat espagnol sur la base du respect mutuel et de l'égalité effective entre chacune d'elles, vers un Etat ouvrier dont la forme concrète (fédéral, unitaire...) devra être définie par les masses ouvrières elles-mêmes et la population de ces nationalités.

Contre les agressions de la dictature

Contre la discrimination du basque, contre son interdiction de fait : **EGALITE REELLE ENTRE LE BASQUE, LE CASTILLAN DANS TOUS LES SECTEURS** (enseignement, moyens de communication, etc...)

Contre la répression

RETOUR DES EXILES. Des centaines de combattants se voient dans l'obligation de résider dans d'autres pays pour échapper aux griffes de la répression franquiste ou à la mort dans beaucoup de cas, ils sont surveillés et poursuivis par la police française complice de ses collègues franquistes. Ces camarades doivent pouvoir retourner sur leur lieu de travail sans la crainte de quelconques représailles.

Pour la liberté d'Euskadi

POUR LE LIBRE DROIT A L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE D'EUSKADI ; décidée lors d'une assemblée constituante du peuple basque, élue sur la base du suffrage universel libre et direct pour tous les citoyens agés de plus de 16 ans.

Pour un gouvernement des travailleurs

Il serait illusoire de penser que tout cela, en particulier le droit à l'autodétermination est possible sans le renversement révolutionnaire de la dictature, ou que ce renversement seules les forces ouvrières et le peuple d'Euskadi peuvent le réaliser. Seule une large mobilisation des ouvriers et des couches opprimées de tout l'Etat pourra en finir avec le franquisme et l'exploitation.

Le seul moyen pour les libertés démocratiques décidées par l'assemblée constituante du peuple d'Euskadi d'être assurées, sera la dissolution des corps répressifs et des bandes armées de la dictature. Mais, désarmer la police et les gardes civils exige d'autre part l'armement du prolétariat et la constitution de milices populaires.

La liberté des détenus, le retour des exilés ne sera possible que par une action plus dure et plus totale que la seule dissolution des tribunaux et juridictions spéciales qui envoient les plus combattifs dans les prisons franquistes ou en exil. Cela imposera à la fois la mise en évidence des responsabilités envers les crimes franquistes et la destruction de la machine judiciaire de la dictature.

Toutes ces mesures auxquelles se joignent la satisfaction des revendications économiques des ouvriers, l'expropriation des propriétaires terriens, l'instauration du contrôle ouvrier sur la production... ne

pourront être mises en œuvre que par un gouvernement des travailleurs édifié dans les assemblées et les comités que les masses auront érigés pour le renversement révolutionnaire de la dictature. Seul un tel gouvernement est capable d'assurer le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, de même qu'il constitue le meilleur instrument pour poser les bases et ouvrir la voie à la seule solution radicale des revendications des masses : la République Socialiste.

Contre tout nationalisme

Le chauvinisme espagnol, l'oppression exercée par le grand capital (par le biais du franquisme) sur le peuple d'Euskadi, l'agression continuelle contre la conscience du peuple basque, sa langue et sa culture provoquent des réactions contraires au sein des divers secteurs de ce peuple et donnent naissance au chauvinisme basque. Celui-ci stimulé par la fraction basque du grand capital dans des organisations comme le PNV qui s'appuie sur les illusions nationalistes et pacifistes de la petite bourgeoisie (et à travers elle sur des secteurs de la classe ouvrière) situe la lutte contre l'oppression nationale au-dessus de la lutte contre l'exploitation : bien séparée de la lutte des classes. Certains secteurs de la petite bourgeoisie, convaincus de son inutilité et de sa direction réactionnaire, ont rompu avec l'idéologie clérical et pacifiste du PNV (2) donnant lieu à la constitution d'organisations nationalistes révolutionnaires, aujourd'hui incarnées dans les fractions « milis » et « Va » de l'ETA (3) qui bien que conscientes de la nécessité de s'allier à la classe ouvrière, limitent cette alliance au territoire d'Euskadi et divisent ainsi le prolétariat de tout l'Etat.

Le peuple d'Euskadi ne peut trouver aucune solution dans ce type de politique. Les intérêts de la petite bourgeoisie n'ont pas de solution dans leurs propres hésitations ni dans une alliance avec une prétendue bourgeoisie nationale qui s'alliera nécessairement au grand capital au moment du règlement de compte des masses avec le franquisme. Au contraire comme l'affirmait Trotsky : la petite bourgeoisie peut trouver son chef dans le prolétariat, que le développement capitaliste pose comme la seule classe capable d'offrir des solutions aux intérêts de ces couches et d'en finir avec toute oppression.

Les trotskystes combattront pour l'union des prolétaires de tout l'Etat dans le combat contre la dictature forgeant dans les luttes journalières les mille liens nécessaires pour la généralisation et l'unification de ces combats qui devront entraîner les secteurs de la population opprimée, en luttant pour la construction de sa direction révolutionnaire, le parti marxiste révolutionnaire de masse centralisé démocratiquement au niveau de l'Etat, instrument de la révolution socialiste.

Contre tout opportunisme et sectarisme

Pour le PC d'Euskadi, le retour du gouvernement basque exilé est la condition pour en finir avec l'oppression nationale. Le PC paraît oublier le caractère parasitaire et pacifiste de corps réactionnaire qui a caractérisé le gouvernement basque durant 35 ans de franquisme, il paraît oublier aussi la réticence des masses basques vis-à-vis d'un gouvernement qui a observé, amorphe, la montée de l'oppression fasciste de ces dernières années.

Le PSO/UGT (É) plaide pour le retour de la République légitime pour la remise en place du statut de l'autonomie d'Euskadi. Les « Prieto » et « Largo Caballero » ont pu présenter cette solution comme « viable » au sein de la marge de manœuvre du grand capital d'alors. Aujourd'hui la social-démocratie dans l'Etat espagnol ne seulement ne peut se situer dans la « boutique » qu'occupent leurs frères de lait : les Willy Brandt, Wilson et Cie, mais encore les réponses qu'ils donnent en ce qui concerne le problème national se maintiennent sur le terrain de la solution arbitraire pour le peuple d'Euskadi, sans que d'autre part il n'y ait d'attrait quelconque pour ses acheteurs d'antan : les grands capitalistes.

Si l'ETA Va a rompu avec l'idéologie nationaliste en adoptant des positions orientées vers les intérêts des prolétaires, elle garde d'autre part des attitudes ambiguës en ce qui concerne la position communiste face au droit d'autodétermination. Sans plaider de façon combative pour l'union, sans rien offrir pour que ce droit entre en vigueur, de même sa position envers la construction du parti et de l'internationale, maintenant une vision localiste et cantonale de la lutte de classe à l'échelle de l'Etat, et son incapacité à maintenir les positions qu'elle défend.

L'ETA continue à hésiter sans combattre à fond tout nationalisme, sans assurer jusqu'au bout une position marxiste révolutionnaire.

Mentionnons la position du MCE (Komunistak) (5) d'alliance avec une prétendue bourgeoisie nationale, l'incapacité de mener jusqu'au bout le combat contre l'oppression nationale et pour le droit à l'autodétermination.

L'ORT (6), comme à l'époque de l'USO, considère que la lutte contre l'oppression nationale n'intéresse pas la classe ouvrière mais les leçons de décembre 70 répondent amplement à cette attitude. Habitée à considérer la lutte ouvrière comme un problème dans chaque usine et la réduisant à un conflit ouvrier-patron, l'USO renforce par sa position sur la question nationale, les divisions dans le prolétariat, éloignant les secteurs populaires qui pourraient débloquer la situation sous sa direction.

Le PC dans son orientation sectaire, pense que seule la bourgeoisie a des intérêts dans la lutte contre l'oppression nationale que l'autodétermination pour Euskadi suppose

l'auto-détermination pour la bourgeoisie. Cette attitude ne peut que renforcer le chauvinisme de la dictature, diviser le prolétariat, contraindre les secteurs populaires des nations opprimées à chercher leur direction dans les rangs de la bourgeoisie.

Dans ce sens, la LCR doit faire son auto-critique pour avoir maintenu un mutisme dans l'avant-garde, en ce qui concerne le problème national en ne précisant pas son choix aussi bien vis-à-vis des combattants que des masses d'Euskadi. Depuis lors, nous, trotskystes — en Euskadi et dans toute l'Espagne — sommes pour le droit à l'autodétermination, prêts à combattre et à dénoncer cette injustice envers le peuple d'Euskadi ; nous travaillons aussi maintenant pour attirer l'attention des combattants et des masses basques vers le choix de la libre union des nationalités opprimées dans un même Etat parce que nous pensons que c'est là que peuvent être représentés et comblés les désirs et les aspirations du peuple basque.

Pour un « Aberri Eguna » combatif

Dans cette Aberri Eguna, nous, trotskystes, appelons à multiplier les actions, à développer les réunions, les assemblées, les meetings, à manifester dans les centres, à préparer les manifestations centrales, à organiser la lutte dans les lieux de travail et les universités moyennant des assemblées et des comités élus et révocables, à défendre ces actions des agressions de la répression avec des piquets d'auto-défense nombreux et combatifs afin d'exprimer la ferme volonté des ouvriers et du peuple d'Euskadi de mettre fin à l'oppression nationale en renversant la dictature...

Le comité d'Euskadi de la LCR appelle les militants et les directions de toutes les organisations ouvrières, estudiantines, révolutionnaires et nationalistes à réaliser la plus grande unité d'action dans les centres pour préparer cette journée. A préparer également un comité de coordination dans chaque localité afin d'unifier les actions au cours de cette « Aberri Eguna ».

Au cours de cet Aberri Eguna, nous, trotskystes basques, exprimerons notre ferme soutien et l'expression de notre solidarité internationale à l'héroïque peuple du Vietnam, au Front Révolutionnaire Indochinois dans sa lutte contre les agressions de l'impérialisme yankee, nous nous joignons à tous ceux qui dans le monde se mobiliseront de nouveau le 24 avril pour le retrait immédiat des troupes US, pour la victoire de la Révolution Socialiste Indochinoise.

A BAS LA DICTATURE ASSASSINE !

TROTSKY:

question nationale et révolution permanente

S'il y a une conception fondamentale du marxisme que Trotsky a contribué à approfondir et à défendre inlassablement, c'est celle du dépassement des Etats nationaux, de la portée internationale de la révolution prolétarienne et de la nécessité d'un cadre supranational pour l'édification du socialisme. Ces idées parcourent toute son œuvre depuis ses premiers écrits significatifs de la période de 1905 et les polémiques de la première guerre mondiale jusqu'aux essais de la période cruciale de sa lutte contre Staline (les années de *L'Internationale communiste après Lénine* et *La révolution permanente*) et aux articles de l'exil mexicain à la veille de la nouvelle guerre mondiale.

Crise historique de l'Etat national et nécessité du socialisme

Quelques rappels rapides suffisent. Déjà en juin 1905, Trotsky écrivait que « l'œuvre que le prolétariat accomplit ne se limite certainement pas aux frontières de son propre pays. La logique même de sa situation l'amènera à se placer sur l'arène internationale » (1905) et plus tard il rappelait et précisait la même idée dans *Bilan et perspectives*. Cette conception découlait, entre autres, de l'analyse selon laquelle « le temps des révolutions nationales est révolu — du moins en Europe — aussi bien que le temps des guerres nationales. Nous vivons dans une époque impérialiste : ce n'est pas seulement un régime d'expansion coloniale, mais aussi un régime intérieur donné. Il oppose non seulement la nation bourgeoise et l'ancien régime, mais aussi le prolétariat et la nation bourgeoise » (1905).

En 1914, lorsque le mouvement socialiste international était déchiré par la guerre et que les lieux communs de la rhétorique patriotique déferlaient, Trotsky revint à plusieurs reprises sur le même thème. « Au cœur de la guerre actuelle, écrit-il dans la préface à *La guerre et l'Internationale* » (septembre 1914), il y a la rébellion des forces productives — qui ont engendré le capitalisme — contre leurs formes d'exploitation dans le cadre des états nationaux. La planète toute entière, la terre ferme comme les mers, la surface comme les profondeurs, sont d'ores et déjà devenues l'arène d'une économie mondiale dont les différentes parties dépendent indissolublement les

unes des autres. Telle est l'œuvre du capitalisme. Mais il pousse aussi les états capitalistes à combattre pour soumettre cette économie mondiale aux intérêts de chaque bourgeoisie nationale. La politique de l'impérialisme constitue avant tout la preuve que le vieil Etat national, issu des révolutions et des guerres de 1789-1815-1848-1859-1864-1866 et 1870, a fait son temps, et apparaît maintenant comme une entrave intolérable au développement des forces productives. La guerre de 1914 signifie avant tout la destruction de l'Etat national en tant qu'entité économique indépendante... la guerre proclame la chute de l'Etat national... la production mondiale ne s'insurge pas seulement contre le chaos de l'Etat national, mais contre l'organisation capitaliste de l'économie qui s'est transformée en sa propre désorganisation barbare... Dans les pays européens sous-développés, poursuit Trotsky, la guerre met à l'ordre du jour des questions dont l'origine historique est beaucoup plus ancienne : les problèmes de démocratie et de communauté nationale... Cependant, à l'époque actuelle, ces questions sont dépourvues de toute autonomie. « La conclusion qui en découle est la définition d'un mot d'ordre qui engendra de vives polémiques au moment où il fut lancé, sous des formes différentes, dans d'autres périodes ». Dans ces conditions historiques, il ne peut être question pour le prolétariat de défendre la « patrie » nationale qui a fait son temps et qui est devenue l'entrave principale au développement économique, mais il s'agit pour lui de créer une « patrie » beaucoup plus puissante et plus solide, les Etats-Unis Républicains d'Europe, fondement des Etats-Unis du monde »

Nous avons fait une citation assez longue d'une œuvre peu connue puisqu'elle synthétise efficacement les idées de Trotsky sur la crise historique de l'Etat national et sur la subordination inévitable des problèmes nationaux — en soi légitimes — à la logique des intérêts impérialistes. Il n'ignorait absolument pas l'existence des problèmes et des aspirations nationaux, mais il estimait nécessaire de rappeler toujours le cadre d'ensemble et de lutter contre toute mystification visant à cacher aux yeux des masses les causes les plus profondes du carnage impérialiste. Ajoutons, en passant, que, au delà des divergences sur la formules

des Etats-Unis socialistes d'Europe, la position de Lénine était essentiellement analogue : il ne contestait pas la possibilité d'une naissance de mouvements nationaux dans de petits pays opprimés, mais il soulignait que la question de la Belgique ou de la Serbie ne pouvait pas être posée en faisant abstraction du contexte de la lutte entre les deux regroupements impérialistes opposés, qui en dernière analyse définissait la nature du conflit (2).

Dans *L'Internationale communiste après Lénine* la conception de Trotsky est réaffirmée sous l'angle de la critique de la conception stalinienne du socialisme dans un seul pays. « Les forces productives sont incompatibles avec les cadres nationaux. C'est ce fait qui commande non seulement le commerce extérieur, l'exportation des hommes et des capitaux, la conquête des territoires, la politique coloniale, la dernière guerre impérialiste, mais aussi l'impossibilité économique pour une société socialiste de vivre en vase clos. Les forces productives des pays capitalistes sont, depuis longtemps, à l'étroit dans le cadre de l'Etat national. La société socialiste, elle, ne peut se construire que sur la base des forces productives modernes, sur l'électrification, sur la « chimisation » des processus de production (y compris l'agriculture), sur la combinaison et la généralisation des éléments les plus élevés de la technique contemporaine la plus développée... Comment, se demandera-t-on, le socialisme repoussera-t-il en arrière les forces productives pour les enfermer dans les formes nationales d'où elles cherchaient déjà à s'arracher sous le capitalisme ? » (pp.144-145, T.1, Presses Universitaires de France, Paris, 1969). En conclusion, « la ferme conviction que le but fondamental de classe ne peut être atteint, encore bien moins que les objectifs partiels, par des moyens nationaux ou dans le cadre national, est au cœur de l'internationalisme révolutionnaire » (ibidem, p.167-168).

Enfin, dans les derniers mois de sa vie, lorsque la guerre avait éclaté, Trotsky dénonça de la manière la plus résolue la nouvelle mystification par laquelle on s'efforçait de camoufler derrière des prétextes « nationaux » ou « démocratiques » la nature interimpérialiste du conflit. « Notre pleine reconnaissance du droit de chaque nation à se déterminer elle-même — écrivait-il, entre autres — ne change pas le fait que, au cours

de la guerre actuelle, ce droit ne pèse pas beaucoup plus qu'une plume ». Et en évoquant la perspective d'une Europe socialiste dans une anticipation de l'avenir dont il est coutumier, il affirmait : « L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort... L'Europe doit devenir les Etats-Unis Socialistes si elles ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. Une Europe socialiste proclamera l'indépendance totale des colonies, établira des relations économiques amicales avec elles et, pas à pas, sans la moindre violence, par le moyen et l'exemple de la collaboration, les introduira dans une fédération socialiste mondiale. L'Union soviétique, libérée de sa propre caste dirigeante, se joindra à la fédération européenne qui l'aidera à atteindre un plus haut niveau de développement. L'économie de l'Europe unifiée fonctionnera comme un tout. La question des frontières nationales provoquera aussi peu de difficultés qu'aujourd'hui la question des divisions administratives à l'intérieur d'un pays. Les frontières à l'intérieur de la nouvelle Europe seront déterminées en fonction de la langue et de la culture nationale par libres décisions des populations concernées. Ceci semblera-t-il utopique aux politiciens « réalistes » ? Pour les cannibales, l'abandon de la consommation de chair humaine était, de leur temps utopique » (3).

L'autodétermination et la politique du prolétariat

Les analyses sur la nature fondamentale des conflits de notre époque et l'affirmation de la nécessité de dépasser le cadre national n'amènent aucunement Trotsky à ignorer ou à minimiser la question nationale. Dans la période de la première guerre mondiale, dans l'œuvre même que nous avons déjà citée, il synthétisait les conditions de la paix dans les mots d'ordre suivants : « Pas d'indemnisation ! Droit de toute nation à l'autodétermination ! Etats-Unis d'Europe sans monarchies, sans armées permanentes, sans castes dirigeantes féodales, sans diplomatie secrète. » En même temps, en ce qui concerne la Russie, il indiquait parmi les tâches centrales, la reconnaissance du droit à l'autonomie des nationalités opprimées par l'empire des tsars. D'ailleurs, c'est justement la période de la guerre et de la révolution qui lui permet – comme elle permet à Lénine et à la direction bolchévique – de définir avec plus de précision et de clarté les termes de la question nationale. La synthèse la plus lucide de telles conceptions est contenue dans un chapitre magistral de *Histoire de la révolution russe*, intitulé précisément « La question nationale »

« La langue – écrit Trotsky – est le plus important instrument de liaison d'homme à homme et, par conséquent, de liaison dans l'économie. Elle devient une langue nationale avec la victoire de la circulation marchande qui unit une nation. Sur cette base s'établit l'Etat national en tant que

terrain le plus commode, les plus avantageux et normal des rapports capitalistes. Dans l'Europe occidentale, l'époque de la formation des nations bourgeoises, si nous laissons de côté la lutte des Pays-Bas pour l'indépendance et le sort de l'Angleterre insulaire, a commencé par la grande révolution française et dans l'essentiel s'est achevée, à peu près en un siècle, par la constitution de l'Empire allemand.

Mais, dans la période où l'Etat national en Europe avait déjà cessé d'absorber les forces de production et se développait en Etat impérialiste, on n'en était encore en Orient – en Perse, dans les Balkans, en Chine, dans l'Inde – qu'au début de l'ère des révolutions nationales-démocratiques dont l'impulsion fut donnée par la révolution russe de 1905. La guerre des Balkans en 1912 représenta l'achèvement de la formation des Etats nationaux au sud-est de l'Europe. La guerre impérialiste qui suivit paracheva en cours de route, en Europe, l'œuvre incomplète des révolutions nationales en amenant le démembrement de l'Autriche-Hongrie, la création d'une Pologne indépendante et d'Etats limitrophes qui se détachèrent de l'Empire des tsars ». (T.2 p.405, Seuil).

L'auteur récapitule ensuite les lignes de base de la conception léniniste se concrétisant dans la défense intransigeante du droit à l'autodétermination contre des déviations opposées. Cette conception – faut-il le rappeler – impliquait deux précisions. La première était que la défense du droit à l'autodétermination n'implique pas que le parti révolutionnaire soutienne automatiquement toute demande d'indépendance ou de sécession (en d'autres termes, la question de principe était distincte de la question de la position à prendre dans chaque cas spécifique). La deuxième était que sur le terrain du parti et de l'organisation du prolétariat en général, le bolchévisme ne renonce pas à ses conceptions centralistes, en luttant contre toute tendance nationale-fédéraliste.

Plus généralement, la conception léniniste se fondait sur la prémisse que la solution de la question nationale représentait, en principe, un facteur historiquement progressif. Elle portait aussi de la considération que l'oppression nationale empêchait de larges masses petites-bourgeoises et même des couches ouvrières de comprendre la source sociale de leur exploitation : au fur et à mesure que l'oppression socialiste serait supprimée, la dialectique sociale réelle apparaîtrait plus clairement, les masses atteindraient un niveau plus élevé de conscience politique et commenceraient à régler leur compte directement avec leur propre bourgeoisie.

En 1917 Lénine partagea entièrement la conclusion que Trotsky avait esquissée en avance par la définition de la théorie de la révolution permanente : dans le contexte de l'époque de l'impérialisme, phase suprême du capitalisme, il était désormais impossible de concevoir une dynamique de la lutte pour l'indépendance nationale impli-

quant une étape nationale-démocratique-bourgeoise, strictement séparée de l'étape socialiste de la révolution. Par conséquent le prolétariat devait prendre la tête des luttes visant à résoudre la question nationale et cette question ne pouvait être effectivement résolue que dans la mesure où le régime capitaliste était renversé. Quant à lui, Trotsky, après avoir rappelé que les bolchéviks étaient en principe, d'accord sur le droit à l'autodétermination, il ajoutait immédiatement après : « Cependant, la question du pouvoir avait une importance décisive alors que les dirigeants temporaires du parti se révélaient absolument incapables de comprendre l'irréductible antagonisme entre les mots d'ordre bolchévistes dans la question nationale comme dans la question agraire d'une part, et, d'autre part, la maintien du régime bourgeois impérialiste, même camouflé sous des formes démocratiques ». Voilà donc ce que signifiait concrètement en 1917, la théorie de la révolution permanente, voilà pourquoi « le torrent national se déversait dans le lit de la Révolution d'Octobre » et, plus généralement, les Révolutions nationales apparaissaient comme « des degrés de la révolution mondiale du prolétariat ».

Il est possible de répondre ici à la question de savoir si la question doit être, ou non, subordonnée aux intérêts de la révolution prolétarienne. Une telle subordination, on le sait, fut reprochée aux bolchéviks qui, d'après leurs adversaires, auraient révélé leur hypocrisie en la matière, par exemple, lors des événements de Géorgie en 1921.

Le cas de la Géorgie est tout à fait spécifique et il est connu qu'aussi bien Lénine que Trotsky furent assez perplexes sur l'intervention militaire et s'opposèrent aux méthodes employées ensuite dans cette région par la tendance du parti inspirée par Staline. Un essai publié par Trotsky en 1922, indépendamment de son acceptation de l'explication officielle sur l'intervention, démontra, toutefois, d'une façon incontestable que la Géorgie n'était absolument pas indépendante, mais elle s'intégrait dans le jeu des forces réactionnaires internationales et nationales qui avaient déclenché la guerre contre la république des soviets.

Au delà du cas géorgien, en tout cas, Trotsky n'a jamais caché que la question nationale ne pouvait être considérée comme une priorité absolue et, de même que Lénine, il en a expliqué les raisons lors des polémiques sur la Belgique et la Serbie à l'époque de la première guerre mondiale. « Comprenez combien ce principe (le droit à l'autodétermination) était important à l'époque d'une transition au socialisme – écrivait-il dans son essai sur la Géorgie (4) – notre parti ne le transformait pourtant jamais en un dogme absolu, supérieur à toutes les autres nécessités et tâches historiques » (p.153). Dans *Histoire de la révolution russe* l'affirmation est encore plus nette : « La subordination des révolutions nationales arriérées à la révolution du prolétariat a son déterminisme sur le plan mondial. Alors qu'au XIXème siècle la tâche essentielle des guerres et des révolu-

tions consiste encore à assumer aux forces productrices des frontières nationales qui sont devenues pour elles des entraves » (5). La question ne saurait, donc, être posée abstraitement comme s'il s'agissait de choisir entre révolution nationale et révolution prolétarienne conçues en tant qu'entités absolues. Le prolétariat devrait soutenir les demandes nationales même si leur réalisation aboutissait à la formation pour une période plus ou moins longue d'Etats nationaux dirigés par la bourgeoisie (dans la mesure où cela serait un pas en avant, une prémisses objective du socialisme). Mais, dans le contexte de l'époque impérialiste, il s'agit d'une hypothèse tout à fait improbable. La bourgeoisie impérialiste foule aux pieds et détruit, par nécessité intrinsèque de son système les nationalités et leur indépendance. Quant à la bourgeoisie nationale, elle est incapable de jouer un rôle antimpérialiste conséquent. Ainsi, de même que les autres tâches démocratiques-bourgeoises, la tâche de résoudre la question nationale appartient désormais au prolétariat et ne sera accomplie que par une révolution sous l'hégémonie du prolétariat (soutenu par toutes les couches exploitées de la population urbaine et rurale).

La stratégie pour les pays coloniaux

Nous touchons ainsi un autre aspect fondamental de la conception de Trotsky sur la question nationale. Dans sa lutte contre la caste bureaucratique qui avait imposé son hégémonie dans le parti, l'Etat et l'Internationale communiste elle-même, Trotsky déclencha une polémique serrée contre les conceptions staliniennes, très proches des anciennes conceptions menchéviques, en esquissant à plusieurs reprises les lignes d'une stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Il suffit, par exemple, de rappeler son attitude à propos du conflit sino-japonais qui combina une critique systématique du rôle de la bourgeoisie « nationale » et de Chang Kai-shek avec la définition du caractère progressiste de la lutte de la Chine semi-coloniale contre l'impérialisme nippon (il est d'autant plus utile de rappeler cette position que la littérature attribua mensongèrement à Trotsky l'« instruction » de « ne pas empêcher à l'empire japonais d'occuper la Chine »). Il suffit de rappeler aussi les pages lucides sur la nécessité d'une lutte anti-impérialiste conséquente en Amérique Latine (ce qui impliquait une condamnation de la ligne stalinienne de collaboration avec l'impérialisme « démocratique » des Etats-Unis) ou sur l'orientation à suivre dans la révolution en Inde. « Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde se trouve elle-même obligée à faire le moindre pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne – lit-on dans une lettre de 1939 – le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses propres méthodes : meetings de masse, mot d'ordre audacieux, grèves, démonstrations et actions de combat plus

décisives, dépendantes du rapport des forces et des circonstances. Précisément pour faire cela, le prolétariat a besoin d'avoir les mains libres. L'indépendance complète envers la bourgeoisie est indispensable au prolétariat par dessus tout pour qu'il puisse exercer une influence sur la paysannerie, la masse prédominante de la population de l'Inde. Seul, le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique » (6).

Il faut mentionner, finalement, la contribution donnée par Trotsky dans les années 30 à une solution correcte de la question des noirs aux Etats-Unis, devenue dans la dernière décennie d'une actualité brûlante. En combattant toute incompréhension et résistance dans les rangs du mouvement révolutionnaire lui-même, il affirma la validité du principe de l'autodétermination aussi dans le cas des Afro-américains et il saisit l'importance très grande qu'aurait un mouvement des noirs comme propulseur de la révolution aux Etats-Unis. Dans un débat qui reste très actuel, il fit un parallèle avec la Russie pré-révolutionnaire et il expliqua que « les russes étaient les noirs d'Europe. Il est fort possible que les noirs aussi, par l'autodétermination, s'acheminent vers la dictature du prolétariat par quelques bonds gigantesques, avant le gros des ouvriers blancs. Alors, ils fourniront l'avant-garde ». C'est une indication sur laquelle devraient réfléchir tous les avocats d'un ouvrierisme traduit dans des schémas stériles.

La question de la Catalogne et une hypothèse significative

Trotsky ne minimisa pas non plus l'importance que les revendications nationales gardaient dans la période entre les deux guerres même dans certains pays d'Europe occidentale. En analysant la crise espagnole au commencement des années trente, il souligna l'importance de la tâche démocratique de l'autodétermination pour la Catalogne. « Les tendances séparatistes – écrivait-il – posent devant la révolution la tâche démocratique de la libre autodétermination nationale. Ces tendances se sont accentuées et extériorisées pendant la période de dictature. Mais tandis que le « séparatisme » de la bourgeoisie catalane n'est pour elle, dans son jeu avec le gouvernement de Madrid, qu'un instrument contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale. Il faut faire une distinction rigoureuse entre ces deux genres de séparatisme. Or, pour séparer de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans opprimés nationalement, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, dans la question de l'autodétermination la position la plus hardie et la plus sincère. Les ouvriers défendront jusqu'au bout le droit de Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante,

dans le cas où la majorité de ces peuples se prononcerait pour une séparation complète. Cela ne veut pas dire, cependant, que les ouvriers avancés pousseront les Catalans et les Basques vers l'indépendance. Au contraire, l'unité économique du pays avec une large autonomie des régions nationales présenterait pour les ouvriers et les paysans de grands avantages au point de vue économique et culturel » (7). Les critères essentiels pour s'orienter dans la question nationale ressortent encore une fois de la façon la plus claire.

Sous l'angle de la méthode, il est intéressant, finalement, de rappeler une hypothèse avancée par Trotsky à la veille de la deuxième guerre mondiale : « ...Si la nouvelle guerre se termine par la seule victoire de tel ou tel camp impérialiste ; si la guerre ne provoque ni insurrection révolutionnaire, ni victoire du prolétariat ; si une nouvelle paix impérialiste, plus terrible que celle de Versailles, charge les peuples de nouvelles chaînes, pour des dizaines d'années ; si la malheureuse humanité supporte tout cela tacitement et passivement – non seulement la Tchécoslovaquie et la Belgique, mais aussi la France peuvent être rejetées au rang de nations opprimées (on peut faire aussi la même hypothèse quant à l'Allemagne). En ce cas, l'effroyable désagrégation future du capitalisme devra rejeter tous les peuples en arrière pour de nombreuses dizaines d'années. Assurément, si se réalisait cette perspective de passivité, de capitulation, de défaite et de déclin, les masses opprimées et des peuples entiers seraient contraints de gravir de nouveau à genoux, le chemin historique déjà parcouru auparavant. Une telle perspective est-elle exclue ? Si le prolétariat tolère sans fin la direction des social-impérialistes et des communistes chauvins ; si la Quatrième Internationale ne sait pas trouver la voie des masses ; si les horreurs de la guerre ne poussent pas les ouvriers et les soldats dans la voie de la révolte ; si les peuples coloniaux donnent docilement leur sang pour les intérêts des esclavagistes – dans ces conditions, le niveau de la civilisation s'abaîsserait inévitablement et une régression et un déclin général peuvent poser à nouveau à l'ordre du jour des guerres nationales en Europe » (8).

Il est significatif que pendant la première guerre mondiale Lénine ait avancé, sur le terrain purement théorique, une hypothèse analogue (9). Ni l'une ni l'autre des deux hypothèses ne se traduisirent dans la réalité, comme d'ailleurs l'estimaient les auteurs eux-mêmes. Mais le fait même qu'elles furent exprimées, confirme d'un côté qu'ils attribuèrent une importance très grande à la question nationale, d'un autre qu'ils s'efforcèrent toujours de partir d'un contexte objectif – réel ou potentiel – et non pas d'un schéma transformé dans une norme absolue.

La question nationale dans l'étape de transition

A la suite du développement spécifique de l'URSS, à savoir de sa dégénérescence bureaucratique, la question nationale s'est posée aussi dans l'étape de transition du capitalisme au socialisme. C'est une nouvelle contribution de Trotsky, dans les années parmi les plus tourmentées et les plus fécondes de sa vie, d'avoir saisi et clarifié les termes du problème dans un contexte nouveau.

Le problème fut posé déjà dans la plateforme de l'opposition de gauche, qui dénonça la renaissance du chauvinisme et du nationalisme grand-russe dans la période de la NEP et avant le premier plan quinquennal. « Le bureaucratisme s'appuyant sur le chauvinisme – expliquait la plateforme – a réussi à transformer la centralisation soviétique en une source de frictions pour le partage des sièges de fonctionnaires entre diverses nationalités (fédération transcaucasienne) ; il a réussi à gâter les rapports entre le centre et les régions éloignées et a, en fait, anéanti le Soviet des nationalités ; il est devenu à un tel point le tuteur des Républiques autonomes que celles-ci n'ont même plus le droit de résoudre les conflits concernant les terres, qui surgissent entre les populations indigènes et russe... Dans ces conditions, la « nationalisation » de l'appareil soviétique local se fait aux dépens des minorités nationales ». Pour contrecarrer toutes ces tendances, il fallait, d'après la plateforme opérer un tournant résolu par l'adoption d'une série de mesures qui étaient indiquées avec précision et pouvaient être synthétisées dans le mot d'ordre de « revenir à la position de Lénine ».

La Révolution trahie, en 1936, consacra à cet aspect de la dégénérescence stalinienne tout un chapitre (« Nation et culture »). Selon l'auteur, l'oppression nationale avait acquis un trait particulier : « Nous ne sommes pas en présence de l'oppression d'une nationalité par une autre, au sens propre du mot, mais de l'oppression de toutes les cultures nationales, à commencer par la grande-russienne, par un appareil policier centralisé ».

Mais Trotsky précisa ses conceptions surtout par rapport à la question ukrainienne qu'il discuta dans quelques articles importants. « Malgré le pas en avant gigantesque représenté par la Révolution d'Octobre dans le domaine des rapports nationaux – écrivait-il en juillet 1939 (10) – la révolution prolétarienne isolée dans un pays arriéré s'est avérée incapable de résoudre la question nationale et notamment la question nationale ukrainienne qui, par son essence même, a un caractère international. La réaction thermidorienne, couronnée par la bureaucratie bonapartiste, a repoussé en arrière les masses travailleuses sur le plan national aussi ». D'où la légitimité des aspirations à l'indépendance, qui doivent se concrétiser dans le mot d'ordre « pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unie, libre et indépendante ». Trotsky

était, d'ailleurs, convaincu que dans la mesure où se produisait une régénérescence révolutionnaire de l'URSS, l'Ukraine indépendante « pourrait par la suite rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle-même jugerait acceptables » (11).

Dans ce cas non plus Trotsky ne se limite à proclamer des principes abstraits, mais il exprime une revendication principielle dans un contexte historiquement déterminé. Le mécontentement national des Ukrainiens est l'une des contradictions engendrées par la dégénérescence bureaucratique. Le problème est, donc, d'exploiter cette contradiction dans le cadre de la lutte globale pour le renversement de la bureaucratie : « l'insurrection nationale n'est qu'un segment de la révolution politique » (Writings 1939-1940, p.77).

Mais le mot d'ordre de l'indépendance de l'Ukraine présentait un aspect supplémentaire. A l'époque où Trotsky écrivait, une partie des Ukrainiens étaient sous la domination polonaise, hongroise et roumaine. La demande de l'indépendance et de l'unité de l'Ukraine pouvait, donc, jouer un rôle de rupture dans cette direction aussi : « Le même mot d'ordre ouvre au parti prolétarien la perspective de jouer un rôle dirigeant dans le mouvement national ukrainien en Pologne, en Roumanie et en Hongrie ». Dans ce sens la question ukrainienne pouvait acquérir « une importance énorme non seulement pour l'Europe dans son ensemble » et « le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme était directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne ».

L'orientation fixée par Trotsky à propos de l'Ukraine garde toute sa valeur dans des situations analogues qui se sont produites après la deuxième guerre mondiale. Elle suggère un critère essentiel face aux problèmes nationaux que la domination de la bureaucratie de Moscou a fait renaître dans les pays d'Europe orientale. C'est pourquoi, la IV^{ème} Internationale, a inclu dans son programme « le mot d'ordre des Républiques Socialistes Soviétiques indépendantes et souveraines de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Georgie, de Lithuanie, de Lettonie et d'Esthonie, tout en préconisant en même temps la confédération sur un pied de stricte égalité, de tous ces Etats ouvriers, en une ou plusieurs fédérations démocratiques d'Etats ouvriers » (12).

La conception trotskyste de la question nationale s'intègre, donc, rigoureusement dans la conception générale de la dynamique révolutionnaire à notre époque et, en dernière analyse, elle n'est qu'une expression particulière de la conception de la révolution permanente, pivot de toute la pensée de Trotsky.

Livio Maitan
10 mars 1972

NOTES

- (1) Nous tirons nos citations d'une édition américaine, publiée sous le titre de « The Bolsheviks and World Peace », 1918.
- (2) Pour les polémiques sur les Etats-Unis Socialistes d'Europe, v. la première partie de *l'Internationale Communiste après Lénine*. V. le tome 22 des œuvres de Lénine.
- (3) V. *Sur la deuxième guerre mondiale* La Taupe, Bruxelles, 1970, p.209 et 173-174.
- (4) *Entre l'impérialisme et la révolution* La Taupe, Bruxelles, 1970.
- (5) V. sur le même sujet d'autres passages de l'essai sur la Georgie et *The Bolsheviks and the World Peace*, p.171.
- (6) V. aussi *Sur la deuxième guerre mondiale*, p.58-59.
- (7) *Ecrits*, Paris, 1959, tome III, p.423-424.
- (8) V. *Sur la deuxième guerre mondiale* p.57-58.
- (9) « Si le prolétariat européen était affaibli pour une vingtaine d'années ; si cette guerre finissait par des victimes dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux parfaitement viables ; si l'impérialisme extra-européen (japonais et américain surtout) se maintenait aussi une vingtaine d'années sans aboutir au socialisme, par exemple à cause d'une guerre nippo-japonaise, alors une grande guerre nationale serait possible en Europe » (Lénine : à propos de la brochure de Junius. OC T22)
- (10) V. *Writings of Leon Trotsky (1939-1940)*, p.75.
- (11) V. l'article « la question ukrainienne », publié en appendice à *Entre l'impérialisme et la révolution* La Taupe, Bruxelles, 1970.
- (12) V. La résolution du Congrès Mondial de 1957.

Les protestations et les manifestations contre la dictature grecque reviennent chaque printemps rappeler l'existence d'un régime dont la tâche principale a été la liquidation de toutes les organisations ouvrières, le cantonnement de leurs militants dans les bagnes d'Égine, de Corfou et dans les îles de la mer Égée.

A cette époque de l'année, la mauvaise conscience de la bourgeoisie européenne rejoint le ron-ron des politiciens et des formations politiques grecques qui, depuis cinq ans, promettent le « rétablissement de la démocratie ».

Il est vrai que, de 21 avril en 21 avril, les protestations se font plus molles, moins convaincantes.

Les dirigeants d'Athènes, eux, ne manquent pas de souligner le dégonflement des exilés du 22 avril et aussi, faut-il le dire, de présenter au peuple grec l'opposition « démocratique » comme elle est : incapable de trouver une unité autour de son projet politique utopique, de plus en plus divisée même, avec les formations politiques se scindant au fur et à mesure de leurs échecs. Du côté des bourgeoisies d'Europe occidentale, la conviction apparente des premiers jours fait place à la « compréhension ». Petit à petit, ceux qui s'empresaient de condamner les colonels en arrivent à envisager et à entreprendre des discussions avec M. Papadopoulos, voire à lui demander comment il a fait.

Pour les révolutionnaires européens et grecs, cette évolution, liée à la situation sur place, n'est pas plus un mauvais coup de la fatalité que la dictature elle-même.

C'est en fonction des luttes sociales, des tensions entre les classes et des efforts de la bourgeoisie pour les contenir ou les apaiser qu'ils l'examinent. Mais entreprendre aujourd'hui de tracer un bilan des 5 dernières années, est non seulement la seule façon de montrer par quelle voie doit passer l'organisation des militants de la classe ouvrière en Grèce et par la même occasion le balayage de toutes les illusions réformistes, mais aussi de montrer dans quelle mesure la lutte prolétarienne en Grèce est concrètement liée à celle qui s'amplifie aujourd'hui en Europe occidentale. A travers la profonde unité des intérêts stratégiques de la bourgeoisie et de sa tactique dans une région qui dépasse largement les limites géographiques de notre continent pour s'étendre vers le Moyen-Orient et l'Anatolie.

résultat prévisible le dépassement, non seulement des formations bourgeoises, mais aussi du parti communiste lui-même. Ce n'est un secret pour personne, en effet, que durant les manifestations populaires quasiment ininterrompues qui ont suivi le coup d'Etat royal de juillet 1965 (élimination par le roi du « libéral » Papandréou), l'EDA réformiste avait du mal à tenir ses troupes. Face à ce danger précis de voir sortir dans la rue des masses décidées de plus en plus à remettre en question, les fondements mêmes de leur mécontentement, à savoir la domination du capital et de ses institutions, la partie la plus consciente de la bourgeoisie a pris l'initiative du coup d'Etat avec l'aide bienveillante des services de l'OTAN.

Si l'on s'en tient à l'image des prises de positions des formations politiques au lendemain du 21 avril, on remarque une opposition quasi généralisée au nouveau régime. Des politiciens bourgeois, peu suspects de sympathies envers la gauche, sont emprisonnés et multiplient les déclarations d'hostilité.

La capacité des réformistes du PCC de maintenir une fiction d'opposition démocratique généralisée, la fameuse « résistance passive », a été basée sur cette impression mais aussi sur l'inexistence d'une force révolutionnaire organisée au sein des masses, qui aurait pu, en exploitant les sentiments antidictatoriaux incontestables du peuple grec, capitaliser les acquis des luttes précédentes et fournir une issue réelle. On ne répétera jamais assez que l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante. En prenant pour argent comptant les déclarations de politiciens bourgeois, les réformistes du PCC ont maintenu les masses sous l'emprise de cette idéologie.

La logique du réformisme, attelage permanent du mouvement ouvrier au char des politiciens bourgeois « démocrates », s'est encore avérée un lamentable échec.

Car les divergences qui se manifestent entre des tendances de la bourgeoisie, ne sont pas déterminées suivant le clivage abstrait : réactionnaire, moins réactionnaire, démocrate. Les forces en présence, à chaque période et à chaque moment historique découlent soit de divergences d'intérêts économiques et le problème qui se pose est quelle tendance va prendre la tête de la classe bourgeoise à travers le triomphe de ses intérêts propres, soit de divergences conjoncturelles qui apparaissent quant à la

OU VA LA DICTATURE ?

Le jugement à porter face à un phénomène historique ne dépend pas, en dernière analyse, de l'examen de la volonté immédiate des protagonistes de celui-ci. Les résultats de la politique bourgeoise, ou plus correctement des moyens mis empiriquement en œuvre pour contenir le mouvement ouvrier et assurer l'accumulation du capital, sont saisis par un examen du rapport des forces créé à travers toute une évolution et non pas comme la continuation de celui qui est à l'origine de cette période.

Ces remarques sont nécessaires car, incontestablement, la dictature ouvre toute une période de la vie politique. Mais, principa-

lement parce que ce qui caractérise la majorité des forces de la gauche grecque, c'est, pour diverses raisons, le refus ou l'incapacité de saisir les changements opérés dans la société grecque et par conséquent d'agir sur celle-ci.

Il est évident, pour tous ceux qui connaissent les années de lutte qui ont précédé le coup d'Etat, que sa fonction immédiate a été l'arrêt par la violence de la montée du mouvement populaire, la destruction par les camps, les tortures, les prisons, de toute organisation pouvant l'exprimer.

La répression n'a pas épargné les forces non communistes, s'étendant jusqu'aux groupements royalistes, dans la mesure où toute agitation pouvait servir de prétexte à une mobilisation accrue des masses avec comme

d'une dictature & d'une résistance

défense de la bourgeoisie dans son ensemble face aux dangers d'un mouvement populaire.

Pour comprendre l'histoire des luttes sociales des 10 dernières années en Grèce et pour arriver à saisir l'évolution récente du pouvoir capitaliste, il est nécessaire d'examiner avant tout la puissance économique de la bourgeoisie. Toute cette période n'étant en fait que celle du passage du capitalisme grec d'une marginalité par rapport aux marchés internationaux à une insertion de plus en plus accentuée dans le circuit mondial.

La bourgeoisie grecque s'est trouvée au début des années 60 avec un marché intérieur parcellisé, des unités de production petites et éparpillées. Résultat d'un développement d'après-guerre qui s'est fait avec l'aide de hauts tarifs douaniers et du désintérêt des investisseurs étrangers, cette situation était remise en question à partir de cette période par l'afflux croissant de capitaux et de produits étrangers et la reprise des luttes économiques de la classe ouvrière. Les capitalistes internationaux risquaient de s'accaparer le marché grec par l'importation et l'installation sur place, et les faibles possibilités des petites entreprises à satisfaire ces revendications donnaient à ces luttes un terrain de radicalisation.

Dès cette époque, les industriels les plus clairvoyants ont compris que la seule solution pour leur survie était une concentration accrue du capital et une association avec le capital étranger. Mais au niveau de la bourgeoisie dans son ensemble, la conjonction de la montée du mécontentement populaire et de la crise structurelle de l'économie a amené une crise politique qui aujourd'hui encore n'est pas entièrement résolue.

Toute la période qui précède la dictature est ainsi la manifestation des tentatives répétées de concilier les fractions bourgeoises se dégageant de cette crise, des tentatives de ces fractions (divisées surtout par l'importance à donner au capital indigène dans le développement industriel) non seulement de se présenter comme les garants de la survie économique de la bourgeoisie mais aussi comme ses sauveteurs face aux luttes ouvrières. La période qui lui succède est celle d'un processus d'unification objective des intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie; construite sur le démantèlement violent du mouvement ouvrier.

Le gouvernement Papadopoulos ne perd

pas une occasion de mettre en avant ses réalisations dans le cadre de l'industrialisation et du « progrès » économique. La fédération des industriels grecs réclame sa place dans l'UNICE, organisation élargie à dix, du patronat européen. Nous laissons à ceux qui prévoient l'effondrement économique du régime, ou plutôt à ceux qui les ont crus, le soin de polémiquer à ce sujet.

Pour nous, le rôle historique de la dictature a été l'accomplissement de ce « progrès », la réalisation par la coercition, même au sein de la bourgeoisie, de l'industrialisation et aussi de l'unification du capital étranger et grec, l'insertion de la Grèce dans le marché mondial des marchandises et des capitaux. Même si cela fait partir en fumée la « bourgeoisie nationale » tant louée par le PC.

C'est ainsi qu'après cinq années de répression, après les échecs répétés des organisations « représentatives » à mobiliser les masses, à offrir des perspectives à l'oppression quotidienne des travailleurs, les dirigeants d'Athènes se sentent assez à l'aise pour entreprendre la manœuvre de la « démocratisation », surtout quand les oppositionnels irréductibles de la veille se montrent prêts à discuter et vont, comme le quotidien « TO VIMA » (ex-centriste et oppositionnel actuel) jusqu'à lancer le débat sur l'application de la constitution de 1968. Ou alors rencontrent le premier ministre lui-même durant ses fameux « contacts » avec les ex-parlementaires.

Il est vrai que l'opération est assez risquée au point qu'on peut sérieusement douter de la réussite d'une telle institutionnalisation. Malgré la volonté manifeste et la possibilité d'exploiter l'impasse de la résistance et de canaliser l'opposition populaire vers un débat inoffensif, de limiter pour ainsi dire la répression aux cas isolés de réorganisation des forces révolutionnaires et ouvrières, les tensions sociales sont telles, le musèlement de la classe ouvrière à ce point nécessaire pour la bourgeoisie, que l'opération prend le caractère d'une acrobatie dangereuse.

Il est vrai aussi que face à la perspective d'entrée dans la CEE, il est absolument nécessaire de faire miroiter devant la classe ouvrière européenne une Grèce « relativement démocratique », le moment étant propice à la diffusion d'illusions parmi les masses en leur offrant un « nouveau réformisme », en essayant de créer un minimum de base sociale au régime actuel.

Mais ce début timide de vie politique offre des possibilités considérables aux militants révolutionnaires. En exploitant les moindres failles du mécanisme, en accentuant ses contradictions, ils peuvent s'insérer très rapidement dans le mouvement et non seulement faire échouer cette mascarade, mais aussi la mettre de côté pour propulser sur la scène politique les problèmes qu'elle essaye de masquer : les revendications économiques et politiques des travailleurs et, à travers la dynamique de ces luttes, la question du pouvoir. Car ce qui, en dernière analyse, détermine la tournure actuelle de la politique du pouvoir, c'est la tentative de contenir des tensions ressenties à chaque niveau de la vie sociale.

Loin d'être une victoire pour l'opposition « démocratique », elle est entreprise à cause de son échec et ne réussira que grâce à sa complicité déjà largement acquise.

LA CRISE DU P.C.G.

Le tournant dans la vie politique grecque auquel nous assistons a été possible après une évolution de la totalité des forces politiques que le PCG a conditionnée et subie. Il est particulièrement important de voir la crise qui le traverse et qui est la plus profonde qui ait frappé ces dernières années un PC européen, pour saisir la vulnérabilité du stalinisme face aux échéances précises que pose la lutte des classes, mais aussi pour préciser les tâches qui incombent aux révolutionnaires pour l'exploiter en faveur de la classe ouvrière. La première scission au sein du PCG a eu lieu en 1968 après l'invasion des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. La présence côte à côte des tensions créées au sein du parti par la défaite de 67 et des divergences sur la question tchèque l'ont fait éclater.

Mais les tendances qui se sont séparées à ce moment ne l'ont pas fait en partant uniquement sur ces deux points. Le clivage (les textes de discussion internes publiés peu après le montrent) était déjà opéré non par sur la question grecque, mais quivait une ligne de démarcation commune à la bureaucratie dans son ensemble, s'exprimant sous la forme de problèmes locaux au début et internationaux après août 68. Les divergences au sein du stalinisme, entre néo-staliniens et réformistes nationaux, qui dans tous les PC ont coexisté durant une période, n'ont pas pu vivre côte à côte dans ce cas. Non pas que les uns ou les autres

aient eu la possibilité de fournir une explication des problèmes en présence, mais parce qu'il leur était nécessaire, pour garder leur base, de se présenter comme les redresseurs et les purificateurs du parti.

Ainsi, la fraction pro-Moscou a été présentée comme éloignée de la réalité grecque, bureaucratifiée, dogmatique, etc., par la fraction « intérieure » qui elle-même était traitée de réformiste, liquidatrice du marxisme-léninisme, capitulaire face aux bourgeois... L'ampleur du mécontentement de la base est visible à travers les vérités partielles qui sont énoncées. La continuation, par ailleurs, de la politique du passé a été prouvée par le type d'alliances passées par les deux tendances et par les perspectives offertes vers une démocratie « véritable ».

Pourtant, une telle scission, même si fondamentalement rien n'avait changé dans l'orientation stratégique des deux groupes, ne pouvait pas rester sous sa forme initiale. Si, au sein du PC pro-Moscou, on trouve tous les bureaucrates vivant dans les Etats ouvriers, qui se garantissent ainsi une base sociale, au sein du PC intérieur se sont trouvés dès le départ des éléments allant de la gauche en rupture avec la bureaucratie, à la droite, en rupture avec la nature ouvrière du parti. C'est dans ce PC (intérieur) que nous devons voir une évolution déterminante, à cause du fait qu'il a été obligé de véhiculer toutes les répercussions de la crise du stalinisme, tandis que de l'autre côté, les liens avec la bureaucratie de l'est ont garanti une certaine stabilité politique qui est synonyme de centralisme bureaucratique et de musèlement des forces centrifuges.

Une rupture avec les intérêts de la bureaucratie soviétique ne se fait pas impunément pour un parti communiste. Elle ne peut se faire que si ce parti dispose d'une puissance suffisante, d'une insertion considérable dans l'appareil syndical et administratif pour jouer un rôle national et garantir les intérêts de sa bureaucratie à ce niveau. Le PC italien, à cause de sa puissance a pu rompre momentanément avec Moscou. Ce n'est pas un hasard que c'est près de celui-ci que le PCG(int) a puisé son prestige et ses fonds.

A travers toute la période qui s'est écoulée depuis la scission, les tendances présentes ont coexisté perpétuant la situation de crise, mais incapables de se singulariser et de poursuivre indépendamment leurs projets politiques. Ceux qui ont entrepris une critique de la stratégie du PC et constitué une gauche au bord de la rupture ont été incapables de théoriser leurs divergences avec la bureaucratie du PC(int), en prenant au sérieux les affirmations de celle-ci sur une « problématique nouvelle » et en confondant sa phraséologie révolutionnaire avec un changement radical de direction. La façon suicidaire et irresponsable avec laquelle le PC (int) a organisé des actions « armées » (voir explosion dans le parking de l'Ambassade Américaine à Athènes qui a coûté la vie aux deux mili-

tants impliqués) montre combien cette phraséologie était sans rapport avec ses intentions réelles. Sa fonction était plutôt, durant une période (après la dictature) qui a vu le développement de plusieurs groupes se situant à la gauche du PC et se réclamant de la lutte armée, de maintenir dans le parti le grand nombre de militants qui étaient attirés par ce courant.

Il est vrai que seule l'existence d'une gauche révolutionnaire non seulement capable d'affirmer la nécessité de la lutte armée mais aussi de l'entreprendre sérieusement et de fournir une critique globale des deux PC, aurait pu décrocher ces camarades de la tutelle de la bureaucratie. Comme nous le verrons plus loin la gauche révolutionnaire a été dans l'impossibilité de constituer un tel pôle. C'est pour cela que tous ces militants radicalisés surtout par les luttes d'avant la dictature, n'ont pas opéré une cassure des forces du PCG qui aurait pu être décisive. Depuis déjà un an, sinon plus, le processus de récupération est terminé, signifiant une victoire de la droite du PC(int).

Les conséquences ont été graves pour le travail de construction d'une avant-garde révolutionnaire, mais aussi pour la sauvegarde de la base ouvrière du PC (int) lui-même.

Car cette tendance alimentée politiquement et « théoriquement » par la confusion totale qui a suivi le coup d'Etat (il est significatif qu'une partie considérable de militants du PC qui se sont refusés à prendre position durant la scission de 68 se sont auto-intitulés « chaos ») et socialement par la base petite-bourgeoise importante du PCG tend de plus en plus à rompre avec toute référence prolétarienne. Pire encore, l'échec renouvelé de la stratégie réformiste prônée depuis 5 ans et qui permet aujourd'hui les tentatives de « légalisation » du régime, pousse toute une série de militants vers une opposition légale qui, premièrement ne peut conduire par elle-même à une lutte effective contre la dictature et deuxièmement les coupe totalement de la base ouvrière qui malgré toutes les mesures de « libéralisation » sait très bien que l'attitude du pouvoir face à ses organisations reste et restera inchangée.

Les récentes déclarations de Théodorakis, malgré le peu de sérieux qui caractérise le personnage, sont en fait (et à ce sujet nous avons des sources plus sérieuses), la consécration de cette nouvelle scission de fait dans les rangs du PC (int).

Mais de cette manière la limite est dépassée. La bureaucratie ne peut plus admettre de pareilles positions, pas parce qu'elles sont réformistes mais parce qu'elles la couperaient de sa base de classe. Sans pouvoir obtenir la possibilité de constituer la bureaucratie d'un mouvement ouvrier légal, la direction du PC (int) ne peut admettre ce choix.

De l'autre côté, face à l'exacerbation des luttes au niveau international, les PC semblent se ressouder entre eux puisque la gravité des tensions sociales et le dévelop-

pement dans plusieurs pays d'organisations révolutionnaires impliquées directement dans la vie politique, menacent leurs privilèges dans les deux sens.

Le soutien de plus en plus ouvert accordé au PCG pro-Moscou par le PC français et le PC belge, la présence au dernier congrès du PC italien de représentants des 2 tendances et d'un émissaire du PCUS chaleureusement applaudi, montrent que la situation créée depuis 1968 devient inacceptable. La réunification du PCG est ainsi à l'ordre du jour.

L'opposition légale de la tendance petite-bourgeoise dégagée réussira peut-être à rendre plus difficile les projets de pouvoir mais leur donnera une crédibilité supplémentaire s'ils réussissent.

Dans ce jeu serré, les tâches des révolutionnaires doivent être précisées à cause de leur ampleur. Comme doit être précisée la situation de la gauche révolutionnaire dans son ensemble.

LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE DANS L'IMPASSE

Le développement d'avant gardes révolutionnaires au niveau de la planète que l'on observe depuis plusieurs années est le résultat conjoint de la montée des luttes sociales et de la crise du stalinisme. Pour le comprendre et pour saisir sa dynamique, il faut l'examiner comme un processus international où chaque acquis politique théorique et organisationnel se répercute de pays en pays et où le désarroi des bureaucrates face à ce développement, qui touche aussi les Etats ouvriers, lui donnant une perspective anti-bureaucratique évidente, offre des possibilités sans précédent d'une internationalisation non seulement des luttes mais aussi de la critique du stalinisme.

Ainsi la réalité nous montre suffisamment combien ce phénomène fondamental n'est pas le résultat arithmétique de développements partiels mais au contraire comment des acquis partiels sont des facteurs d'accélération pour les terrains de luttes voisins ou mêmes lointains.

Il faut, dans le cas grec, renoncer à saisir la présence de la gauche révolutionnaire si l'on refuse de partir de ces constatations. Les mobilisations de 65, aboutissement de toute une période comme nous l'avons déjà expliqué, ont été le berceau de ce courant. Le fait que la cristallisation organisationnelle soit venue après avril 67 est non seulement le fait de l'ampleur de la défaite, de l'ampleur de la prise de conscience de l'échec du PCG mais aussi de la montée des avant-gardes en Europe et de leurs impulsions : la révolution vietnamienne et les répercussions de la révolution cubaine. La formation de groupes révolutionnaires en rupture avec les formations politiques traditionnelles, sur la base de la constatation de leur échec, s'est exprimée idéologiquement par une acceptation quasi automatique du stade actuel auquel était arrivée

internationalement la critique du réformisme dans les pays non impérialistes : le foquisme, la croyance au pouvoir catalyseur d'un petit groupe entamant la lutte armée.

Il suffit de lire les textes de ces groupes pour voir combien les théorisations contestables de Debray et ensuite les écrits de Marighela les ont influencés. Les militants en contact avec l'étranger ayant joué un rôle de courroie de transmission extrêmement important.

Mais la constitution d'une avant-garde implantée dans les masses, ne fut ce que d'une façon limitée, ayant fait une critique du passé, capable d'intervenir à chaque occasion politiquement, n'était pas nécessairement acquise.

Le refus d'une opposition démocratique bourgeoise, la condamnation du PCG ne reposait en fait que sur des constatations empiriques. La globalisation de ces expériences ne pouvait en découler automatiquement, mais nécessitait une connaissance théorique, une expérience politique et avant tout une compréhension de la place de ces constatations dans la continuité du mouvement ouvrier comme dans la réalité internationale.

Il est vrai par contre, et cela a été vérifié (Tupamaros, FDPLP...) que la simultanéité d'un développement d'avant-garde spontanée et d'un développement d'un mouvement des masses, peut à travers les expériences auxquelles les révolutionnaires sont confrontés, accélérer énormément le dépassement de l'empirisme vulgaire et le rapprochement du marxisme révolutionnaire, assurer l'implantation dans les masses, constituant ainsi une base ouvrière et limitant les pressions de l'idéologie petite-bourgeoise sur ces groupes.

En Grèce cette coïncidence n'a pas eu lieu. A cause principalement de l'ampleur de la crise des formations politiques, et surtout du PC, qui s'est peut-être manifestée par une multiplication de groupes gauchistes mais qui a profondément démoralisé les masses. Les militants ont été condamnés à puiser dans leur bagage théorique stalinien ou même centrisme (bourgeois) de gauche, isolés des masses, à la merci de l'idéologie dont ils étaient imprégnés pour la plupart, le révolutionnarisme petit bourgeois. C'est ainsi que l'empirisme a conduit au spontanéisme — croyance que sa propre volonté radicale est ressentie au niveau des masses — et que se dessinait le cercle vicieux : l'isolement empêche l'action, l'inaction conduit à l'isolement. Le placement de bombes artisanales ne pouvant pas être sérieusement considéré comme de la lutte armée, exprimant plutôt un isolement parfois tragique.

L'absence d'une organisation marxiste révolutionnaire quelque peu développée a profondément marqué cette évolution, qui est visible même par la régression du niveau théorique des textes spontanés. Une telle organisation aurait pu non seulement fournir la résolution de tous les problèmes, mais constituer le point de liaison avec la tradition du mouvement ouvrier, en Grèce

comme internationalement, historiquement comme théoriquement, non seulement inexploitée mais ignorée par la grande majorité des militants.

La faiblesse des marxistes révolutionnaires, littéralement décimés durant la dernière guerre mondiale par la réaction et les staliens, qui sont responsables de l'élimination de leurs meilleurs cadres, broyés depuis lors par la répression et par la présence d'un PC relativement puissant durant la longue période de recul que sont les années 50, n'a pas pu être dépassée avant la dictature. Après, lancés tout de suite dans le combat ils ont fourni tout compte fait les militants les plus décidés, parmi les seuls à défendre face aux juges de la junte la perspective de la révolution prolétarienne. Mais sans réussir à opérer la jonction organisationnelle avec les groupes les plus radicaux durant la période décisive qui a suivi le coup d'Etat.

Dans un deuxième temps l'incapacité de la gauche révolutionnaire dans son ensemble, de mobiliser les masses a déterminé ce que nous avons décrit comme la récupération par le PC (int) de sa fraction de gauche.

Aujourd'hui l'impasse de ce courant révolutionnaire est évidente et constitue une donnée sérieuse du problème. Confondant la nécessité d'un affrontement violent avec la bourgeoisie, non seulement à long terme mais dès les premiers mouvements des masses, avec la nécessité de la bombe comme seule action en définitive ; confondant tout refus de lutte armée avec un alignement objectif du côté du pouvoir ; incapable de comprendre que les changements dans la forme de la répression nous imposent une adaptation de notre tactique ; il se refuse à exploiter les possibilités qui sont offertes par la manœuvre de « démocratisation », en l'envisageant comme un vaste complot où participe tout le monde, PC inclus, refusant ainsi de saisir comment s'exprime concrètement le rapport des forces entre les classes, étant incapable d'agir sur lui.

Il est vrai que ce courant n'est pas homogène et que des différenciations importantes existent. Mais actuellement la question n'est plus de soutenir et de suivre un mouvement ascendant mais d'essayer de sauver les éléments et les groupes les plus avancés d'un mouvement en décomposition. Ceux qui sont arrivés par l'expérience de ces dernières années, à avancer la stratégie de la révolution prolétarienne constituent un acquis considérable, politiquement et organisationnellement. Capables à travers les changements opérés dans la vie politique de quitter la panacée de la bombe et de participer aux luttes qui ne manqueront pas d'éclater.

TACHES DES INTERNATIONALISTES ET INTERNATIONALISATION DES TACHES

La survie du régime de Papadopoulos n'est ni un miracle, ni la preuve de sa popularité.

S'étant imposé à un peuple de plus en plus conscient de sa force, perpétuant les moyens de la réprimer, il ne doit ses cinq années de présence sur la scène politique qu'à l'absence d'expression organisée de cette force.

A long terme la confusion que l'on a connue ne continuera pas à profiter aux ex-colonels. Déjà dans les failles que laissent les libertés dérisoires accordées s'insère le mécontentement ouvrier accumulé, la réaction de la jeunesse à l'obscurantisme d'une idéologie faite d'une curieuse mixture d'encens et de sous-produits occidentaux.

Accélérer le processus en cours, éviter le cantonnement des aspirations populaires dans le couloir étroit de l'opposition « légale », capitaliser tout ce que la crise du stalinisme a propulsé vers la révolution, c'est ainsi que se définissent les tâches des marxistes-révolutionnaires. Pour dépasser l'émiettement actuel non seulement par la polémique écrite et orale, mais pour favoriser le développement des luttes qui accéléreront la clarification politique.

Par ailleurs, tandis que la construction de l'Europe du capital influe directement sur l'attitude de la bourgeoisie grecque, tandis que la lutte des révolutionnaires turcs fait trembler la Méditerranée orientale, tandis que l'impérialisme américain s'assure des bases « solides » en Grèce et en Turquie face à la révolution palestinienne et arabe et que l'indépendance formelle de Chypre est mise en question par sa stratégie, il est impossible d'ignorer la dimension directement internationale de la lutte du prolétariat grec.

Il est aussi impossible de nier cette dimension au niveau de la lutte contre le stalinisme et de la progression théorique et politique de l'ensemble du courant détaché du conservatisme bureaucratique.

Les militants marxistes révolutionnaires grecs à cause de leur appartenance à la IV^{ème} Internationale sont capables d'assumer dans la mesure de leurs forces les tâches posées à ce stade du processus menant au renversement du capitalisme dans leur pays, conscients du fait que la révolution en Grèce s'inscrit dans un cadre beaucoup plus vaste, que leur travail est un facteur d'accélération des luttes menées en dehors des frontières grecques.

M.V.

GRECE



La résolution suivante a été adoptée le 16 avril par le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

libération immédiate des trotskystes chinois !

Arrêtés depuis décembre 1952-janvier 1953 en République Populaire de Chine, un certain nombre de trotskystes chinois ont été emprisonnés sans jugement.

Leur incarcération sans procès est totalement illégale : d'après l'article 87 de la constitution de la République Populaire de Chine « les citoyens de la RPC jouissent de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté d'association, de la liberté de défiler et de la liberté de manifester. L'Etat garantit aux citoyens l'usage de ces libertés en accordant les facilités matérielles nécessaires ».

On trouve parmi ces prisonniers :

— **Chen Chao Lin**, membre fondateur du PC puis du mouvement trotskyste chinois, Chen est né en 1901. Après avoir travaillé à Paris avec Chou en Lai et Chen Yi (ex-ministre de la défense nationale de la RPC) à la fin de la première guerre mondiale, il rejoignit Moscou pour étudier à l'Université Communiste des Travailleurs de l'Orient. En 1925, il retourne en Chine comme membre du Comité Central du PCC ; possédant l'Anglais, l'Allemand, le Français et le Russe il traduisit les ouvrages marxistes en Chinois et entreprit la formation de cadres révolutionnaires dans la jeunesse. Lors de la révolution de 1925-27, il joua un rôle important dans la région de Wuhan. Après la défaite Chen devint trotskyste : arrêté par la police du Kuomintang, il fut condamné à 15 ans de prison et ne fut libéré que 7 ans plus tard en 1937, au début de la guerre sino-japonaise. Il se consacra dès lors aux traductions des œuvres de Trotsky en Chinois et, après la reddition des Japonais, en 1945, à la publication d'un bi-mensuel « La Nouvelle Bannière » qui fut interdit par le gouvernement du Kuomintang. Lors de la libération de Shanghai par l'APL un certain nombre de

militants trotskystes allèrent s'installer à Hong-Kong poursuivant leurs activités politiques de l'extérieur. Chen fut de ceux qui restèrent sur place militant jusqu'à son arrestation. Chen a passé 27 ans de sa vie en prison (7 sous Tchang 20 sous Mao) : il a maintenant près de 72 ans.

Chiang Tseng Tung, dirigeant actif du mouvement ouvrier de Shanghai, il prit part à la grève générale et au soulèvement de 1925, poursuivit son travail d'ouvrier révolutionnaire sous la dictature du Kuomintang brandissant, en tant que trotskyste, le drapeau de la IVème Internationale. La police de Mao l'arrêta en 1952, s'il est toujours vivant il doit avoir près de 62 ans.

Chou Jen Sen, intellectuel révolutionnaire, il enseignait à l'école supérieure, il fut arrêté dans le port de Amoy (province de Fukien). On le croit emprisonné à Shanghai.

Ho Chi Sen, au début des années 20, il est un des leaders étudiants de Pékin et rejoint le Parti Communiste Chinois peu après sa fondation. Lors de l'expédition du Nord de l'armée révolutionnaire du Kwang-tung lancée de Canton pour libérer le pays des griffes des seigneurs de la guerre (1925-27) il joue un rôle dirigeant aux côtés de Mao Tse Toung d'abord à Wuhan puis dans la province de Hunan. Après le « coup » contre-révolutionnaire de Tchang Kai Shek à Shanghai (avril 1927) il travailla à la reconstruction du Parti Communiste dans la clandestinité. En 1929 (selon Chen Du Shiu) il se convainquit du caractère erroné de la ligne politique dictée par le Komintern au PCC et devint trotskyste. Il représentait les « Prolétaires », un des quatre groupes trotskystes qui fusionnèrent en 1931 pour donner naissance à la Ligue Communiste de Chine qui devint en 1938 la section chinoise de la IVème Internationale. Ho était déjà en mauvaise santé

lorsque son « vieux camarade » Mao le mit derrière les barreaux. On n'a rien su de lui depuis plusieurs années : s'il est toujours vivant, il doit avoir près de 75 ans. On a des raisons de craindre qu'il ait péri dans un camp de travail forcé.

Ling Hwer Hua, ce vétéran de la lutte révolutionnaire était membre du Comité Exécutif de l'Union des Imprimeurs de Canton quand il fut arrêté par la police de Mao fin 1952. Il fut envoyé à Wuhan avec d'autres trotskystes arrêtés dans la « zone administrative du Sud-Ouest » et condamné aux travaux forcés à perpétuité. Aucune nouvelle de lui n'a atteint le monde extérieur. S'il est toujours vivant, il a plus de 50 ans.

Ling Sun Chi, lecteur à l'université Sun Yat Sen de Canton il fut arrêté en 1953 après les mouvements de masse de la fin de l'année précédente. On ne connaît rien de son sort.

Wang Kuo Lung, professeur comme Chou Jen Sen, il fut arrêté à Wenchow (province de Chekiang). On le croit emprisonné à Shanghai.

Ying Kwan, étudiant en France avec Chou en Lai (1920), il milite en 1923 dans la section française de la Jeunesse Socialiste Chinoise avec Chen Yi et Li Fu Chwang (membre du BP du PCC) comme président de la commission d'organisation. En 1924, après avoir été secrétaire du Parti Socialiste Chinois pour l'Europe, il devint secrétaire du Parti Communiste Chinois pour la province du Shantung. En 1925, il est secrétaire du Comité Régional de Shanghai dont Chen Pi Lan était aussi membre. Dirigeant de la révolution de 1925-27 en Chine centrale (province de Ahhwei) il embrassa les idées trotskystes en 1929 et travailla à unifier les différents groupes qui existaient alors. Arrêté en 1932 par le Kuomintang, libéré en 1934, de nouveau arrêté, il ne

fut relâché qu'en 1937 (guerre sino-japonaise) et travailla pendant la durée de la guerre parmi les étudiants. Il reprit le travail politique à Shanghai jusqu'à son arrestation par la police de Mao. S'il vit toujours il doit avoir près de 72 ans.

Ceci ne représente qu'un petit nombre des trotskystes emprisonnés en Chine : outre les vétérans du mouvement, de nombreux jeunes militants sont aussi incarcérés. Certains ont été condamnés de 5 à 10 ans de travaux forcés ; il est possible que quelques uns aient été relâchés mais on ignore dans quelles circonstances. De surcroît, on est également sans nouvelles des membres des familles de ces prisonniers politiques, arrêtés eux-aussi.

Le régime de Mao devra fournir des informations sur le sort de ces prisonniers politiques : sont-ils toujours vivants ? Certains d'entre eux ont-ils été soumis à des procès secrets ? De quels crimes ou infractions à la loi ont-ils été accusés ? ... Le secret entourant ces incarcérations ne dit rien de bon sur la façon dont la constitution est appliquée en Chine. Il indique, au contraire, que ces arrestations ont été faites en violation flagrante d'une constitution qui garantit la « liberté d'expression » : Si cela n'est pas le cas pourquoi le gouvernement chinois ne leur a-t-il pas accordé un procès public ?

Exigeons que le gouvernement Mao respecte les droits que garantit la constitution !

Exigeons le respect de la démocratie prolétarienne en Chine !

Exigeons la libération des trotskystes chinois !

Nous demandons à toutes les organisations qui ont défendu la République Populaire de Chine contre ses ennemis, qui ont soutenu la révolution chinoise, de prendre position dans cette affaire pour nous aider à briser le mur du silence.

sur l'histoire du trotskysme en Palestine

Interview du Camarade Micha, membre de l'Organisation Socialiste Israélienne-Matzpen (tendance marxiste)

Question : Depuis quand existe-t-il un groupe trotskyste en Palestine ?

Réponse : Notre groupe trotskyste est apparu dans la deuxième moitié des années 30 du fait de la conjonction de trois facteurs :

Dans les années 30 eut lieu la grande immigration en provenance d'Allemagne dans laquelle se trouvait représenté à peu près l'ensemble des composantes politiques existant en Allemagne. Parmi ces immigrés, se trouvaient, entre autres, quelques camarades du KPO (1) (opposition brandlérienne) dont la majorité se rallia bientôt aux positions trotskystes (1937-38). Bien entendu, ils se trouvaient relativement isolés par rapport à la population dans son ensemble et ils n'avaient que des activités individuelles dans les luttes économiques. Le groupe s'efforça naturellement de tisser des relations, mais ce travail était entravé par la faiblesse de leur expérience et leur peu de familiarité avec les conditions nouvelles.

Le second facteur est l'existence d'un groupe de jeunes gens qui étaient organisés à ce moment dans un **Chugum Marxistim** (cercle marxiste), section jeune d'une des ailes gauches de **Poale Sion** (2). Cette aile gauche était reliée au « Bureau de Londres » (3). Il s'y manifesta pendant une brève période de réelles tendances favorables au trotskysme. Ce groupe de jeunes gens, composé essentiellement de personnes qui avaient grandi en Palestine, se rapprocha de façon autonome des conceptions politiques du trotskysme, sans dépasser totalement au départ ses positions sionistes, mais la rupture avec le sionisme intervint lors du déclenchement de la guerre mondiale. C'est à cette époque que nous (le groupe allemand) entendîmes parler de

donné les cercles marxistes et éditait le journal **Kol Hammadad** (la Voix de la Classe). A ces deux groupes vinrent s'associer au cours de cette période divers autres éléments, qui, pour la plupart, venaient du **Hachomer Hatsair** (la Jeune Garde), mouvement pour les Kibboutz, d'inspiration sioniste de gauche.

Ces divers éléments se rassemblèrent pour former le **Brit Kommunistim Mahapchanim** (Union des Communistes Révolutionnaires) qui d'emblée s'attela à un travail théorique et pratique. Indépendamment de nous, se développa un groupe d'immigrés allemands, qui pensaient que les trotskystes n'avaient pas à entreprendre d'activités particulières en Palestine et se cantonnaient dans un travail théorique.

Question : Quelle était l'essentiel de vos positions ?

Réponse : Tout d'abord, nous rejetions le sionisme sous tous ses aspects. Non seulement celui-ci n'était pas capable de résoudre les problèmes des juifs dans le monde, mais il créait, dès cette époque, un nouveau problème juif dans le monde arabe oriental. L'existence de la question juive dans le monde capitaliste moderne découlait, d'une part, de la non-réalisation des perspectives révolutionnaires (qui auraient créées les conditions de résolution de ce problème) du fait de la stagnation de la révolution internationale après Octobre (le stalinisme...). Cette situation trouva sa concrétisation la plus marquante avec la prise du pouvoir par le fascisme en Allemagne qui eut pour conséquences l'extermination physique de la plupart des juifs européens. La question juive était (et est encore) un symptôme de l'impasse où se trouve confiné l'ordre capitaliste contemporain et elle ne peut être résolue que par la révolution socialiste elle-même. Nous nous opposions à la création d'un Etat juif car il ne pouvait être qu'une composante de cet ordre décadent et ne pouvait que

rendre plus aigüe la question juive.

La colonisation sioniste, de par sa nature même, était nécessairement liée aux intérêts de l'impérialisme qui sont dirigés contre les masses du pays. La colonisation sioniste ne pouvait être menée à bien qu'en accord étroit avec les intérêts, et grâce à l'aide, d'une ou de plusieurs grandes puissances, comme le prouve tout le cours de l'histoire du sionisme. Le sionisme créa en Palestine un second secteur socio-économique que l'on isola autant que possible de la population arabe ; les sionistes chassèrent de leur secteur économique les travailleurs arabes et les marchandises arabes du marché pour établir un secteur capitaliste purement juif qui leur soit propre et constitue le précurseur de l'Etat sioniste. Ainsi, la classe ouvrière juive se trouva isolée de la population arabe et on priva le secteur économique arabe de toute possibilité de développement. C'est le prétendu syndicat **Histadrut** (4) qui contribua essentiellement à réaliser cette politique.

Question : Quelle réponse donniez-vous à la question juive en tant que révolutionnaires internationalistes ?

Réponse : Dès cette époque, et les premiers, nous savons que la perspective permettant de réaliser le dépassement du retard socio-économique de la région résidait dans un combat anti-impérialiste généralisé pour réaliser l'unification d'un monde arabe oriental socialiste (c'est ce critère qui est également déterminant dans notre position actuelle par rapport aux mouvements de résistance palestiniens). Nous considérons (et considérons toujours) que notre devoir est d'avoir une action propagandiste et organisationnelle parmi les masses juives et arabes, action orientée vers ce but et de créer un parti marxiste révolutionnaire unitaire dans la région, ce dont les staliniens, dont la politique suivait celle de la diplomatie du Kremlin, étaient incapables. Ce n'est que dans la perspective des Etats-Unis

Socialistes du monde arabe oriental que nous voyons une perspective permettant l'intégration politique des travailleurs juifs au combat anti-impérialiste et socialiste dans la région.

Question : Quel jugement porterais-tu, a posteriori, sur ce qu'à fait l'importance de votre groupe ?

Réponse : Notre situation politique et organisationnelle était extrêmement difficile durant la guerre mondiale. Nous étions (illégalement) opposés à trois ennemis : les sionistes, les impérialistes britanniques et les staliniens. Les derniers étaient à cette époque, prêts à nous livrer à la police britannique. Nous nous sommes concentrés essentiellement sur l'élaboration de nos positions programmatiques et sur leur diffusion dans Kol Hammadad. Par ailleurs, nous publions du matériel en arabe, allemand et anglais. Nous étions en relation avec des camarades trotskystes enrôlés dans l'armée britannique. Ceux-ci se mirent en contact avec les groupes trotskystes du Caire et d'Alexandrie. Sur le plan international, nous étions essentiellement en contact avec le **Revolutionary Communist Party** (section anglaise de la IV^{ème} Internationale) et partiellement avec le SWP en Amérique. Nous n'avons pu établir de contacts avec le Secrétariat International en Europe qu'après la guerre mondiale.

Nous intervenions souvent avec des tracts lors des luttes ouvrières dans les camps militaires britanniques, dans les chemins de fer et les compagnies pétrolières, etc... C'est-à-dire que nous nous concentrons dans les secteurs d'activité où des Juifs et des Arabes étaient exploités en commun par le capital impérialiste. Après la guerre mondiale, nous avons décidé de travailler dans ces entreprises. Cependant, nos projets de tisser de cette façon des contacts internationaux purent à peine trouver un semblant de réalisation car seul un petit nombre de travailleurs arabes fut « toléré » après l'apparition de l'Etat israélien dans les entreprises par l'establishment sioniste.

Question : Quelle fut votre attitude par rapport à la création de l'Etat israélien ?

Réponse : Dès avant l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, durant les grandes grèves et luttes de la population arabe, les Anglais firent des plans pour partager le pays en un Etat juif et un Etat arabe. Pendant la guerre mondiale, la résolution de ce problème fut repoussée du fait des événements. Une fois la guerre finie, la question de l'avenir du territoire palestinien placé sous mandat se posa dans des termes plus aigus qu'avant la guerre, et ce pour des raisons suivantes :

- un affaiblissement important de l'impérialisme britannique ;
- l'apparition des premières visées de l'impérialisme US sur les territoires coloniaux britanniques ;
- le début de l'extension du mouvement nationaliste révolutionnaire arabe à l'orient

arabe presque entier ;

— l'utilisation par le sionisme de la situation désespérée des survivants juifs en Europe pour la réalisation de ses fins en Palestine.

Naturellement, nous nous sommes opposés avec la plus grande vigueur à la résolution votée par l'AG de l'ONU (adoptée avec les voix américaine et soviétique) le 29 novembre 1947 et qui aboutissait au partage du pays en un Etat juif et un Etat arabe. La conséquence du partage du pays fut l'expulsion de plus de 80 % de la population arabe et l'Etat juif devint en fait un point d'appui de l'impérialisme US sans le soutien économique et politique duquel il ne pouvait pas exister. Il est important de mentionner ici que lors de la création de l'Etat juif, l'Union Soviétique lui accorda un soutien important et ce aussi bien sur le plan politique que militaire.

A cette phase, nous nous consacrons essentiellement à la propagande contre l'expulsion, l'oppression et la spoliation des Palestiniens par l'Etat sioniste et à la dénonciation du développement de ce dernier en un instrument au service de l'impérialisme US dans son combat contre le mouvement nationaliste révolutionnaire arabe en pleine expansion. A cela, nous opposons (et opposons) le plan suivant : droit au retour et à la restitution de leurs biens pour les réfugiés palestiniens ; intégration politique de la classe ouvrière israélienne dans la région ; réalisation de ces deux objectifs dans le cadre d'un combat pour un Orient arabe socialiste réunifié.

Question : Quelle évolution a suivi votre courant jusqu'à la création du Matzpen ?

Réponse : Après la guerre mondiale, et d'avantage encore après la création de l'Etat sioniste, une grande partie des camarades quitta le pays et une autre abandonna l'activité politique. Demeura une poignée de camarades qui développèrent jusqu'en 1951 une certaine activité. Dans les années 50, j'étais, en tant que trotskyste, totalement isolé et n'étais en relation qu'avec un membre du PC arabe qui était proche de nous et un camarade juif. A cette époque, j'étais conseiller technique d'une des plus grandes entreprises du pays. Il y avait là une « cellule de gauche » où militaient en commun des membres de la gauche du **Mapam** (5), des membres du PC et moi-même.

En 1951, eut lieu la grande grève des marins. J'étais délégué de liaison du comité ouvrier de notre usine pour diriger la grève des marins et représentais un large mouvement de solidarité aussi bien dans les rassemblements internes que dans les assemblées de masse. Cette grève eut une importance particulière en ce qui concerne la **Histadrut**. La grève des marins n'étaient pas purement économique, mais les grévistes avançaient l'exigence de pouvoir avoir une activité syndicale indépendamment de la **Histadrut**, parce que celle-ci n'était pas, selon eux, un syndicat. Pour assumer le contrôle de la **Histadrut** sur les travailleurs

(c'est-à-dire pour empêcher l'apparition d'un véritable syndicat), tout l'appareil étatique (police, armée) fut mobilisé dans le cadre d'une campagne publique de chasse aux sorcières.

Outre mon travail dans le conseil d'entreprise, je poursuivis la propagande trotskyste dans le cadre de la cellule de gauche, celle-ci eut des résultats auprès de quelques membres du PC, mais sur un plan idéologique seulement, et sans que cela n'ait de sanction politique et organisationnelle, pour des raisons à la fois subjectives et objectives.

Dans la deuxième moitié des années 50, se développa dans certaines fractions de la jeune intelligentsia, essentiellement par suite du développement de la révolution arabe en Irak (6), une attitude critique par rapport au sionisme et à son Etat. C'est ainsi que j'entrai en contact avec des groupes comme le **Peula Haschémit** (action sémite) d'Avneri (7) et le **Hasmol Hachadasch** (la Nouvelle Gauche) de Moked. Cependant, ce n'est qu'avec l'apparition du groupe qui éditait le journal **Matzpen** (la Boussole) que se profila un redéveloppement des organisations marxistes révolutionnaires.

Le **Matzpen** ne se contentait pas d'être plus conséquent dans son rejet du sionisme, mais il était aussi partie prenante dans l'effondrement généralisé à l'échelle de la planète du monolithisme stalinien.

Ce groupe apparut à l'époque du débat sino-soviétique. Quelques jeunes adhérents du PC à Tel Aviv et Jérusalem avancèrent l'exigence que soient publiés non seulement les documents soviétiques, mais aussi ceux des Chinois. Il s'agissait là, pour eux, d'une revendication démocratisation du PC. Avant même que ces quatre adhérents soient exclus du parti (ce qui fut réalisé en 1962), ils publièrent à l'extérieur du parti avec des sympathisants, le journal **Matzpen**. Le camarade arabe et moi-même sommes entrés en contact avec ce groupe, fin 1962.

Question : Quel jugement portes-tu sur l'évolution du Matzpen jusqu'aux scissions ?

Réponse : Comme je l'ai dit, les camarades dont j'ai parlé, étaient passés dans l'opposition sur la question du manque de démocratie dans le parti. Leurs conceptions politiques étaient très hétérogènes et confuses. Il n'adoptèrent pas une position sans équivoque dans le conflit sino-soviétique. Un des militants exclus considérait même le parti de Pietro Nenni comme un modèle. Notre entrée dans l'organisation engendra certains conflits et une crise dans le jeune groupe. Mais par la discussion, ils furent amenés à développer une claire compréhension de ce qu'est le sionisme et la révolution arabe (c'est-à-dire qu'ils vinrent en partie sur nos positions).

Sur le plan politique général et avant tout sur les questions internationales et organisationnelles, ils refusaient le trotskysme ; quelques-uns d'entre eux ne le faisaient

qu'en partie. Leur politique consistait à assembler tous les éléments non sionistes, c'est-à-dire en fait : presque-pas-sionistes, ce qui rendait l'organisation encore plus hétérogène qu'elle n'était au départ. Elle comprenait des éléments qui allaient de l'anarchisme à une attitude de « gauche », mais non socialiste. La conséquence fut un renforcement quantitatif de l'organisation en même temps qu'un abaissement de son niveau sur le plan qualitatif.

La nouveauté et le caractère positif du **Matzpen** était, en dépit de toutes ses faiblesses réelles :

* qu'il commença à organiser le combat anti-impérialiste commun des juifs et des arabes hors du cadre stalinien ;

* qu'il montra aux mouvements palestiniens qu'il pouvait exister des forces marxistes révolutionnaires en Israël ;

* qu'il répandit dans la gauche internationale l'idée de la coopération des anti-sionistes révolutionnaires arabes et israéliens ;

* qu'il constitua une base pour un redéveloppement du trotskysme en Israël.

Question : Quelles sont les divergences qui ont conduit aux scissions des groupes lambertiste et maoïste de l'OSI ?

Réponse : après la guerre de juin 67 et l'occupation des territoires arabes, le caractère chauvin et expansionniste du régime sioniste devint sans cesse plus criant, et ce fait se refléta dans les oppositions surgies au sein de l'OSI.

La position des lambertistes (10) dans l'OSI correspond aux positions globales de cette secte. Ils nient le caractère spécifique de l'Etat sioniste et le considèrent comme un Etat bourgeois « normal » que rien ne distingue sur le plan des principes des Etats arabes ; ainsi, ils ne prennent pas en considération la position particulière de la classe ouvrière israélienne.

La position des maoïstes dans l'OSI est plus difficile à définir, car elle est moins claire et plus fluctuante que celle des lambertistes. Ils considèrent, d'une part, le mouvement de résistance palestinien comme la quintessence de toute activité révolutionnaire dans la région, mais d'autre part, ils se prononcent pour une activité exclusive dans la classe ouvrière israélienne. Mais cela ne constitue pas une position définitive. Elle se modifie selon les besoins de la cause.

Question : Quelle situation engendrèrent les scissions intervenues dans l'OSI ?

Réponse : La scission de ces deux groupes eut au moins un résultat positif : à partir de ce moment, on assistait à l'opposition claire du marxisme révolutionnaire, d'une part, et d'un conglomerat de spontanistes et d'anarchistes, de l'autre.

L'absence de conceptions politiques et organisationnelles homogènes rendit impossible la poursuite du travail commun. Nous, les marxistes révolutionnaires, avons commencé par développer un travail de fraction

pour former des cadres.

Pour atteindre ce but, nous nous appuyons sur le principe du centralisme démocratique, tandis que les autres s'en tenaient à leur individualisme politique et organisationnel. Sur le plan pratique, il se passa que l'ensemble de l'activité dans tous les domaines, reposait sur nos épaules.

En ce qui concerne la perspective marxiste révolutionnaire, nous défendions la vieille position trotskyste de la construction d'un parti marxiste révolutionnaire unique dans la région s'assignant pour but de mettre en place les Etats-Unis Socialistes de l'Orient arabe. Nous avons également repris à notre compte sur le plan des principes, les autres positions trotskystes que j'ai déjà énumérées.

Sur ces questions, comme sur bien d'autres, se développaient des contradictions insurmontables. Nous nous sommes efforcés, avant la scission, de rendre possible le travail commun de l'organisation sur la base d'une plate-forme. Cette plate-forme ne comprenait que les principes les plus élémentaires du marxisme révolutionnaire. Mais les anarchistes et les spontanistes se défendirent violemment contre la définition de toute base programmatique à laquelle ils n'avaient à opposer que des lieux communs.

Alors que notre organisation est sur le point de surmonter les difficultés premières dans la formation des cadres, ils s'efforcent de dissimuler leur faillite en inventant toutes sortes de calomnies.

Question : Quels sont vos secteurs d'activité essentiels aujourd'hui ?

Réponse : Dans la première période d'existence de l'OSI-Matzpen (marxiste), nous eûmes encore des défauts spontanistes à surmonter. Notre activité essentielle se concentre maintenant sur la jeunesse qui est corrompue dans une proportion bien moindre par le sionisme et qui commence à se rebeller contre ses manifestations modernes répressives. Nous nous concentrons, dans cette activité, essentiellement sur le travail de formation marxiste-révolutionnaire, pour former des cadres capables d'avoir une activité révolutionnaire dans la classe ouvrière dans des conditions données, ceci afin de l'intégrer dans le combat anti-impérialiste et socialiste dans la région. Nous éditons régulièrement notre **Matzpen**. Nous avons commencé, il y a peu de temps, à publier quelques écrits théoriques (en partie en Arabe). Nous projetons de publier sous peu un organe théorique et un journal en arabe) jusqu'à présent, la publication d'un tel journal nous a été interdite par les autorités).

Nous intervenons dans toutes les luttes politiques essentielles (comme par exemple maintenant, auprès des réfugiés expulsés des villages arabes de Biran et Ikrit) (9). Nous renforçons sans cesse nos liens avec la IVème Internationale qui nous aide sur le plan organisationnel, théorique, politique et matériel. Le renforcement de ces liens

est nécessaire si nous voulons réaliser notre objectif stratégique prioritaire : la construction du parti marxiste révolutionnaire de la région.

Haïfa
Août 1972

(1) KP : Kommunistische Partei Opposition. Scission du PC allemand, dirigée par Brandler et Talheimer. Se situait dans la droite du mouvement communiste, sur les positions de Boukharine.

(2) Poale Sion : tendance « ouvrière » de gauche du mouvement sioniste, principalement développée dans les pays d'Europe orientale.

(3) Bureau de Londres : regroupement des différents partis « centristes » (POUM espagnol, RSAP néerlandais, SAP allemand, PSOP français, ILP anglais...) ceci en opposition au mouvement pour la IVème Internationale. Le Bureau de Londres s'effondra au début de la guerre mondiale et ses principaux partis disparurent de la scène politique.

(4) Histadrut : « syndicat » officiel israélien, principal artisan de la colonisation sioniste en Palestine avant l'« indépendance ». Ses dirigeants appartiennent à l'appareil d'Etat israélien. L'Histadrut constitue par ailleurs le principal « patron » de l'Etat d'Israël.

(5) Mapam : parti « social-démo de gauche », le Mapam représentait lors de la colonisation sioniste l'idéologie des kibboutz, s'affirmait marxiste. En fait, son caractère sioniste, sa participation au gouvernement d'« unité nationale » en font le représentant de l'« aile ouvrière » du pouvoir.

(6) Révolution en Irak : chute de la monarchie de Fayçal et de son ministre le très pro-impérialiste Nouri Saïd le 14 juillet 1958 par un mouvement d'officiers libres d'inspiration nassérienne.

(7) Avneri (Uri), député à la Knesset, dirigeant « progressiste » israélien, ses attaques de la politique Golda Méïr-Dayan se situent sur le plan du refus de la répression, de la torture... mais ne remettent nullement en cause le caractère de l'Etat israélien.

(8) Les lambertistes, regroupés dans la « fraction trotskyste (sic) du Matzpen », ont quitté le Matzpen en 1971.

(9) Ikrit et Biran : villages palestiniens dont les habitants ont été chassés par l'armée israélienne aux lendemains de l'« indépendance ». Ils ont entamés ces dernières semaines une lutte pour obtenir restitution de leurs biens.



IVème
Internationale



vie
&
presse
des
Sections

ITALIE : APRES LES ELEC-
TIONS

BANDIERA
ROSSA

(extraits de « Bandiera Rossa », journal bimensuel des GCR - Gruppi Communisti Rivoluzionari - section italienne de la IVème Internationale - N° 5 du 20 mai 1972).

Les élections italiennes du 7 mai révèlent deux faits nettement négatifs pour le mouvement ouvrier : la démocratie chrétienne (DC), qui s'est nettement déplacée à droite, maintient ses positions, tandis que le MSI progresse. Le MSI sera donc en mesure de jouer encore plus qu'avant son double rôle d'instrument de pression au niveau parlementaire et d'organisateur d'actions d'intimidation dans un style fasciste classique.

Des élections pour rien

En termes parlementaires, l'ennemi de classe peut se féliciter du fait que, malgré la

Nous avons publié dans notre numéro 3 des extraits de journaux et de revues en langue anglaise diffusés par des organisations membres ou sympathisantes de la IVème Internationale (Canada, Nouvelle-Zélande, Australie). La présente rubrique inaugure la série qui sera consacrée à l'Europe en insistant tout par-

profonde usure subie ces dernières années et sa faillite pratique, le centre-gauche dispose encore de la majorité. Il subsiste également, bien qu'avec des marges réduites, la possibilité d'une solution centriste (avec la différence que, par rapport à la dernière législature, le climat politique et social est beaucoup plus favorable pour une initiative dans cette direction). Cependant une analyse approfondie de la situation doit tenir compte des éléments qui vont dans le sens opposé. Ainsi il ne faut pas oublier que les lois électorales peuvent déformer le cadre réel de la lutte, mais ne peuvent pas éliminer les forces qui existent effectivement, comme le million d'électeurs d'extrême-gauche qui n'auront pas de représentation au Parlement. Comme tous ces jeunes de 18 à 21 ans qui n'ont pas voté, mais continuent à peser dans les luttes sociales d'une façon aussi décisive que dans les quatre dernières années. Il ne faut pas non plus sous-évaluer le fait que certaines couches de travailleurs soutiennent électoralement les partis bourgeois, alors que dans les conflits syndicaux, dans l'entreprise, ils se rangent sur des positions anti-patronales aux côtés des ouvriers politiquement plus avancés. Le mouvement ouvrier dans son ensemble n'a pas été fondamentalement atteint. Le PCI qui apparaît encore aux larges masses comme le plus solide instrument de défense de leurs intérêts, a enregistré une progression, même modeste. Le succès des forces conservatrices trouve là ses limites : ces élections ont définitivement prouvé la faillite d'une opération qui avait parmi ses principaux objectifs celui d'éroder la base du PCI.

ticulièrement sur la situation italienne au lendemain des élections de Mai 72. On trouvera en outre un éditorial de « Libération » tirant le bilan des grandes grèves du Printemps au Québec.

Nous reproduisons également le compte-rendu paru dans « Red Mole » du congrès de l'IMG,

Quand on sait que les groupes dirigeants de la bourgeoisie les plus responsables, dont la DC est l'expression politique privilégiée, voulaient à la fois bloquer l'avance du MSI et refouler le PCI, il est clair qu'ils n'ont aucune raison de se réjouir. Les équilibres politiques restent précaires, tout comme avant les élections et une nouvelle stabilisation politique n'est pas pour demain. Ce n'est pas un hasard si les principaux organes de la bourgeoisie industrielle, le « Corriere » et la « Stampa », titraient leurs éditoriaux du 10 mai : « il faut faire vite », et « Dernier sursis ».

La crise de direction de la bourgeoisie n'a aucunement été résolue.

Ceci veut dire que la période à venir restera une période de conflits sociaux et politiques aigus. Les luttes pour les contrats des principales catégories de la classe ouvrière pourront et devront en être le fait saillant.

L'échec du Manifesto

L'échec des listes du Manifesto est sans doute l'élément le plus négatif du point de vue de la gauche révolutionnaire. Et il est logique qu'il soit ressenti encore plus durement par ceux qui s'étaient fait de grosses illusions, s'attendant à des résultats qui ne pouvaient être objectivement obtenus, et qui avaient énormément gonflé dans leur propagande les mobilisations de la campagne électorale. Une des causes des résultats modestes enregistrés par le Manifesto est certainement l'atmosphère créée par les campagnes propagandistes orchestrées autour des événements de ces derniers mois (assassinat de Feltrinelli, provocation policière lors d'une manifestation

section britannique de la IVème Internationale. L'activité de nos camarades espagnols fait l'objet d'articles qui figurent ailleurs dans le présent numéro.

JF.D.

anti-fasciste à Milan, procès Valpreda, etc...). Cette campagne a fini par provoquer, dans des milieux ouvriers ou petits-bourgeois radicalisés sensibles aux initiatives de l'extrême-gauche, un réflexe de défense qui s'est traduit par le regroupement autour du parti ouvrier le plus solide : le Parti Communiste. Cette campagne a d'autant plus joué que le Manifesto n'a pas eu le temps de faire tout le travail de préparation que son initiative exigeait.

Mais à ces raisons objectives s'ajoutent de réelles erreurs politiques. Le Manifesto paye le prix de la façon dont il a mené la campagne : aucune tentative sérieuse pour rechercher la convergence sinon avec toutes, du moins avec les plus consistantes forces de l'extrême-gauche ; le Manifesto s'est au contraire efforcé de mettre l'accent sur sa physionomie particulière en tant qu'organisation politique (et le pire, une organisation politique encore en formation et sans base politique et théorique bien définie). Pendant la campagne, les exemples de sectarisme n'ont pas manqué localement, en contradiction flagrante avec la volonté proclamée d'apparaître comme l'alternative valable pour toutes les forces anti-capitalistes et anti-réformistes. Des obstacles soudain infranchissables empêchèrent la collaboration avec d'autres forces, et même des manifestations pour le Vietnam donnèrent lieu à des attitudes sectaires inqualifiables. Enfin, le style des orateurs - ne serait-ce que par le langage d'initiés trop souvent adopté par l'extrême-gauche - ne permit pas d'ouvrir le dialogue avec des franges plus importantes.

Il serait toutefois erroné de conclure que la tentative du

LA GRANDE ILLUSION

Peu de temps après la sortie du programme du P.C.F., paraissent les souvenirs de ministre de François Billoux. Ce rapprochement n'est pas fortuit. Tandis que le livre orange nous vante les mérites de la démocratie s'avancant à l'horizon électoral, le petit opuscule « Quand nous étions ministres » s'efforce de nous rappeler les délices de l'époque où les camarades siégeaient au conseil des ministres. A l'heure où le parti communiste, s'affirme parti de gouvernement, ses dirigeants ont jugé utile de rafraîchir les mémoires défaillantes sur cette première période rose.

Billoux s'y emploie avec le discernement du bureaucrate. Que n'ont-ils pas fait les communistes ? Reconstruit, restauré, produit, fait marcher les trains, décoller les avions, s'élever les immeubles.

Une véritable tornade « rouge ».

A longueur de pages, Billoux dresse des bilans, énumère, comptabilise, se félicite lui et son parti pour leur « magnifique action au service de la France. ».

A quel prix ?

*En faisant trimer la classe ouvrière comme jamais aucun patronat de choc n'aurait pu le faire
En canalisant l'immense mouvement de masse dans sa stratégie pacifique et légaliste.*

Comment le P.C.F. a-t-il appréhendé la question du pouvoir à la Libération ?

Quelle fut l'attitude du P.C.F., partie prenante du gouvernement envers les revendications et les actions ouvrières ?

Après Mai 68, alors que Marchais se sent des épaules de ministrableé, deux questions, « d'histoire » très actuelles.

**le PCF
à la
Libération**

LE PEUPLE VEUT
du Pain, la Liberté, la Paix
PROGRAMME DU FRONT POPULAIRE
DU PAIN
LIBERTÉ

LA QUESTION DU POUVOIR.

Lorsque Billoux et Grenier entrent au gouvernement provisoire le 3 avril 1944, l'Union sacrée contre l'occupants'était déjà réalisée dans les organismes réguliers de la résistance où cohabitent communistes, socialistes, gaullistes, voire monarchistes. Du Conseil National de la Résistance, au sommet jusqu'aux comités locaux de Libération, l'alliance des courants politiques représentant des intérêts de classes opposés, est un fait déjà irréversible. Désormais cette même coexistence se retrouve au sein des institutions étatiques que De Gaulle s'efforce de remettre en place. Ne garantissant pas le caractère de classe de la Résistance, en se liant les mains avec les représentants de la bourgeoisie qui passent leur temps à condamner la lutte armée, le parti communiste hypothèque le cours ultérieur des événements. Les dirigeants du parti, n'entendent pas, en effet, limiter leur action au sein du gouvernement De Gaulle à la durée de la guerre. Dès le début, ils affirment « être aux premiers rangs pour rénover la France et préparer l'avènement d'une véritable démocratie. » (1).

La question du pouvoir, ne se pose pas de but en blanc à la libération. Elle est déjà grandement déterminée par le caractère inter-classiste, étroitement national, foncièrement chauvin de la Résistance Communiste.

POUR RESTAURER L'ETAT BOURGEOIS

„Au lendemain de la libération de Paris et d'une grande partie de la France, quelle est la situation ?

Le parti est représenté au sein d'un gouvernement dont la première tâche est de restaurer l'Etat. Mais en même temps, il est partie prenante et même prépondérante des organismes de pouvoir issus de la Résistance que De Gaulle s'efforce de supprimer.

En premier lieu, les Milices Patriotiques, créées par le C.N.R. le 15 Mars 1944, les M.P., devaient assumer les tâches élémentaires d'auto-défense (assurer la sécurité des distributions de tracts, des prises de paroles, des grèves.) En fait, elles deviennent très vite, la branche militaire des organes locaux de la Résistance, les Comités de Libération qui eux assument dans les faits le pouvoir et l'administration locale. Pendant quelques mois, le parti communiste hésite entre le développement de ce pouvoir populaire et l'investissement dans les institutions étatiques renaissantes. Le 27 Octobre 1944, à une assemblée des communistes de la Région Parisienne, Duclos déclare encore :

« La Milice Patriotique doit demeurer la gardienne vigilante de l'ordre républicain, en même temps qu'elle doit s'occuper activement de l'éducation militaire des masses populaires. »

Le retour de Maurice Thorez met fin à cette hésitation. Au Comité Central d'Ivry (Janv. 45) la question est définitivement et clairement réglée :

« Quelques mots sur l'organisation des Milices Patriotiques. Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique

doit être assurée par les forces régulières de police... Tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps. » Parallèlement « les comités de libération, locaux et départementaux ne doivent pas se substituer aux administrations municipales et départementales. »

Le parti communiste choisissait de restaurer la démocratie et l'Etat bourgeois plutôt que de s'appuyer sur la mobilisation populaire et les organes qu'elle s'était donnée. Cette décision n'a pas été sans remous dans le parti. Au sein même de la direction Marty et Tillon soutiennent le point de vue opposé.

Dans bien des endroits, les militants communistes croient à une finesse tactique de leur génial secrétaire général. Au lieu de rendre les armes, ils les enterrent, pas très profond. Que beaucoup aient cru en la constitution d'un double pouvoir ne fait aucun doute. Au Xème Congrès du parti, les délégués ont droit à de nouvelles explications :

« Il s'agissait de faire la clarté sur le problème des comités locaux et départementaux de la Libération que certains présentaient dans le but de faire peur à une partie de la population comme des organismes d'un « nouveau pouvoir manœuvré par le communisme. »

UNE SITUATION JUGÉE RÉVOLUTIONNAIRE...

Pour les dirigeants du P.C.F., la situation n'a rien de révolutionnaire. Ecoutons le théoricien Fajon : « Le marxisme-léninisme nous apprend qu'il faut discerner ce qui est réalisable dans une période donnée. Par exemple, les bavardages sur l'instauration du socialisme en France, à l'époque actuelle, n'ont aucun sens, ou sont le fait de provocateurs chargés de diviser les forces démocrati-



ques. » (2) Fajon se bat contre des moulins à vent. Personne ne parle d'insurrection immédiate. Et d'ailleurs, insurrection pour s'emparer de quoi. Le pouvoir central n'est pas à prendre. Il n'existe pas. La réalité du pouvoir sont les organes issus de la lutte armée qui la détiennent. L'Etat bourgeois n'est pas à détruire. Il est déjà détruit, emporté dans la débâcle de la collaboration. A Lyon, à Marseille, Montpellier, Limoges, (3) dans le Sud en général, il n'y a pas d'autre autorité que celle que reconnaît la Résistance. Des millions d'hommes et de femmes, attendent, non seulement la libération du territoire mais aussi celle de l'oppression sociale. « Rien ne sera jamais plus comme avant. » Jamais l'aspiration des travailleurs à changer le vieux monde n'a été aussi forte.

Dans une telle situation, le « marxisme-léninisme nous enseigne » que préserver l'ordre social n'est pas la meilleure chose à faire: Il est vrai que ce que Fajon sait du marxisme, il l'a puisé dans les oeuvres immortelles du petit père Joseph. Car plus les enseignements du marxisme léninisme (A cette école là, Fajon n'a jamais réussi à lire) ce sont les directions de Staline que suit la direction du P.C.F.

...PAR LE STRATEGUE STALINE

Les accords de Yalta et de Postdam avaient réglé la question du partage de l'Europe et de la nature des régimes sociaux dans chaque zone. On lira ci-contre avec quel incroyable cynisme, le sort des peuples a été décidé à grands coups de crayons. Staline a tout lieu de se montrer satisfait. Les intérêts d'Etat de l'URSS sont bien suivis. Les pays du glacis, tampon pour la défense, vont fournir des matières premières à l'économie soviétique.

Aussi n'est-il pas question qu'un troubleur s'amuse à remettre en cause ce statu-quo. Il ne faut pas chercher plus loin l'origine de

« l'hérésie titiste ». Cette politique de grande puissance, par dessus la tête des peuples et contre les intérêts du prolétariat mondial, Isaac Deutcher l'a parfaitement analysée et décrite :

« La situation mondiale durant l'entre-deux guerres, avait convaincu Staline qu'il avait raison sur toute la ligne en faisant abstraction du potentiel révolutionnaire du communisme étranger, et il continuait dans cette voie... Il s'efforçait, par exemple, de persuader Roosevelt que la majorité écrasante des Français était restée fidèle à Pétain. « Le communisme siérait à l'Allemagne comme un tablier à une vache » C'est par cette phrase mordante qu'il exprime son opinion sur le potentiel révolutionnaire de l'Allemagne. Il conjurait les communistes français de régler leur conduite sur celle du général De Gaulle au moment où ceux-ci constituaient la force principale de la Résistance. Il enjoignait aux communistes italiens de faire la paix avec la Maison de Savoie et avec le gouvernement du Maréchal Badoglio et de voter pour la remise en vigueur des traités de LATRAN conclus entre Mussolini et le Vatican. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour inciter Mao-tsé-Toung à pactiser avec Tchchang-Kaï-Check, car il croyait comme il l'avait dit du reste à Postdam que le Kuo-Ming-Tang, était la seule force capable de gouverner la Chine. Il sermonnait avec colère Tito pour ses aspirations révolutionnaires et exigeait que celui-ci consentît à restaurer la monarchie en Yougoslavie. »

COEXISTENCE PACIFIQUE...

Respectueux de la parole donnée à l'impérialisme devant un verre de vodka, Staline mettra tout en oeuvre pour que les zones d'influence définies soit respectées. Il laissera ainsi écraser la Révolution grecque par l'armée anglaise.

Pour les dirigeants français qui s'honorent

d'être de bons staliniens, il n'est pas question de changer un iota à la politique de Staline. A la coexistence entre états sur le plan international, correspond la coexistence entre les partis sur le plan national.

Puisque Staline ne conçoit la « Révolution sociale » qu'exportée au bout des canons de l'Armée Rouge, et puisque les aléas de la guerre et de la diplomatie secrète n'ont pas conduit celle-ci sur les bords de l'Atlantique, il est clair pour Thorez que parler de socialisme relève d'une monstrueuse utopie provocatrice : On ne badine pas avec la Révolution.

La possibilité de la prise du pouvoir insurrectionnel n'a existé que dans les cauchemars de la bourgeoisie la plus obtuse. La fraction, la plus éclairée, avait, elle, compris parfaitement le rôle que le P.C.F. pouvait jouer. La direction stalinienne n'a jamais eu à résoudre la question du pouvoir. Elle ne se l'est jamais posée.

...ET UNITE NATIONALE.

La stratégie du parti communiste, nous l'avons vue, va donc être d'investir les institutions bourgeoises au fur et à mesure qu'il travaille à les reconstruire, dans l'unité, pour ne pas dire l'unanimité nationale.

« Nous envisageons comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement large d'unité nationale et démocratique. » Le premier parti de France, parti de gouvernement, parti « responsable », le parti communiste français espère bien faire oublier l'épithète communiste. Le caractère français national, patriotique, au contraire est hautement réaffirmé. Ce que craint par-dessus tout la direction stalinienne est de devoir faire des clivages sociaux. L'antagonisme de classes se dilue dans l'unité nationale.



« Nous qui sommes des communistes, nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste. » (6)

Le M.R.P., partenaire du gouvernement tripartite aurait trop peur ! « Où irions-nous si nos camarades catholiques tournaient le dos devant notre main tendue ? »

Participer à tous les échelons, partager le pouvoir avec les autres forces sociales, jusqu'au jour où de grignotage en grignotage, de ministères en mairies, de nationalisations en députations, la réalité du pouvoir appartenant au P.C., il suffise d'un coup de pouce électoral. Cette stratégie de conquête par l'intérieur en s'assurant des places fortes au sein de l'Etat, est parfaitement illustrée dans le célèbre interview donné au Times par Maurice Thorez : « Les progrès de la démocratie à travers le monde, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. » Comme dirait le président Mao, c'est une longue marche.

JUSQU'AU VIRAGE SUIVANT.

Cette politique qui correspondait à une situation internationale bien particulière, en est étroitement dépendante. A mesure que vont s'aggraver les rapports entre alliés, l'unité nationale va se fissurer. Des tensions multiples apparaissent. Russes, Anglais et Américain n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la question allemande. Les zones d'influence se figent en blocs antagoniques : la guerre froide a commencé.

Sous la pression américaine, — Truman vient d'exposer devant le congrès les grandes lignes de sa doctrine — les communistes sont chassés du gouvernement. Ils avaient bien rempli leur contrat : juguler la poussée révolutionnaire, restaurer la société bourgeoise. En échange,

on leur avait permis d'user leurs postérieurs « prolétariens » sur des fauteuils ministériels. L'ordre social n'étant plus menacé, la récréation était terminée. Chacun retouvait son rôle. Conclusion d'un expert qui s'y connaissait : « Dès lors qu'au lieu de la révolution, les communistes prennent le but de la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques. » (7)

LE PARTI COMMUNISTE ET LES REVENDICATIONS OUVRIERES.

La politique du parti, en matière économique et sociale, est étroitement dépendante de la façon dont il aborde la question du pouvoir. Préconisant non la conquête du pouvoir, mais l'investissement progressif des appareils étatiques, le P.C. va mettre également en pratique sur le plan économique une stratégie, les nationalisations jouant un rôle clef.

Les nationalisations.

Lors du « Front Populaire » les dirigeants du PC s'étaient bien gardés de mettre en avant les nationalisations, de peur d'effrayer la « clientèle radicale ». Son attitude va être différente à la libération. Certes, il continue d'affirmer que la nationalisation n'a rien d'une mesure socialiste, qu'il s'agit d'une vieille revendication radicale « qu'il faudrait appliquer avec quelque cent ans de retard. » Cette préoccupation trouve

son application dans le souci constant de ne pas troubler l'unité nationale.

« Pourquoi présenter sur le plan social, comme un mot d'ordre socialiste, c'est-à-dire dans des conditions propres à ne rallier qu'une partie des Français, une mesure d'intérêt patriotique et national qui doit recueillir l'assentiment unanime du pays ». (8)

Voilà pour la propagande des discours dominicaux. Mais plus essentiellement, les nationalisations constituent un point fondamental de la politique stalinienne. « Les entreprises confisquées devront devenir le bien inaliénable de la nation toute entière. C'est l'Etat qui devra assurer la marche de ces usines dont les directeurs, seront alors, en effet, responsables de leur gestion, devant le pays. Alors la participation de la classe ouvrière, à la gestion, au développement de la production aura sa pleine signification : **Alors la classe ouvrière prendra dans la direction de l'économie la place qui lui revient.** » (9) On ne peut être plus clair. Une économie nationalisée constitue l'étape intermédiaire vers la socialisation. Les entreprises nationalisées, gérées par les ouvriers, par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales correspondent sur le plan économique, à la gestion des affaires de l'Etat par les ministres communistes sur le plan politique. Des entreprises aux mains de l'Etat, si l'Etat est aux mains des « partis marxistes » n'est-ce pas un (grand) pas en avant vers le socialisme. Rappelons qu'aux élections législatives d'octobre 1945, parti communiste et parti socialiste ont la majorité absolue à l'Assemblée Thorez est encore plus explicite : « A l'étape actuelle du développement de la société, nous avons la conviction que les nationalisations constituent un progrès dans la voie du socialisme. » (10)

Le P.C.F. ne manque pas de souligner que dans les entreprises passées sous contrôle de l'Etat, les ouvriers travaillent pour eux, puisque le parti est au gouvernement. Cela



permet de justifier tous les sacrifices du « Travail d'abord, revendiquez ensuite. » Dès lors, on sait mieux la frénésie stakhanoviste qui s'empare du parti communiste.

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION.

Il faudrait publier une anthologie de ces textes où la direction du parti communiste découvre soudain que le marteau-piqueur du mineur devient une arme décisive de la lutte des classes. Produire, produire, produire ! Que d'appels lyriques, enflammés, didactiques, menaçants, exaltés, pathétiques pour que la production augmente. On dirait que le sort du monde en dépend. « Cette tâche immense, a exigé, exige toujours beaucoup d'efforts. Comme nous n'avons cessé de le répéter, elle ne peut être l'oeuvre d'un seul parti ou de quelques hommes. Elle sera l'oeuvre de tous les Français, unis pour gagner la bataille de la production, comme ils furent unis pour gagner avec l'aide de nos alliés, la bataille de la Libération. » (11) En voilà une tâche exaltante. « Les lendemains qui chantent » sont vraiment pour demain.

Les mineurs, tout particulièrement sont encouragés à l'effort. De la production de charbon dépend l'ensemble de la reprise industrielle. Aussi « faire du charbon » devient « la forme la plus élevée du devoir de classe ».

STAKHANOV, NOTRE MAITRE !

Pour augmenter la production, il ne suffit pas de travailler, comme avant. Encore faut-il travailler plus et mieux. Sans cesse reviennent dans la presse du parti, des hymnes lyriques à l'augmentation du rendement individuel. Les militants staliniens vont se transformer en véritables gardeschoumres et remplacer avantageusement (pour le patronat) la maîtrise. Emules de Stakhanov, les dirigeants communistes ci-

tent au tableau d'honneur les travailleurs sacrifiés sur l'autel de la production. A Waziers, Thorez donne en exemple les métallos qui renoncent à leurs vacances pour fabriquer des marteaux-piqueurs. « La Tribune » organe du syndicat des mineurs du Pas de Calais publie dans la rubrique « Des artisans de la Renaissance française » le nom des ouvriers qui ont augmenté le rendement. La durée du travail se ressent de cette « émulation ». Une circulaire est adressée par le secrétaire d'Etat communiste au Travail, Patinaud, à ses inspecteurs pour ne pas s'en tenir à l'officielle semaine des 40 heures et recommander la semaine de 48 heures ! Les stimulants moraux ne donnent t pas assez de résultats ? On va intéresser directement les travailleurs à l'augmentation de la productivité par le salaire aux pièces, les primes de rendement. « A chacun d'augmenter sa production personnelle, il augmentera du même coup son gain propre » se félicite Cogniot dans « L'Humanité ». La bataille de la production trouve là son stimulant matériel. « Abandonnez les idées qui ne correspondent plus à la réalité. Adoptez les méthodes modernes de production » (12) recommande Thorez aux mineurs. Les méthodes modernes de production ? L'introduction du salaire individuel lié aux normes de production individuelles. Est-ce contraire, aux « idéaux » du communisme ? Maurice Thorez rassure ses auditeurs : « On a introduit, à côté du paiement d'équipe, le paiement individuel. Ces nouvelles méthodes, on nous accuse jadis de les avoir combattues. Oui nous étions contre elles, quand il s'agissait d'exploiter et d'accabler les mineurs. Mais nous les préconisons quand il s'agit de les appliquer avec le concours des mineurs, pour améliorer le rendement et augmenter leurs salaires. » (13). Les mineurs cesseraient-ils d'être exploités par la seule vertu du verbe thorzien ?

LA TRAHISON DES TRUSTS.

Tout pour la production, mais surtout rien contre la production. Qui peut bien vouloir, au milieu de cette ferveur patriotique, entraver le développement de l'économie ? Les nostalgiques de Vichy ; les « collabos » que l'on retrouve dans les conseils d'administration des trusts. Les Trusts, voilà l'ennemi. « Et maintenant où est le péril mortel pour notre pays, ? Il est sur le terrain de la production où les mêmes éléments qui provoquèrent la défaite, l'invasion de notre pays, poursuivent sciemment un plan de désagrégation, de désorganisation, de notre pays. » (14) Le but du sabotage est clair, il s'agit d'un immense complot contre la nation. Ce complot des trusts est, sans cesse évoqué, sans qu'il soit expliqué à un seul moment en quoi le patronat aurait un intérêt quelconque à la baisse de la production. Le journal des « comploteurs » « Les Echos » n'a pas l'air de se plaindre de la reprise industrielle. « Voyez l'exemple des mineurs. Le général de Gaulle et Maurice Thorez sont allés leur parler et leur ont demandé logiquement, patriotiquement, humainement de produire davantage de charbon. Je ne sais lequel des deux ils ont écouté. Peut-être les deux ; toujours est-il que sans contrainte, la production de charbon a sensiblement augmenté et augmente encore. » (15) Diable, un patron, gaulliste, patriote, vichyssois, reste un patron. Quand la production augmente, le profit suit. Proclamer que les trusts sont contre la production, puisque la production c'est l'intérêt du peuple, c'est affirmer que le peuple, lui est pour la production, puisqu'il est contre les trusts.

LA GREVE EST L'ARME DES TRUSTS.

La campagne contre le « complot des trusts » n'était qu'un dérivatif aux difficultés de la reconstruction. Mais les trusts, dans leur sombre dessein avaient un allié de choix : les fauteurs de grèves. L'impératif catégorique d'augmentation de la production aboutit logique-



ment à la condamnation de tout ce qui s'oppose à l'effort de reconstruction. Trusts et grèves se retrouvant ainsi dans le même sac. Qui a les mêmes buts a les mêmes mobiles. L'amalgame réalisé, de vient un argument de poids. « Aujourd'hui, il s'agit de produire pour assurer contre la réaction et les trusts l'avenir de la France, le triomphe de la démocratie. Ceux qui refusent l'effort aujourd'hui ou qui conseillent de s'y refuser, ceux qui parlent de grèves sont ceux qui se gardaient bien d'arrêter le travail au temps de l'occupation. » (16).

Les patrons des trusts étant d'anciens « colabos », les grévistes complices objectifs ne peuvent qu'être d'anciens vichyssois. Lors de la grève des rotativistes en Janvier 1946, Thorez s'écrit au conseil des ministres : « Ce sont des anarchistes qui se sont déshonorés pendant la guerre ! Jamais je n'ai entendu parler d'un ouvrier du livre qui ait refusé d'imprimer le Parizer Zeitung ». De même lors de la grève des postiers d'août 1946, Monmousseau écrit dans l'« Humanité » (5 août) : « Les premières informations que nous recevons, démontrent qu'une poignée d'agents répartis dans différents centres, qui sous l'occupation, collaborèrent avec Pétain sont à la base du mouvement d'indiscipline qui risque de compromettre les postiers et la C.G.T. aux yeux de la population française. » Pendant toute la période où il participe au gouvernement, la parti communiste ne soutiendra pas une seule grève. Bien plus il les condamnera et les combattra avec énergie. Le ton solennel est donné par Maurice Thorez devant les mineurs de Waziers. « Ici, chers camarades, je le dis en toute responsabilité au nom du Comité Central, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. » A bon entendeur, salut ! En décembre 1945, éclate une grève des fonctionnaires. Crime

de lèse-majesté : le ministre de la fonction publique est Maurice Thorez. Au conseil des ministres, il refuse de donner satisfaction aux grévistes. Les grévistes de la Presse, en Janvier 46, sont condamnés car ils remettent en cause la politique gouvernementale de blocage des salaires. Pendant l'été, les postiers déclenchent une grève victorieuse malgré la fédération C.G.T. contrôlée par le P.C.F. Las ! C'est encore un complot. « Dès maintenant, l'organe des hitléro-trotskyistes ne laisse aucun doute sur l'origine et les buts de la provocation. » C'est un numéro spécial de la « Vérité » hebdomadaire du P.C.I. qui provoque ainsi la fureur de l'« Humanité ». Des exemples de cette sorte abondent : la grève sabotant la production résulte inmanquablement d'un complot. Pourtant, les grèves sont nombreuses. Courtes, elles restent isolées. Minoritaires, elles sont écrasées par l'appareil stalinienn. Il faudra attendre la grève de Renault, la première grande grève de l'après-guerre pour voir le P.C. tourner casaque. Encore avait-il commencé par la combattre. Mais le débordement organisé par le noyau révolutionnaire de « L'union Communiste », était trop important. A s'y opposer de front, il risquait de compromettre gravement son influence sur la classe ouvrière, seule garant de sa reconnaissance par la bourgeoisie. Et puis, nous l'avons vu, la situation internationale était en train de changer.

Patrick Fresnel.

Annexe

« Le moment était favorable pour agir. C'est pourquoi je déclarai : « Régions nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie, nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90% en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90% en Grèce pour nous et de l'égalité 50%-50% en Yougoslavie. » Pendant que l'on traduisait

mes papiers, j'écrivais sur une demi-feuille de papier :
Roumanie : Russie 90%, les autres 10%
Grèce : Grande-Bretagne 90% (en accord avec les U.S.A.)
Russie 10%
Yougoslavie : 50%-50%
Hongrie : 50%-50%
Bulgarie : Russie 75% les autres 25%.

Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il eut un léger arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour le dire... Il y eut ensuite un long silence. Le papier rayé de bleu demeurait au centre de la table. Je dis finalement : « Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépend le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. » « Non, gardez-le » dit Staline. »

Churchill. mémoires. (cité dans « La République des Illusions » G. ELGEY)

NOTES

- (1) Jacques Duclos « L'Humanité clandestine Décembre 1943.
- (2) Etienne Fajon discours au Xème Congrès du P.C. 30 juin 1945.
- (3) Voir dans « C.R.S. à Marseille », le témoignage de Aubrac, commissaire du gouvernement.
- (4) Isaac Deutscher « La Russie après Staline »
- (5) Maurice Thorez rapport au Xème Congrès du P.C. 26 juin 1945
- (6) idem
- (7) De Gaulle mémoires.
- (8) Etienne Fajon cahiers du communisme Février 1945.
- (9) Benoit Frachon cahiers du communisme Novembre 1944.
- (10) Maurice Thorez interview au Times.
- (11) Maurice Thorez discours public à Rouen 4 août 1946.
- (12) Maurice Thorez discours aux mines de l'Escarpelle 27 mars 1946.
- (13) Maurice Thorez discours à Aubry 1er Mars 1946.
- (14) Maurice Thorez discours au Xème Congrès 30 Juin 1945.
- (15) « Les échos » 14 Septembre 1945.
- (16) Maurice Thorez discours à Valenciennes 24 Décembre 1945.



Manifesto a été une faillite complète et qu'il aurait mieux valu s'abstenir. Le résultat, pour extrêmement modeste qu'il soit, indique qu'existe des forces qui suivent la gauche révolutionnaire même sur le terrain électoral, et à un moment particulièrement difficile. Il est important qu'ait eu lieu, avec d'incontestables succès de mobilisation, une campagne dont les thèmes rompaient avec le réformisme et renouaient avec les traditions communistes d'utilisation de la démocratie bourgeoise sans alimenter les illusions électoralistes.

Le PCI : un succès ?

Il serait également erroné d'interpréter les votes PCI comme le maintien, entre le Parti et les masses, d'une confiance inconditionnelle et d'une adhésion effective au choix et aux méthodes du groupe dirigeant. Sans aller jusqu'aux interprétations fantaisistes de Lotta Continua (1), il faut reconnaître que ce vote traduit en fait la perplexité, l'incertitude ou la réserve critique, et ce retrait sur une position défensive n'implique pas automatiquement la confiance. Les contradictions entre les intérêts de la bureaucratie et les aspirations des masses ne sont pas éliminées par les 9 millions de voix du PCI. Dans un contexte de tensions politiques et sociales aiguës, ces contradictions ne peuvent que déboucher sur des frictions, des conflits, des ruptures. Ce processus sera facilité si la gauche révolutionnaire sait éviter le schématisme stérile dans l'analyse et le sectarisme aveugle dans la pratique et se démarque absolument de tout aventurisme. Le 7 mai nous apprend enfin que construire le parti révolutionnaire est une tâche longue et difficile. Tous ceux qui espèrent trouver des raccourcis seront amèrement déçus. Ce travail pourra se développer avec succès si, dans cette phase, se développe une véritable confrontation théorique et politique au sein de l'extrême-gauche, sans exclusives sectaires, et en abandonnant les pratiques de calomnies et

de déformations courantes aujourd'hui, et qui sont le prix que de nombreux groupes paient en échange de leur incapacité à rompre réellement avec le stalinisme. La construction du Parti Révolutionnaire ne pourra être menée, est-il besoin de le rappeler, que si les révolutionnaires se montrent capables de peser réellement dans les luttes et les campagnes politiques à venir. C'est pourquoi, au lendemain des élections, le secrétariat national des Gruppi Communisti Rivoluzionari (Section italienne de la IVème Internationale) a publié le communiqué suivant :

« La IVème Internationale estime qu'il est nécessaire d'entreprendre une réflexion critique sur les élections du 7 mai, et de discuter au plus vite, sans sectarisme ni irresponsabilité, la possibilité d'initiatives communes sur les thèmes suivants :

- Lutte pour le renouvellement des contrats,
- campagne contre la menace fasciste,
- campagne pour la libération de Valpreda et de tous les détenus politiques,
- mobilisations contre les actions criminelles de l'impérialisme au Vietnam ».

Livio Maitan

(1) Lotta Continua expliquait en effet que l'assistance nombreuse aux meetings électoraux de Berlinguer - l'un des principaux dirigeants du PCI - témoignait d'une montée révolutionnaire en totale contradiction avec la ligne de la direction du Parti !

QUEBEC : BOURASSA ET LE POURQUOI DE L'ATTAQUE GOUVERNEMENTALE

(éditorial de « Libération » N° 6 Volume 2 de juin 72 ; mensuel de la Ligue Socialiste Ouvrière, partie québécoise de la section canadienne de la IVème Internationale).

En imposant l'infâme loi 19 aux syndiqués du secteur public et para-public pour leur enlever leur droit démocratique fondamental de grève,

et en imposant une sentence maximale d'un an aux trois chefs syndicaux - Yvon Charbonneau, Louis Laberge et Marcel Pépin - pour activité syndicale, le gouvernement Bourassa montre son vrai visage, celui d'un gouvernement anti-ouvrier vendu aux patrons étrangers et au gouvernement fédéral à Ottawa.

C'est pour cette raison que le gouvernement Bourassa refuse de céder aux justes revendications minimales de ses employés, comme les 100 dollars minimum par semaine et la sécurité d'emploi, et ceci, tout en accordant des subventions de plusieurs dizaines de millions de dollars aux exploités du Québec comme la ITT américaine et l'International Business Machines. Bourassa le serviteur fidèle de Trudeau, ne se trouve pas seul dans son projet de brimer les droits du mouvement syndical et, pour ce faire, d'enlever au mouvement syndical ses dirigeants. Le système judiciaire, ce rouage indispensable aux patrons pour se maintenir au pouvoir sur le dos de la classe ouvrière et de la majorité de la nation québécoise, lui est fidèle.

Tous les partis politiques présentement à l'Assemblée Nationale se sont rangés du côté du gouvernement contre le mouvement syndical, y compris le Parti Québécois. Tout en se posant en « parti populaire » et en parti indépendantiste, le PQ se range du côté des « forces de l'ordre » et de ceux qui maintiennent le Québec dans l'oppression linguistique et nationale du fédéralisme canadien. Le PQ se refuse à demander au gouvernement d'accorder une remise des peines aux trois chefs syndicaux et il refuse de demander le retrait de la Loi 19. Le PQ s'attaque plutôt aux victimes du gouvernement en les blâmant car ils ne se sont pas prévalus « du droit d'appel » tout en acceptant les accusations et la sentence barbares imposées par Bourassa.

Au contraire de tous ces partis bourgeois qui sont dévoués au maintien du capitalisme et de l'oppression double des travailleurs québécois,

la Ligue Socialiste Ouvrière, organisation indépendantiste, donne son appui le plus entier à toutes les actions entreprises à travers le Québec par les travailleurs qui cherchent la libération de leurs dirigeants ainsi que le retrait de la Loi 19.

La principale leçon à tirer de cette lutte, c'est la nécessité, pour la classe ouvrière québécoise, de rompre avec la politique bourgeoise et avec tout parti bourgeois, y compris le Parti Québécois, pour créer son propre parti politique de masse. Ne comptons que sur nos propres moyens ! Les centrales syndicales québécoises doivent lancer un parti ouvrier, cette arme indispensable à la lutte de libération des travailleurs québécois, capable de porter au niveau politique toutes les luttes, tant électorales qu'extra-parlementaires, comme les grèves, les manifestations et les occupations.

Seul le parti ouvrier de masse, initié par les centrales syndicales est capable de remplacer le gouvernement anti-syndical de Bourassa par un gouvernement des travailleurs et cultivateurs à la tête d'un Québec libre, indépendant et français.

LIBERATION, juin 1972

**irlande:
révolution
en marche**



cahiers LRT / n.1 édition
unitaire

PRIX: 4F.

Envoi Franco: 4F40



CONGRES DE L'IMG

extrait de « Red Mole »
(Taupe Rouge), No 43 du
5 juin

Plus de 500 militants ont participé, du 27 au 29 mai, au congrès de fusion de l'IMG et de son organisation de jeunesse, la Ligue Spartacus. Les discussions de la conférence se tinrent autour de cinq problèmes clés : la situation politique actuelle, le travail dans les syndicats, l'Irlande, le travail femme et le travail étudiant. En outre des discussions eurent lieu sur le travail international de l'IMG contribuant à la construction de la IVème Internationale ; sur le journal et sur le travail parmi les gens de couleur. La conférence reçut des messages fraternels des sections de la IVème Internationale ou des groupes sympathisants de France, Irlande, Allemagne, Pérou, Belgique Canada, Danemark, Hollande ; ainsi que du SWP des Etats-Unis empêché d'assister au congrès par l'intensité de l'activité requise par le blocus américain contre le Nord Vietnam.

On entendit un orateur irlandais du Mouvement Républicain Provisionnel demandant des actions de solidarité le 20 mai pour appuyer la demande de statut de prisonnier politique de Billy McKee (IRA provisionnel de Belfast) actuellement en prison à Crumlin Road. On observa une minute de silence à la mémoire des républicains irlandais tués au combat et de nos camarades Peter Graham et Mairin Keegan tombés l'an passé. Un message de solidarité fut envoyé au FNL vietnamien et, le samedi soir, un meeting de solidarité aux combattants vietnamiens permit d'entendre Robin Blackburn, Tariq Ali, Alain Krivine et Stéphanie Coonts du mou-

vement anti-guerre nord-américain (NPAC).

La conférence commença par un rapport du camarade Ernest Mandel, au nom du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale ; il analysa le développement de la IVème Internationale au cours de l'année écoulée et l'étape présente des luttes de classes en Europe.

Au cours de la conférence, quatre positions politiques claires furent développées. Une minorité estima que la tâche essentielle de l'IMG devrait être la construction d'un mouvement consacré à l'Irlande autour de trois slogans : « auto-détermination pour l'Irlande ; retrait immédiat des troupes ; libération de tous les prisonniers politiques »... En outre des mouvements devraient être construits sur le Vietnam et sur l'avortement. Comme travail central, nous devrions exhorter les travailleurs à entrer dans les sections territoriales du Parti Travailleuse pour faire campagne sur le thème : « Les travailleurs au pouvoir sur un programme socialiste ». Cette position reçut 4 votes de délégués, 113 contre et 9 abstentions.

La position de la seconde minorité définissait quatre axes essentiels de travail pour l'IMG : l'Irlande, l'avortement, le Vietnam et la mise sur pied d'une aile « lutte de classes » dans les syndicats. La construction de ces mouvements devrait permettre essentiellement des mobilisations de masse indépendamment du syndicat et des autres appareils réformistes... Cette minorité obtint 7 mandats contre 115 et 4 abstentions. Une synthèse de cette orientation est parue dans « Red Mole » No 40.

Une troisième minorité qui se

développa au cours du congrès, expliquait que l'acceptation du document majoritaire serait désastreuse pour l'organisation et qu'en conséquence on ne saurait prendre en considération la position de la majorité. Certains délégués se prononcèrent pour cette résolution sur la base d'une poursuite nécessaire de la discussion. Cette position reçut 27 votes, 100 contre et 1 abstention. Une autre position fut rédigée sous la forme d'une résolution rejetant les vues de la troisième minorité, soutenant la ligne générale de la majorité, bien que certaines critiques soient valables et puissent même y être incorporées : ceci fut largement repoussé.

Les délégués approuvèrent alors la ligne générale du document de la majorité sur les perspectives, par 86 mandats contre 19 et 23 abstentions. Un résumé de ce document est paru dans Red Mole No 39. Mais nous publions ci-dessous une résolution mettant en lumière ses éléments essentiels.

Des votes eurent lieu ensuite sur l'Irlande, les étudiants, les femmes, la question du Front unique, et le travail dans les syndicats.

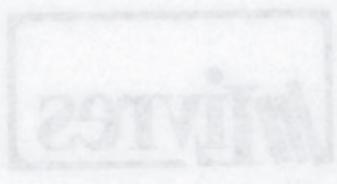
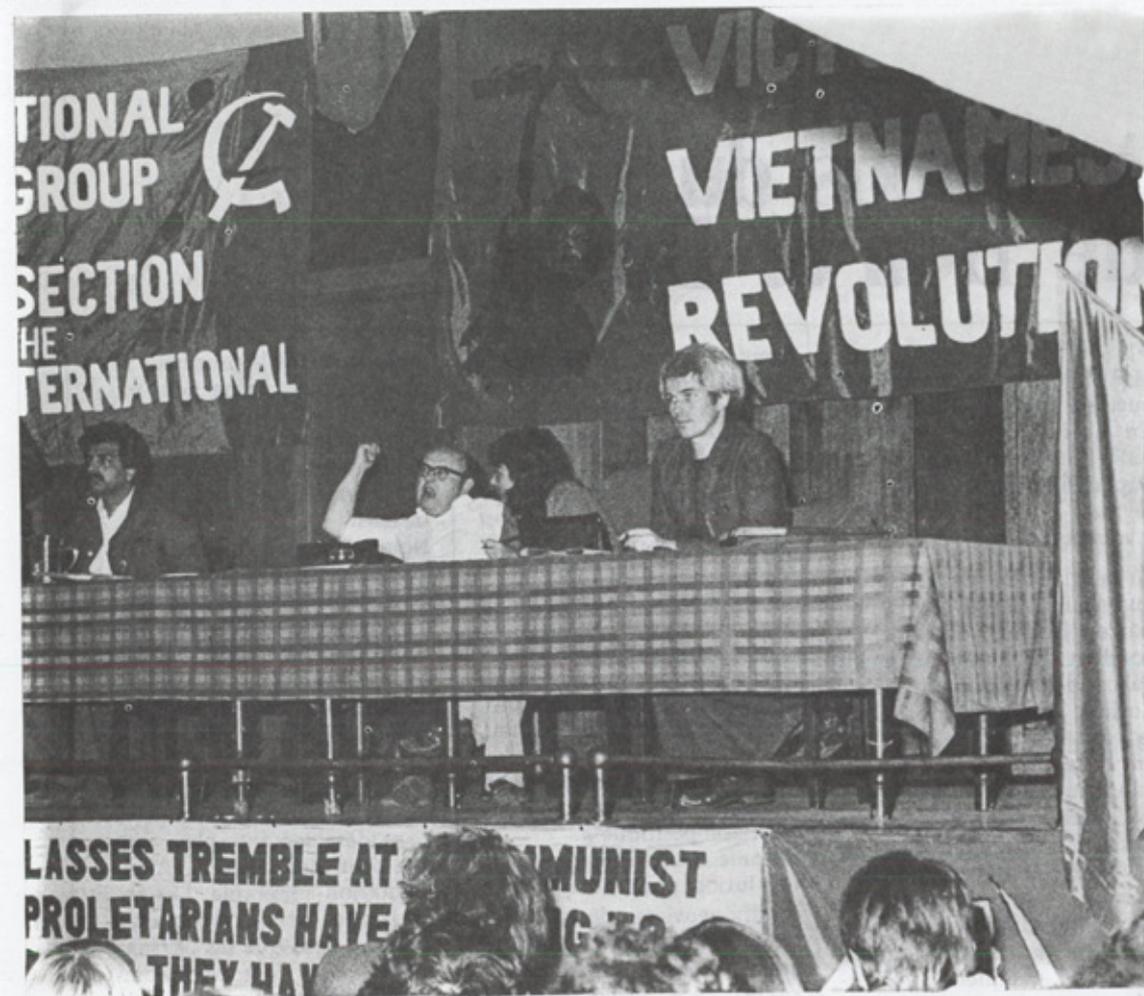
Le rapport central nota que, au cours de l'année écoulée les forces de la IVème Internationale avaient à peu près doublé en Grande-Bretagne, que la composition ouvrière de l'organisation avait progressé et que nous avions réussi à commencer un travail dans certaines branches industrielles et dans certains syndicats tandis que des possibilités apparaissaient ailleurs. La conférence prit fin avec l'élection d'un Comité National de 21 membres et 14 suppléants.



Résolution

1) L'effort politique principal de l'organisation l'an prochain sera la popularisation des idées contenues dans la sixième partie du document sur les perspectives et dans le document sur le front unique et le travail syndical. Ceci peut s'avancer sous formes de trois tâches politiques et organisationnelles essentielles qui sont conditionnées par la situation politique.

a) Mettant en avant la méthode du front unique, organiser les luttes non seulement de la classe ouvrière mais de tous les opprimés. Dans la période, ceci implique deux axes : d'abord le travail de solidarité avec le peuple irlandais en lutte contre l'impérialisme britannique. En second lieu organiser des fronts uniques et des regroupements à la base au sein des syndicats. La tâche politique qui découle de ces objectifs c'est la lutte au sein de l'avant-



Par notre analyse marxiste de l'oppression spécifique des femmes dans la société bourgeoise et de notre combat contre cette oppression. Cette dernière s'opère au travail, dans et par la famille, au niveau de l'expression de la personnalité.

Ce combat implique de lutter contre l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire. Les groupes de femmes socialistes continueront à apparaître comme direction pour les femmes les plus radicalisées, liant leurs luttes aux luttes ouvrières et les rapprochant du mouvement révolutionnaire en tant que tel par leurs activités et leur journal qui continuera à s'appeler « Socialist Women ». La campagne politique centrale pour la période à venir sera : à travail égal, salaire égal...

5) Notre travail de masse étudiant pour la période à venir tourne essentiellement autour de la question des fronts uniques à construire et en particulier par rapport au « Comité de liaison pour la défense des organisations étudiantes », à la tentative de la construction au niveau local sur le thème central de l'autonomie des organisations étudiantes...

6) La direction organisera une discussion écrite sur la question des mots d'ordre gouvernementaux.

7) Le Comité national organisera une discussion interne, comprenant la préparation de documents, sur les problèmes internationaux auxquels la IVème Internationale doit faire face et convoquer une conférence pour l'élection de délégués au Xème Congrès mondial.

garde pour une délimitation claire et nette au sujet de l'autodétermination c'est-à-dire l'affirmation d'une position défaitiste par rapport à la lutte armée en Irlande ; c'est également la plus grande clarté programmatique au sujet du contrôle ouvrier et du parti travailliste.

b) La tâche de construction de l'organisation par le recrutement individuel, en particulier l'incorporation à notre groupe des ouvriers les plus avancés avec qui nous avons les contacts les plus étroits. Notre instrument le plus important à cet égard est notre travail sur l'Irlande et son corollaire organisationnel est le renforcement de l'appareil central et du journal de l'organisation.

c) La tâche de contribuer à un redécoupage au sein de l'avant-garde elle-même, d'opposer en permanence le léninisme à l'aventurisme. Le journal, les publications reflètent ces tâches.

Ces trois objectifs se situent

dans le cadre de la rupture voulue des secteurs les plus décisifs de la classe ouvrière avec la social-démocratie. Ce qui implique des changements dans le style et le contenu du journal. Et puis la popularisation de nos positions doit se situer dans le cadre de l'élaboration d'un programme de transition. En commençant à formuler un tel programme, la nouvelle direction sera guidée par les principes théoriques suivants :

- Il n'existe pas de programme de transition par secteur mais seulement un programme de transition pour l'ensemble de la société.

- Le contenu de tout programme de transition c'est la mise à bas de l'Etat capitaliste, clé de voute des rapports sociaux capitalistes, ce qui, dans pratiquement tous les cas de figure, passe par l'édification et la victoire d'organismes de double pouvoir. De telles structures doivent être l'expression politique révolutionnaire de la

classe ouvrière, unissant les luttes de tous les secteurs opprimés et capables, dans ces conditions, d'établir et de consolider la dictature du prolétariat. La création de structures de double pouvoir qui briseront l'appareil d'Etat bourgeois et les rapports de production constitue le pivot stratégique et la substance du programme de transition.

2) Notre travail politique doit être combiné avec un combat idéologique sans merci pour la conception léniniste du parti. Cette lutte, en Grande Bretagne, signifie combattre les conceptions administratives du parti, traditionnelles dans le mouvement « trotskyste » britannique telles qu'elles sont exprimées par IS (International Socialism), la SLL (Socialist Labour League),...

4) Notre travail Femmes passe par les « Socialist Women Group » - groupe de femmes socialistes - qui sont fondés

à propos du livre de Bon & Burnier

La thèse centrale de Bon et Burnier, défendue d'abord dans « Les nouveaux Intellectuels » (2) puis complétée dans « Classe Ouvrière et révolution » est que nous assistons à la naissance d'une nouvelle classe sociale — celle des techniciens — classe potentiellement révolutionnaire. Fantassins du développement scientifique et technique, les techniciens tiendraient aujourd'hui au premiers rangs des tranchées du progrès, les rôles traditionnellement dévolus à la classe ouvrière par la théorie marxiste.

Le premier livre de Bon et Burnier, conçu en grande partie avant Mai 68, se proposait de décrire l'évolution historique des intellectuels sommairement définis à l'aide d'une lecture rapide de Gramsci, comme « organisateurs des couches et des classes sociales » (la dimension politique essentielle de la réflexion de Gramsci sur les intellectuels, à savoir la théorie du parti, semble avoir échappé totalement à Bon et Burnier). Le second livre vise à confirmer et à conforter l'analyse en tentant de le mettre à l'abri d'une critique marxiste.

Si Bon et Burnier pensent que l'ensemble de ces techniciens « nouveaux intellectuels » peut-être assimilé à une classe sociale en formation, et révolutionnaire de surcroît, il fallait qu'ils s'expliquent et précisent :

- 1) Ce qu'ils entendent par classe révolutionnaire.
- 2) Comment ils se situent par rapport à la théorie marxiste de la classe ouvrière.
- 3) Ce qu'ils pensent du mouvement ouvrier et de son histoire : qu'est devenue la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière, manifestée en octobre 17 par exemple ?

4) Ce qu'ils pensent de Mai 68 et de la combativité ouvrière qui s'y est affirmée. En autres choses, c'est ce qu'ils font, avec un peu de duplicité et pas mal de naïveté dans « Classe ouvrière et révolution ».

A la question de savoir ce qu'est une classe révolutionnaire, Bon et Burnier répondent par un maniement délicat des catégories d'« intériorité » et d'« extériorité » à la société globale : « Tout projet révolutionnaire désigne une force capable de bouleverser l'édifice sociale. Il établit ainsi sa vraisemblance en dépassant le discours utopique. Il se heurte aussitôt à une contradiction : si cette force est partie intégrante de la société, comment pourrait-elle mettre en cause un système qui fonde son existence ? Si elle lui reste extérieure, dignes de ceux de Zénon sur le mouvement, ne sont guère admirables : derrière cette « dialectique » de l'intériorité et de l'extériorité se cache finalement l'idée toute banale que la classe ouvrière n'est plus révolutionnaire parce que totalement intégrée au système bourgeois, « trop inférieure ».

Selon Bon et Burnier, la transformation du travail industriel avec la taylorisation a abouti à la parcellisation de la classe ouvrière combative, formée d'ouvriers qualifiés. Le « travail en miettes » a émietté la classe ouvrière qui a perdu la conscience de son unité.

Ayant perdu la conscience de son unité elle a perdu la conscience de son « extériorité ». « L'ouvrier déqualifié prend peu à peu conscience qu'une société nouvelle ne modifiera pas radicalement ses condi-

tions de travail, et qu'il y sera soumis aux mêmes contraintes organisationnelles imposées par la grande industrie... (argument typiquement bourgeois qui justifie l'exploitation par la technique... c'est nous qui mettons la parenthèse et son contenu).

Le prolétariat ne se dilue pas pour autant dans le corps social, mais la violence qui marque parfois ses grandes luttes ne s'inscrit plus dans une stratégie crédible de prise du pouvoir. L'idée du socialisme s'estompe dans le symbolisme ou disparaît progressivement de l'horizon politique ».

Comme disait Sanguinetti, la révolution prolétarienne c'est du dix-neuvième siècle. La société industrielle a passé sa grande éponge sur le prolétariat. Le prolétariat lui-même n'a pas été délivré mais sa conscience révolutionnaire (sentiment d'extériorité pour parler comme Bon et Burnier) a disparu.

D'après Bon et Burnier, la classe révolutionnaire peut se définir à toutes les époques selon deux critères :

- 1) Elle doit jouer un rôle déterminant dans le processus de production (intériorité).
- 2) Et être exclue de tous les centres de décisions économiques et politiques (extériorité).

Bon et Burnier nous expliquent que leur définition fonctionne aussi bien pour la bourgeoisie de 1789, pour le prolétariat russe de 1917, que pour les techniciens actuels. Le critère pertinent pour distinguer les classes sociales ne serait plus celui de la possession des moyens de production, mais celui de la capacité de décision (le critère du « pouvoir » remplacerait celui de l'« avoir »). Bon et Burnier ne nous disent pas quel est « le rôle dé-

terminant dans le processus de production », ils ne nous expliquent pas pourquoi ce rôle a été rempli en 1789 par la bourgeoisie, en 1917 par le prolétariat, en 68 par les techniciens.

Nous voulons bien croire que les techniciens jouent un rôle important. Mais Bon et Burnier ne nous expliquent pas comment ce rôle est aujourd'hui structurellement déterminant. Ils en sont réduits à s'appuyer sur les statistiques des recensements pour montrer que le nombre de techniciens augmente considérablement plus vite que celui des ouvriers. Argumentation misérable. Les socialistes révolutionnaires démontraient que les paysans étaient cent fois plus nombreux que les ouvriers dans la Russie de 1917.

La méthode suivie elle-même est plus que sujette à caution. Il faut avoir l'esprit métaphysique pour prétendre pouvoir fournir une définition de la classe révolutionnaire valable aussi bien pour les esclaves de Spartacus, pour la guerre des paysans, pour 1789, 1917 et Mai 68 !

La révolution bourgeoise, par exemple, n'est que formellement comparable à la révolution prolétarienne. la classe bourgeoise, avant de s'emparer du pouvoir possédait déjà les leviers économiques : le prolétariat doit s'emparer à la fois de la puissance économique et de la puissance politique.

C'est une différence de si grande taille qu'elle interdit à elle seule la méthode choisie par Bon et Burnier, qui consiste à définir dans l'abstrait et a priori, toute classe révolutionnaire possible. La définition « intériorité-extériorité » dépouillée de sa

«classe ouvrière & révolution»

peau structuraliste s'exprime à peu près comme suit :

a) Ce sont les mécontents qui font les révolutions (extériorité).

b) Mais pour qu'ils puissent réussir, il faut qu'ils soient puissants et efficaces (intériorité).

Ce qui est passablement trivial.

Pour Bon et Burnier, la classe révolutionnaire est celle qui fait preuve de sentiment révolutionnaire. Font preuve de sentiments révolutionnaires ceux qui sont exclus de la société « post-industrielle ». Bon et Burnier estiment que dans le *Capital*, Marx démontre bien que la classe ouvrière est la classe exploitée. Ils ajoutent qu'il ne s'ensuit nullement qu'elle soit révolutionnaire. Althusser est passé par là : pour Bon et Burnier, les œuvres du « jeune Marx » qui mettent un signe égal entre « classe victime de l'exploitation capitaliste » et « classe révolutionnaire » relèvent de la métaphysique hégélienne (ils ne s'aperçoivent pas que leur propre définition de la classe révolutionnaire relève de la métaphysique aristotélicienne).

La classe ouvrière est à la fois exploitée à proprement parler, elle est manipulée, mais elle n'est pas intégrée.

La preuve de cette « extériorité » de la « couche technicienne » réside dans le caractère anti-autoritaire de son idéologie.

Mais le processus subjectif de la prise de conscience des couches étudiantes et techniciennes en reste à ses débuts. « Les manifestations du refus sont multiples et contradictoires, des chemins de Katmandou à la route de Flins. La naissance d'un radicalisme étudiant, la résurgence des courants irrationnalistes, les

expériences de vie collective et la libération sexuelle, le mysticisme des religions orientales. L'usage du hachich et des hallucogènes, le psychédéisme, la presse parallèle et l'apparition des mouvements underground expriment une même volonté de résistance à la société d'oppression ».

Mais on voit bien que le chapeau est truqué, d'où ils vont faire sortir le lapin : la nouvelle classe révolutionnaire.

Le tout se reconnaissant dans le surhomme selon Jerry Rubin : « Le marxiste superplanant, le bolchevik psychédélique... Il pratique la défonce militante ».

Nous avons bien de mal à voir dans cette description l'idéologie et les « modèles » des masses étudiantes, et ces pauvres techniciens ne s'y reconnaîtraient pas du tout. Bon et Burnier ne nous disent pas mot d'ailleurs sur le passage du refus à la révolution, de l'« extériorité » au renversement de l'ordre existant. L'assimilation rapide des étudiants et des techniciens (les étudiants forment l'aile marchante de la couche technique) laisse pantois. La démonstration de Bon et Burnier grince à toutes ses articulations logiques.

On ne sait pas à les lire, si la théorie marxiste est historiquement dépassée, parce que la Révolution d'Octobre a épuisé les tâches historiques du prolétariat (on se situerait alors après Marx) ou si elle est théoriquement non avenue parce que même en 1917, la classe ouvrière n'aurait pas participé que de très loin à la révolution, le parti ensemble d'intellectuels s'étant substitué à elle dans cette tâche.

Ceci ne gêne pas Bon et Burnier. Ils ne choisissent pas entre ces deux interpré-

tations, parce qu'elles sont équivalentes quant à leurs conséquences. Dans l'un et l'autre cas, il résulte que le marxisme est aujourd'hui une idéologie des nouveaux intellectuels, qui leur permet de revendiquer le pouvoir pour eux, et éventuellement de l'obtenir en faisant semblant de lutter pour un prolétariat mythique, inexistant en fait comme force politique déterminante.

La renaissance du marxisme est pour eux une perversion idéologique de la lutte des couches techniciennes et intellectuelles, qui, par modestie et fausse honte, n'osent pas d'emblée s'affirmer comme classe révolutionnaire. Le marxisme serait la ruse des intellectuels modernes, et la dictature du prolétariat visée par la nouvelle extrême gauche serait en fait la réalisation technicienne du vieux rêve platonicien de la dictature des philosophes.

L'idéalisme de l'interprétation politico-sociologique de Bon et Burnier frappe à chaque détour. Finalement, les intellectuels ont toujours mené le monde. Les intellectuels libéraux d'abord : Bon et Burnier font de la boutade sur la III^e République, « République des professeurs », une vérité, comme si les intellectuels libéraux étaient alors le pouvoir. Et Bon et Burnier de démontrer que les avocats, les médecins et les professeurs formaient la quasi totalité du personnel politique de la III^e. Soit, mais pas comme avocats, médecins ou professeurs, mais d'abord comme hommes de paille de différents intérêts économiques, capitalistes et colonialistes ! Aspects des choses que Bon et Burnier oublient de mentionner.

Dans ce cadre de compréhén-

sion, il est tout naturel que ce soient aujourd'hui les technocrates, demain les techniciens qui soient au pouvoir. De même il est naturel, dans ce schéma idéaliste d'identifier la « conscience d'extériorité » la volonté révolutionnaire et la capacité révolutionnaire. Seulement, chez Bon et Burnier cet idéalisme est dissimulé derrière l'emploi abusif du terme d'« intellectuel organique » emprunté à Gramsci.

Parce que l'on est dans une situation comparable à celle que Lénine décrivait avant la révolution de 1917, et qui fait que l'esprit des temps contraint les interprétations les plus idéalistes à se parer des plumes de paon du vocabulaire marxiste.

Gramsci décrivait les intellectuels comme organisateurs de leur classe, et non comme de simples idéologues (ainsi les clercs du Moyen Age, les instituteurs sous la III^e République Française, modelaient la société). Mais Gramsci était marxiste et l'ensemble du processus était évidemment déterminé chez lui par les rapports de production.

Bon et Burnier gommant les rapports de production : le terme d'organisateur prend alors un sens absolu. La lutte de classes disparaît et cède la place au conflit entre les nouveaux intellectuels organisateurs des couches techniciennes anti-autoritaires, et les technocrates organisateurs du VI^e Plan.

On comprend comment cet idéalisme rejoint chez Bon et Burnier la fausse rigueur althusserienne et cohabite avec l'admiration pour le « *Capital* » « œuvre purement scientifique ». Bon et Burnier nient que la classe exploitée soit nécessairement révolutionnaire. « Il n'y a pas de

«classe ouvrière & révolution»

rappports », mais il y a des révolutions, et l'histoire avance. Il faut alors chercher le moteur de l'histoire ailleurs que dans la classe ouvrière « intégrée ».

Nous reconnaissons volontiers n'avoir pas cerné jusqu'ici d'une manière satisfaisante le problème politique posé par l'évolution des couches considérées. Bon et Burnier nous aident au moins à une chose. Ils montrent par eux-mêmes quel type d'idéologie limite peut être secrétée par ces « couches nouvelles » et singulièrement, celles qui sont liées à l'université, conscientes de leur importance jusqu'à s'auto-proclamer classe révolutionnaire en formation.

Bon et Burnier montrent comment malgré une volonté apparente de rigueur, une telle tentative est contrainte de recourir à l'idéalisme le plus flou, mêlant les thèmes réformistes classiques (Jaurès avait raison contre Marx) et les thèmes ultra-gauches de la révolte anti-autoritaire.

PS

Nous livrons à l'interprétation des lecteurs, ce passage de Bon et Burnier sur Mai 68. C'est du meilleur cru : « Dans la France de Mai 68, la lutte révolutionnaire prend ses sources à l'université, non dans les usines. Loin de provoquer ou de diriger le mouvement, le prolétariat et ses organisations adoptent une attitude comparable à celle des paysanneries de 1789 et 1917 : appoint décisif aux groupes révolutionnaires, ils ne se constituent pas en avant-garde d'un mouvement qui leur échappe dans sa genèse comme dans la radica-

lisation de ses objectifs. Dans un premier temps, ils accordent leur appui à la commune étudiante, et désorganisent l'appareil étatique et industriel par leur grève revendicative. Il retirent ensuite leur soutien, et négocient séparément avec la classe dominante. Faut-il une nouvelle fois attribuer ce comportement à un égarement passager et à la trahison des chefs communistes ou admettre, après le long silence des prolétariats occidentaux, un glissement profond du centre révolutionnaire dans les sociétés industrielles développées ? » Bon et Burnier n'ont simplement pas vu ce qui s'est passé dans les usines en Mai-Juin 68 !



la révolution trahie (en russe)

La « REVOLUTION TRAHIE », l'ouvrage le plus important que Léon TROTSKY écrivit sur la nature sociale de l'URSS est paru. En RUSSE. Il s'agit là du texte ORIGINAL de Trotsky, dactylographié et corrigé par lui.

Aujourd'hui, alors que s'amorce dans les « démocraties populaires » — et notamment en URSS — une nouvelle volonté de combat, alors qu'une nouvelle opposition communiste se dresse contre la bureaucratie stalinienne, ce livre, jamais publié en URSS, constitue une arme essentielle pour les militants de ce pays.

Cette souscription n'est pas seulement destinée à financer la « REVOLUTION TRAHIE ». Elle doit aussi contribuer à développer toutes les publications en langues slaves qui aideront les révolutionnaires d'Europe de l'Est à lutter contre le joug bureaucratique.

Cet ouvrage est au prix de 100 francs plus 5 (expédition) à ROUGE.



Notes des pages 22 et 23 :

- (1) Ecoles basques installées dans une semi-légalité précaire.
- (2) Parti Nationaliste Basque : première organisation nationaliste de tendance catholique et conservatrice. Représentative des intérêts de la bourgeoisie locale.
- (3) ETA (Euskadi Ta Askatuta) : organisation nationaliste. S'est scindée lors de la Convention en une fraction « militarono-nationaliste » et une fraction « socialiste révolutionnaire ».
- (4) PSO : Parti Socialiste Ouvrier, parti social-démocrate contrôle l'UGT (Union Générale des Travailleurs), syndicat réformiste. Lors de la révolution espagnole était dirigé par Indalecio Prieto (représentant de l'aile droite) et Largo Caballero (représentant de l'aile « gauche »).
- (5) MCE : mouvement communiste espagnole issu du Komunistak, scission maoïste de l'ETA.
- (6) ORT/USA : courants syndicalistes chrétiens radicalisés.

GEORG LUKACS

as a mar
xist philo
sopher

par
Georges
NOVACKS

Nous publions ci-dessous un dossier composé de trois articles consacrés à l'œuvre de Georg Lukacs. Dans ces articles s'expriment des divergences essentielles. C'est là un débat qui ne fait que commencer et que nous poursuivrons dans cette revue ou dans d'autres publications.

Georges Novack a abondamment écrit dans le champ de la philosophie marxiste. Ses œuvres les plus importantes sont « L'origine du matérialisme », « L'empirisme et son évolution », « Une introduction à la logique du marxisme » et « Démocratie et révolution ».

Pendant les cinquante dernières années, Georg Lukacs se trouva au premier rang de la philosophie marxiste européenne. La plus controversée et la plus influente de ses œuvres volumineuses « Histoire et Conscience de classe » apparut enfin en traduction anglaise en juin 71, à peu près au moment où le fameux penseur hongrois mourut à Budapest à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Ce livre a eu une histoire curieuse. Lukacs passa par trois phases en tant que théoricien marxiste. « Histoire et Conscience de classe » appartient à la première phase qui s'étend de la défaite de la révolution hongroise en 1918-19, à son abandon de la participation active à la politique du PC après 1929. La période suivante de sa production intellectuelle fut dominée et défigurée par la tyrannie totalitaire de Staline. Lukacs eut une plus grande liberté pour imprimer ses vues réelles dans les dernières années, de 56 à sa mort, bien qu'il eût à se souvenir des autorités du parti.

Après sa parution à Vienne en 1923, « Histoire et Conscience de classe » fut condamné comme une déformation des doctrines marxistes par Zinoviev et Boukharine, au cinquième congrès de la III^{ème} Internationale, en juin-juillet 1924.

Le philosophe soviétique Déborine, parmi d'autres, montra que l'essai de Lukacs d'opposer Engels à Marx, le menait à l'idéalisme, qu'il rejetait à tort l'applicabilité de la méthode dialectique à la nature, aussi bien que la réalité objective de la nature indépendante de la connaissance humaine, et qu'il ne faisait pas une approche matérialiste de l'histoire de la société.

Lukacs lui-même désavoua son livre après de nouvelles attaques en 1933, non seulement par soumission à l'inquisition stalinienne, mais parce qu'une réflexion plus approfondie, stimulée par la lecture de Lénine l'avait fait changé d'avis, et orienté ses vues sur certaines questions-clé plus en harmonie avec les positions des fondateurs du marxisme.

Pendant ce temps, son travail semi-clandestin jouissait d'une réputation sou-

teraine parmi les intellectuels de gauche en Europe de l'Est et de l'Ouest, repoussés par la scolastique et le conformisme stérile de l'école stalinienne. Ceux-ci lui empruntèrent son mode d'interprétation quasi-hégélien, la séparation qu'il effectue entre Marx et Engels, son rejet de nombreux principes du matérialisme historique et dialectique, et utilisent ses hérésies, non seulement comme armes contre le dogmatisme stalinien, mais encore comme une garantie pour discréditer des vues authentiquement marxistes.

Des existentialistes de gauche, comme Sartre et Merleau-Ponty ont été particulièrement assidus dans cette tentative. Au fur et à mesure que la déstalinisation de la vie intellectuelle s'accélérait en Europe de l'Est, de nombreux humanistes socialistes hétérodoxes en ont fait autant dans ces pays. Ils trouvèrent des échos en Angleterre et aux Etats-Unis où, après un certain retard, les dernières manies intellectuelles du Continent sont habituellement happées avec délices par les radicaux à l'éducation académique.

Lukacs se plaignit de cet abus de sa version dépassée et erronée de théorie marxiste, mais ses protestations sont passées largement inaperçues. Son livre est trop commode pour ceux qui veulent « tailler la barbe à Marx » pour servir leurs propres intentions théoriques. « Histoire et conscience de classe » demeure une source d'inspiration privilégiée pour un assortiment de philosophes et de sociologues qui ont pillé ses pages pour y trouver des arguments contre les fondements matérialistes de la méthode marxiste.

Le jeune Lukacs a été popularisé par les critiques du marxisme pour les mêmes raisons pour lesquelles beaucoup d'entre eux se déclarent si attachés au jeune Trotsky. Exactement comme les opposants du centralisme démocratique dans l'organisation du parti ont déterré les critiques d'après 1905 que Trotsky faisait des principes léninistes de l'organisation que Trotsky lui-même a explicitement désavouées comme incorrectes à partir de 17, de même beaucoup des déviations que Lukacs rejeta après plus mûre réflexion ont été affichées comme la véritable interprétation de la méthode marxiste.

Pour être juste, il faut dire que les vertus aussi bien que les défauts de « Histoire et conscience de classe » ont été responsables de son attrait et de son influence. Lukacs

était, selon l'expression de Stephen Spender, « un millionnaire du savoir ». Il se dirigeait avec une aisance consommée dans les couloirs de la philosophie occidentale, et traitait les problèmes contemporains de la pensée d'une manière puissamment analytique. Les professeurs de philosophie ordinaires paraissaient de vains provinciaux à côté de lui.

Le contexte historique

« Histoire et Conscience de classe » est le produit de ce qu'il appelle à juste titre son apprentissage du marxisme. En plus de sa place dans son développement personnel, ce livre vaut comme document historique. Malgré tous ses défauts, ce livre représentait l'effort original et indépendant d'un intellectuel doué, possédant à fond la culture hongroise avancée de son temps en Europe Centrale, pour transcender les limites de cette culture et s'approcher de la perspective marxiste. Cette première entreprise fut loin d'être une réussite, comme il le reconnut lui-même, et il n'obtint pas pleinement ce but, même à la fin, comme nous allons le voir. Cependant dans « Histoire et conscience de classe », grâce à son assise dans la philosophie classique allemande, Lukacs mit en valeur l'élément dialectique de la méthode marxiste qui avait été rejeté à l'arrière plan à l'époque où Kautsky exerçait sa domination sur la social-démocratie internationale. Lukacs fut le premier après Marx à insister sur l'importance des concepts d'aliénation et de réification dans la critique révolutionnaire du système capitaliste. Et contrairement aux déterministes mécanistes, il vit que les êtres humains actifs, travaillant, pensant et luttant n'étaient pas seulement les produits mais aussi les producteurs du processus historique de développement social.

Vers la fin de son long et sinueux « chemin vers Marx », Lukacs donna une appréciation honnête sur le livre qu'il avait publié un demi-siècle auparavant. Cette réévaluation qui peut être considérée comme son jugement définitif sur ses mérites et ses défauts, est reprise en introduction à l'édition anglaise. C'est pourquoi, dans n'importe quel jugement synthétique définitif porté sur la valeur de l'œuvre, il est nécessaire de rapprocher le texte original de l'autocritique faite à partir de la position avantageuse que représente sa réflexion mûrie en 1967.

Le commentaire dans la préface nous présente ses idées réelles puisque les contantes les plus terribles de l'inquisition bureaucratique qui l'avaient auparavant obligé à abjurer s'étaient alors relâchées. Bien que beaucoup de fervents du jeune Lukacs ne soient pas d'accord, les réflexions après coup n'ont pas moins d'intérêt pour ceux qui étudient sa trajectoire intellectuelle que ses idées antérieures plus largement connues. Ensemble, ils renferment le bourgeonnement et le fruit final de son évolution selon des perspectives marxistes.

Qu'est-ce que Lukacs en est venu à considérer comme incorrect dans « Histoire et

conscience de classe » ? Il commence par replacer le livre dans son contexte historique spécifique. Les essais furent écrits et révisés de 1919 à 1922. Pendant cette période il était affligé, dit-il, « de sectarisme messianique ». Il veut dire par là deux choses distinctes. Tout d'abord, il attendait alors une révolution prolétarienne imminente en Europe. En même temps il était un porte-parole des courants d'extrême-gauche qui étaient déchainés dans les premières années de l'Internationale communiste.

Lukacs était venu au communisme avec une formation anarcho-syndicaliste qui influa sur son orientation des années 20. Lénine et Trotsky furent les premiers à combattre ces tendances aventuristes au 3ème congrès mondial du Komintern ; le premier écrivit son fameux ouvrage polémique « le gauchisme, maladie infantile du communisme » dans le cadre de cette campagne. Il remarqua Lukacs et en fit mention spéciale, critiquant son volontarisme et son marxisme purement verbal qui ne tenait pas compte des circonstances historiques précises à ce moment de la lutte révolutionnaire.

Ainsi les déviations idéalistes de Lukacs dans le champ le plus général du marxisme allaient la main dans la main avec la stratégie irréaliste qu'il préconisait alors à l'avant-garde prolétarienne. Ceci explique en partie la véhémence de la critique dirigée contre « Histoire et conscience de classe » au 5ème congrès mondial. Des questions pratiques de stratégie et de tactique aussi bien que les perspectives de la théorie marxiste furent en débat dans la controverse. De plus Zinoviev, le protecteur du leader du PC hongrois Bela Kun, avait un compte personnel à régler avec Lukacs concernant différentes propositions de réorganisation et de direction nouvelle du PC hongrois clandestin.

Après avoir expliqué la genèse de « Histoire et conscience de classe », Lukacs en vient à porter un jugement sur les positions essentielles exprimées dans ce texte. Il est des plus sévères pour son point de vue méthodologique fondamental, qui, dit-il, « s'attaque aux racines même de l'ontologie marxiste ». « Histoire et conscience de classe » avance la prémisse que le marxisme est exclusivement une théorie de la société, une philosophie de l'histoire de l'homme. Cette mauvaise interprétation ignore et désavoue son rapport intrinsèque avec le monde extérieur. Il en arrive à convertir la nature en catégorie sociale, impliquant que c'est l'œuvre de l'humanité et même de sa conscience. Lukacs écrivit sans aucune réserve que « l'existence est le produit de l'activité humaine », affirmation valable uniquement pour l'existence sociale. Pour la dialectique ou pour toute forme de matérialisme, la nature a une existence objective antérieure, indépendante et distincte de ses relations avec le genre humain qui est un produit et une part de la réalité matérielle. « Histoire et conscience de classe » renverse le véritable rapport entre la nature et l'humanité, comme le fait l'idéalisme.

GEORG LUKACS

Le désaveu du matérialisme dans cet ouvrage est impitoyable. Lukacs caractérise le matérialisme des lumières que Lénine pressait les marxistes d'étudier, seulement comme « la forme idéologique de la révolution bourgeoise ». Lukacs citait de manière approbative le propos de son vieux maître Richert, un néo-kantien, selon lequel le matérialisme n'est que du « platonisme renversé ». Alors que pour lui la dialectique est prolétarienne, il considérait la position matérialiste comme étant essentiellement métaphysique et bourgeoise.

Le Lukacs de l'âge mûr, en affirmant la portée universelle de la théorie marxiste et l'objectivité indépendante de la nature, se distingue explicitement de ces existentialistes de gauche comme Sartre, qui arrachent le marxisme à son fondement dans le monde matériel pris comme un tout, et essayent de restreindre son domaine, son contenu, et son intérêt strictement au domaine de l'homme. En séparant l'évolution sociale de l'évolution naturelle ils réduisent le marxisme à une pure « anthropologie » séparée de l'ontologie.

Pour couper en tranches le matérialisme dialectique de cette façon, les révisionnistes sont obligés de rompre la continuité dans la transmission de la théorie marxiste classique, le mieux exprimé dans les œuvres de Marx, Engels, Plékhanov, Lénine, Luxembourg et Trotsky. L'expédient qu'utilise cette tendance consiste à opposer Engels comme un prétendu tenant de l'empirisme, du scientisme et d'un matérialisme vulgaire ou métaphysique à Marx tel qu'ils le reconstituent. Bien qu'il ait été impossible de les opposer l'un à l'autre de leur vivant, ces falsificateurs ont trouvé le moyen de les séparer et de les opposer après leur mort. Ils dépeignent Engels, non comme le collaborateur intime de Marx et l'interprète le plus digne de foi du matérialisme dialectique qu'ils ont créé ensemble, mais comme le premier falsificateur, comme celui qui a défiguré la pensée marxiste. Ils accusent Engels qui est innocent de ces crimes de faire ce qu'ils accomplissent eux-mêmes réellement.

L'attaque de Lukacs contre Engels sous cet angle a fait beaucoup pour populariser et sanctionner la déformation des relations entre les 2 fondateurs du socialisme scientifique. Quand il concède que le marxisme comprend une théorie générale de l'être allant au-delà de la société, il répare en partie sa tentative injustifiée de séparer les collaborateurs et leur synthèse philosophique. Conformément à sa redéfinition correcte du matérialisme, Lukacs dit dans la préface à la nouvelle édition que la version du marxisme dans « Histoire et conscience de classe », souffre d'un subjectivisme qui l'emporte sur tout. Le livre présente une conception abstraite et idéaliste de la praxis, parce qu'il omet ou méconnaît le rôle central du travail, activité productive, comme le médiateur de l'interaction métabolique entre la société et la nature.

« Histoire et conscience de classe » ne prit pas comme point de départ le travail, la donnée fondamentale dans la formation et

le développement de l'humanité, mais un stade de l'histoire beaucoup plus avancé où les relations commerciales étaient en plein effet. En fait le livre restreint la partie du matérialisme historique à la société bourgeoise et à la lutte prolétarienne contre elle. « Le matérialisme historique dans sa forme classique signifie l'auto-connaissance de la société capitaliste » dit-il. En réalité la méthode marxiste couvre toutes les étapes successives d'organisation sociale à différents niveaux de développement économique, depuis la société la plus primitive jusqu'au capitalisme et au-delà.

Aliénation et relation objet-sujet

L'œuvre est spécialement célébrée pour l'importance qu'elle a accordé la première au problème de l'aliénation qui est devenu depuis une préoccupation de divers courants de philosophie modernes, de l'existentialisme au marxisme. Lukacs nous fait remarquer que « Histoire et conscience de classe » eut un profond impact dans les cercles de jeunes intellectuels ; je connais toute une foule de bons communistes qui furent gagnés au mouvement par ce fait précis. Sans aucun doute, le fait que cette question marxiste et hégélienne était abordée par un communiste était l'une des raisons pour lesquelles l'impact du livre s'étendit bien au-delà des limites du parti ».

Dans la même lancée le Lukacs de la maturité fait remarquer qu'il a traité le problème « en des termes purement hégéliens ». Il critique le texte original sur 2 points : la nature des relations objet-sujet et la confusion de l'objectivation avec l'aliénation ».

L'utilisation de la relation objet-sujet a toujours tracé une ligne de séparation de principe entre les points de vue matérialiste et idéaliste. Le matérialisme soutient que l'objectif (dans la nature ou dans la société) a une existence antérieure au sujet et indépendante de lui, que celui-ci renvoie à l'humanité vis-à-vis de la nature, à la vie intérieure des gens, ou à l'individu. L'objet et le sujet sont unis mais non pas identiques.

L'idéalisme au contraire proclame qu'il n'y a pas d'objet sans sujet, ces deux aspects de la réalité sont inséparables et identiques en dernière analyse. Hegel, par exemple, dépeint le processus dialectique de l'histoire universelle comme l'Esprit unifié à l'origine, ou l'Idée Absolue, s'introduisant dans la nature externe, faisant irruption dans la conscience, et passant d'un stade d'existence incomplètement subjective à un autre, jusqu'à ce que, au stade suprême de l'Esprit Absolu, toute aliénation soit abolie par le retour de la conscience de soi sur soi. Là enfin l'identité première de l'objet et du sujet était pleinement réalisée. Dans « Histoire et conscience de classe » Lukacs a substitué le prolétariat à l'Idée logique de Hegel. L'humanité est aliénée par la perte de son existence véritable, l'objet est opposé au sujet jusqu'à ce que le prolétariat arrive à la conscience de classe fournie par le

marxisme. Par cet acte de connaissance, le prolétariat surmonte la disjonction entre le sujet connaissant et l'objet de connaissance et se libère, en même temps que le reste de l'humanité, de son état d'aliénation. L'identité du sujet-objet, incarné dans le prolétariat qui possède la conscience de classe, et créée par sa connaissance de soi, plutôt que par sa lutte révolutionnaire et sa reconstruction de la société, est comme le dit Lukacs : « une construction purement métaphysique qui est plus hégélienne que Hegel ». La conception idéaliste hégélienne de l'aliénation reposait sur l'adéquation de l'objectivation en et de l'aliénation. Suivant ses lumières, toute extériorisation d'un objet et d'une idée était une forme aliénée de son existence véritable. Pour surmonter l'aliénation, il était nécessaire de rejeter l'objectivité et d'absorber totalement cette forme fautive de l'existence à l'intérieur de l'identité sujet-objet que l'Esprit Absolu était destiné à réaliser à la fin de son effort. « Histoire et Conscience de classe » a transposé ce schéma idéaliste en termes socio-historiques. Il a converti les réalisations de l'humanité objectivées dans la société jusqu'à l'avènement du prolétariat possédant la conscience de classe, en autant d'expression de l'activité aliénée enveloppée des réifications illusives. Il ne faisait pas la différence entre les résultats de la pratique sociale qui maintenaient l'humanité et l'élevaient, et ceux qui dégradèrent et déformaient les gens. En ce qui concerne l'objectivation, Lukacs en arrive à admettre que c'était « un phénomène naturel » qui produisait des relations aliénées seulement sous certaines conditions et par des voies spécifiques. Le travail forcé a une qualité aliénée, mais pas le travail libre, bien que dans les deux cas l'activité du travail assume une existence objective dans son produit. Ces socialistes humanistes d'aujourd'hui, qui voient la relation sujet-objet se manifester dans la praxis socio-historique comme le fin du fin de la philosophie marxiste, plutôt que comme l'une de ses composantes tombent dans le même piège subjectif que celui que le Lukacs de la maturité s'est dépeint. L'objectif, c'est-à-dire les conditions de vie du milieu, déterminantes, à la fois physiques et sociales, ne peut être avalé par les éléments du subjectif sans rompre avec le matérialisme et glisser à quelques fausses conceptions anthropocentriques et idéalistes de la réalité.

« Histoire et Conscience de classe » a d'autres faiblesses que celles qui sont discutées par Lukacs. Dans ce livre son raisonnement est mené à un niveau d'abstractions raréfiées qui entre rarement en contact avec les faits marquants de l'actualité historique. Cette fuite dans la « pensée pure » caractérise davantage le rationalisme que la méthode marxiste qui s'efforce de fondre les généralisations les plus vastes avec les données empiriques concernant les problèmes considérés. Cette façon de procéder (celle de Lukacs d'Histoire et Conscience de classe) apparaît d'autant plus inadmissible si on la met en regard avec l'insistance ultérieure portée par Lukacs sur la nécessité d'insister sur la « spécificité » de la véritable pensée dialectique.

Son affirmation selon laquelle « l'expérience scientifique est la contemplation à l'état pur » est un paradoxe creux né de son aversion pour le fondement matérialiste de la science et de la philosophie marxiste. Une science naturelle et sociale qui vise à changer le monde et ne se contente pas de le contempler, telle est la forme suprême de la pratique sociale, comme le reconnaît le Lukacs de la maturité.

La « pensée pure » et la méthode marxiste.

Histoire et Conscience de classe dit que l'« immédiatisme » c'est-à-dire le fait de s'en tenir aux apparences externes est la caractéristique essentielle et la limitation insurmontable du mode de pensée bourgeois. C'est là une affirmation trop générale et absolue : elle réduit à néant les progrès et réalisations formidables effectués dans le domaine de ce développement scientifique. Les lois du mouvement de Galilée et Newton ont révolutionné la physique en allant derrière les apparences des phénomènes pour comprendre et exprimer leur essence cachée. Les économistes classiques sont parvenus à la théorie de la valeur-travail en pénétrant dans le marché et les relations monétaires qui se manifestent comme des apparences dans la circulation des marchandises et en mettant en lumière certains des éléments déterminants dans le procès de production capitaliste. Sur ce point, Lukacs n'a pas su faire par manque de sens dialectique, la distinction entre les niveaux et aspects progressistes et réaction-

naires d'une formation sociale.

Lukacs est davantage hégélien que marxiste lorsqu'il affirme que « la structure et la hiérarchie des catégories... sont les thèmes centraux de l'histoire ». Il y a là un renversement des relations entre les idées et les activités pratiques de l'humanité. La voie principale de l'histoire apparaît au travers des niveaux successifs des forces productives de la société qui s'incarne dans les modes de production allant du productivisme tribal à la transition du capitalisme au socialisme. « La structure et la hiérarchie des catégories » que celles-ci soient économiques, politiques ou philosophiques sont des reflets conceptuels de ce procès historique.

La méthode dialectique du marxisme n'est pas présentée dans « Histoire et Conscience de classe » comme un instrument logique pour analyser des structures en mouvement dans les domaines physique, social et intellectuel, mais davantage comme une sélection ou un système de catégories abstraites (totalité, réification) sur lesquelles Lukacs bâtit ses constructions théoriques.

Les catégories particulières qu'il favorise sont beaucoup plus mises en évidence dans ce livre que des lois dialectiques de l'être et du devenir telles que l'unité et la lutte des contraires, le changement de la quantité en qualité, l'interaction de la forme et du contenu etc...

Lukacs traite le prolétariat et sa conscience comme une entité fixe, un absolu doté de caractéristiques permanentes, plutôt que comme une force sociale en évolution, soumise à un développement extrêmement contradictoire et inégal, qui, sur la base de son rôle déterminé dans la structure et le fonctionnement du capitalisme, est susceptible d'acquiescer les caractéristiques les plus opposées. Selon les circonstances, cette classe peut passer d'un stade d'atomisation à un état économique et politique extrêmement organisé, de la passivité non révolutionnaire à des dispositions révolutionnaires très énergiques. Dans des conditions objectives imposées de défaite politique et de récession économique, ce processus peut aussi temporairement évoluer dans le sens contraire.

Il suggère que le prolétariat a seulement besoin de prendre conscience de sa nature sociale et de sa mission historique pour que la réification soit dépassée, bien que l'extraction de ce phénomène né de relations commerciales nécessite plus qu'une prise de conscience, elle ne requiert rien de moins que la transformation socialiste de la société. Il représente le prolétariat venant à la conscience de classe comme un agent libre, prêt à l'activité révolutionnaire, sans accorder tout leur poids aux conditions objectives déterminantes nécessaires pour franchir un pas décisif vers la conquête du pouvoir. Le point de vue unilatéral reflète l'ultra-gauchisme

unilatéral reflète l'ultra-gauchisme rhétorique que Lénine a critiqué.

En fin de compte, son approche rationaliste se fait pour dans l'affirmation selon laquelle « La force de toute société est en dernier ressort une force spirituelle, d'où il résulte que nous ne pourrions être libérés que par le savoir » Ceci est au mieux une demi-vérité trompeuse. Chaque fois que les ressources spirituelles et idéologiques des classes dominantes qui maintiennent les opprimés à leur traine sont épuisées leurs agents ont recours à des moyens plus matériels de répression, comme les guerres civiles et coloniales le démontrent. Ceci constitue l'ultime force — aussi bien que le talon d'Achille — de la domination capitaliste, que le contre-pouvoir organisé des masses révolutionnaires doit affronter et renverser.

Bien que Lukacs ait corrigé de nombreuses erreurs théoriques dans son exposé initial, son entreprise d'auto-critique est restée incomplète et a tourné court sur certains points essentiels. Il a réinstauré l'objectivité ontologique qui est la pièce angulaire de toute philosophie matérialiste, mais il a évité de se prononcer sur le processus dialectique ou non de la nature, sur le fait qu'il témoigne ou non des lois de sa logique. Le défaut est d'autant plus frappant que dans « Histoire et Conscience de classe » il était un des premiers à reprocher à Engels d'avoir étendu la dialectique aux phénomènes surnaturels, en fonction du fait que « le processus dialectique se joue essentiellement entre le sujet et l'objet ». D'après cette thèse, il ne tient aucune place dans les événements de la nature. Parce qu'il est résumé que la dialectique n'a surgi qu'avec l'humanité, la transmutation physico-chimique de la matière inerte en matière vivante sur terre il y a quelques millions d'années ne peut être classée comme une manifestation majeure de la loi du saut qualitatif produit par les changements quantitatifs qui l'ont précédé.

La limitation du processus dialectique et de ses lois à l'histoire et à la pensée humaine viole le nominalisme de la vision marxiste du monde, fondée sur l'unité matérielle du cosmos derrière toute sa diversité qualitative. Cette partition de la réalité n'est pas simplement contraire à la position prise par Marx, Engels et Lénine. Elle échoue face à cette question : que dévoilent les résultats des sciences naturelles, aussi bien que de l'histoire des sciences elles-mêmes, concernant le caractère le plus général des lois du mouvement et du changement dans le monde physique ? Selon la philosophie marxiste, les découvertes les plus récentes des sciences naturelles, comme les découvertes antérieures, — de la théorie de l'évolution inorganique et organique aux découvertes incomplètes concernant la physique des particules élémentaires — confirment la validité de la conception dialectique des

**GEORG
LUKACS**

processus naturels. Il est évident que Lukacs, à la différence de Engels et Lénine, ne se sent pas à son aise face aux problèmes philosophiques posés par les derniers développements des sciences naturelles. Pour Hegel, les lois de la dialectique n'étaient que les lois de la pensée. Pour le marxisme, elles sont les lois qui embrassent le plus largement toutes les divisions de l'être : la nature, la société et la pensée. Pour les révisionnistes, cependant elles ne sont que des lois de l'histoire humaine. En évitant les conclusions qui découlent du caractère logique des changements dans les phénomènes pré-humains et extra-humains, Lukacs apporte aide et soulagement à ceux qui tronquent la philosophie marxiste, des existentialistes français aux néo-humanistes qui déniaient la dialectique de la nature et essaient de réduire le marxisme à une théorie du développement social et du métabolisme nature-société, comme il le faisait lui-même. « Histoire et Conscience de classe ».

Deuxièmement, Lukacs n'a pas abandonné son explication unilatérale de la genèse idéologique du matérialisme dialectique, par laquelle il a fait dériver d'une manière trop directe et exclusive la philosophie de Marx de celle de Hegel. Sur ce point, il ne tient aucun compte des médiations qu'il estime à juste titre essentielles pour utiliser la méthode dialectique.

Bien qu'il ait cessé de penser que le matérialisme était un fétiche bourgeois, il maintient dans sa préface que « Marx procède directement de Hegel » et que « Plekhanov et les autres (qui incluraient Engels et Lénine) ont beaucoup surestimé le rôle de Feuerbach dans la formation du matérialisme dialectique ». Cette opinion ne contredit pas seulement à l'évidence les écrits du jeune Marx de 1843 à 1845, mais aussi le témoignage important de Engels qui a écrit « Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande » pour démontrer leur dette à l'égard de cet eminent matérialiste allemand.

La dépréciation injustifiée de la contribution de Feuerbach au développement du matérialisme moderne provient de l'habitude invétérée de Lukacs de minimiser les éléments matérialistes dans l'arrière plan et la structure du marxisme. Toute sa pensée est imprégnée de préjugés hegelien qu'il absorba dans le milieu académique d'Europe Centrale de ses années pré-marxistes, bien que ce soit un peu moins prononcé dans ses œuvres plus mûres. Comme Ernst Bloch l'a remarqué spirituellement dans sa critique originale de « Histoire et Conscience de classe ». « Marx n'a pas remis Hegel sur ses pieds pour que Lukacs puisse remettre Marx sur la tête ».

Cette déviation était évidente dans sa croyance persistante que, comme il l'écrivit dans « Histoire et Conscience de classe », « la totalité concrète est... la catégorie qui gouverne la réalité ». Il tirait sa conclusion de la proposition hégélienne selon laquelle « la vérité est dans la totalité ». La recommandation de considérer toutes les choses et les événements dans leurs interrelations

et comme les parties d'un tout, et de reconnaître que la totalité est première par rapport à n'importe laquelle de ses parties est un trait essentiel de la méthode dialectique. Elle est spécialement utile pour contrer l'approche morcelée et pluraliste des phénomènes tenue pour modèle et pratiquée par les empiristes, les pragmatiques et les positivistes.

Néanmoins, elle ne peut être érigée en concept central et suprême de la pensée marxiste, comme Lukacs le fit dans « Histoire et Conscience de classe » lorsqu'il écrivit « La catégorie de la totalité, la domination complète, déterminante du tout sur les parties, est l'essence de la méthode que Marx reprit de Hegel, et qu'il transforma, d'une manière originale, en fondement d'une science entièrement nouvelle ».

Cette union unilatérale du concept de totalité prééminent par rapport au reste à laquelle Lukacs a donné cours, a été saisie comme le talisman magique de la pensée dialectique par beaucoup d'autres théoriciens marxistes et quasi-marxistes, tels que Lefebvre, Sartre dans *La critique de la Raison dialectique*, qui tous subordonnent ou suppriment les aspects matérialistes du marxisme et le hegelianisent comme bon leur semble.

Entre parenthèses, Lukacs ignore sa propre recommandation pour la totalité dans la philosophie marxiste, lorsqu'il refuse d'accepter les connections impossibles à rompre qui existent entre la dialectique de la nature et la dialectique de l'évolution des relations entre la nature et l'humanité dans le développement historique de l'organisation sociale. Ce dualisme n'est toujours pas résolu dans son ultime position.

Finalement, Lukacs soutient la conception selon laquelle le marxisme n'est pas un corps de doctrines et de principes, ou un ensemble de conclusions vérifiées et vérifiables empiriquement, dérivées de leurs applications. C'est simplement et uniquement une méthode de raisonnement, une analyse critique, une vue partagée avec l'école de Francfort d'Adorno, Horkheimer, Marcuse — et même Sidney Hook. Il adhère à la définition de l'orthodoxie contenue dans le passage suivant de « Histoire et Conscience de classe » : « Supposons que des recherches récentes aient prouvé une bonne fois pour toutes que chacune des thèses individuelles de Marx était fautive. Même si ceci devait être prouvé, tout marxiste orthodoxe « sérieux » devrait toujours pouvoir accepter de telles conclusions modernes sans réserves, et par là même rejeter chacune des thèses de Marx — sans être contraint une seule minute de renoncer à son orthodoxie ».

Quelle opinion stupéfiante, venant d'un matérialiste qui croit que la pratique sociale est l'épreuve de vérité, ou d'un dialecticien qui comprend l'unité de la forme et du contenu ! Si chacune des thèses marxistes sur le cours de l'histoire, telle que la lutte des classes considérée comme le principal moteur des sociétés

civilisées, et toutes les conclusions du Capital, de la théorie de la valeur : travail, la double nature du travail, la source de la plus-value, la concentration et la centralisation croissantes du capital, à l'expropriation des expropriateurs, peuvent être démontrées fausses, à quoi sont-elles bonnes ? Une méthode qui, en philosophie, en histoire, en économie, n'est parvenue à aucune conclusion vraie, digne de foi et durable, et n'a conduit qu'à des erreurs, serait théoriquement indéfendable et sans valeur dans la pratique. Ceci ne fait pas de doute.

La conception selon laquelle le marxisme peut être réduit à un résidu méthodologique est purement idéaliste, reprise directement de Hegel — ou plus exactement, elle est une extraction unilatérale de sa pensée. La méthode par elle-même, sans contenu spécifique, n'a pas plus de réalité, d'efficacité ou de valeur qu'un esprit désincarné. C'est une coquille vide. Le corps de propositions qui forme la substance véritable du marxisme, tel qu'il a été augmenté et vérifié pendant les cent dernières années ne peut pas être aussi cavalièrement laissé pour compte. Il constitue le contenu essentiel et irremplaçable de son système de pensée, et fournit les guides de lecture de sa façon de procéder.

N'importe laquelle des propositions particulières du marxisme, dans quelque domaine que ce soit, peut être remise en question, examinée de façon critique, modifiée et même écartée si les faits l'exigent. Le dogmatisme est étranger au matérialisme dialectique. Mais en posant pour hypothèse la possibilité de vider entièrement la définition du marxisme de son contenu concret, Lukacs ouvre la porte au scepticisme philosophique et au rejet des principes fondamentaux et des positions spécifiques qui distinguent le marxisme de toutes les autres écoles de pensée et lui donnent la force de la vérité qui peut donner tous ses fruits dans la pratique.

La carrière politique de Lukacs

Cette critique s'est polarisée sur son œuvre la plus controversée, et ne traite pas de la totalité de ses études sur l'histoire et les problèmes de la philosophie, de la littérature et de l'esthétique, à propos desquelles il a exercé ses talents. En tant



que penseur et humaniste dans divers domaines culturels, de la philosophie aux arts, Lukacs était loin en avant de ses contemporains. S'il n'apporta pas des réponses justes dans tous les cas, ses recherches éclairèrent la plupart des questions importantes qui sont discutées aujourd'hui par les philosophes marxistes.

Combien sa carrière politique fut ignominieuse, à l'inverse ! Jusqué en novembre 1918, il fut opposé à la révolution d'Octobre. Après avoir rejoint le PC hongrois, il fut ministre de l'Éducation du régime révolutionnaire désordonné qui s'effondra en moins de 6 mois.

Comme on l'a remarqué, il appartint à l'ultra-gauche du komintern au temps de Lénine et Trotsky. Il ne prit aucune position définie dans la lutte de fractions qui déchira le mouvement communiste international pendant les années 20 et qui décida de son orientation ultérieure. Il se guérit si bien de son ultra-gauchisme dans le milieu des années 20 qu'il bascula dans l'aile droite dont il ne s'écarta plus pendant le reste de sa vie.

Lukacs se retira de l'arène politique du parti en 1929, lorsqu'il découvrit que Bela Kun se préparait à l'expulser du PC hongrois comme « liquidateur ». Il renonça à lutter pour ses idées, présentées dans les « thèses de Blum » (son pseudonyme dans le parti) et publia une abjuration, de manière à éviter le sort de son collègue philosophe Karl Korsch, qui fut expulsé du PC allemand en 1926.

Il agit de même en plusieurs autres occasions par la suite, désavouant ou supprimant ses vues réelles de manière à rester dans les rangs stalinien et à échapper aux représailles. L'auto-justification qu'il offrit cinquante années plus tard fut que sa complaisance lui avait permis de « participer activement à la lutte contre le fascisme », bien qu'il ait été, de son propre aveu, en désaccord avec la théorie stalinienne du « social-fascisme » qui aida Hitler à venir au pouvoir. La seule façon de mener effectivement la lutte contre le fascisme, c'était d'aller contre la politique désastreuse de Staline, comme le firent les trotskystes.

Mais du début à la fin Lukacs s'opposa consciemment et irrévocablement au trotskysme. Il fit l'apologie du « socialisme dans un seul pays » comme de l'une des plus grandes contributions de Staline, et accepta sans réserves la coexistence pacifique, la politique de fronts populaires et leurs conséquences. Il s'adapta à la politique cul-

turelle du Kremlin et se fit l'écho des calomnies lancées contre l'ensemble du peuple allemand dans sa propagande pendant la guerre.

De retour en Hongrie en 1945, il continua à se consacrer à des recherches littéraires, et ne s'engagea pas dans la vie politique publique avant le XXème Congrès de 1956. Pendant les débats mémorables du Cercle Petöfi de Budapest, en juin de cette année, il se mit en avant comme un critique cinglant de la politique culturelle stalinienne dont il avait souffert. Emporté par l'élan du soulèvement des masses en 1956 comme il l'avait été en 1919, Lukacs s'associe aux communistes dissidents regroupés autour d'Imre Nagy, et entra au Comité Central lorsque Nagy devint premier ministre, assumant temporairement le porte-feuille de la Culture Populaire dans le nouveau gouvernement.

A l'apogée de la révolte, le 31 octobre, il déclara dans une interview donnée à un journaliste polonais que « le communisme hongrois avait été totalement déshonoré ». Après la répression brutale du soulèvement populaire, il fut emprisonné en Roumanie, mais autorisé à retourner à Budapest dès 1957. Il refusa de désavouer la révolte, et fut dénoncé à nouveau comme un révisionniste irrécupérable. Toutefois, Kadar, l'actuel premier hongrois, et lui, furent les seuls survivants parmi les dirigeants qui avaient fondé le nouveau Parti Communiste organisé par Nagy.

Lukacs suivit ordinairement la ligne de moindre résistance. Bien qu'il ait reculé devant les pires abominations staliniennes qu'il condamna avec force dès que la déstalinisation le permit, il avait adhéré loyalement à la ligne politique du Kremlin. Dans le conflit sino-soviétique, il se rangea aux côtés de Moscou en dépit des critiques fondées que les maoïstes dirigèrent contre l'oportunisme krouchtchévien. Bien qu'il ait admis que l'aliénation était intense dans les Etats ouvriers bureaucratisés, il s'opposa, sauf dans le bref interlude de 1956, à toute lutte de masse pour la démocratie socialiste.

Il épousa la thèse de la convergence des pays post-capitalistes et des nations capitalistes industrialisées et fit même — que vous le croyiez ou non — l'éloge du « Brain trust » à la Kennedy « en tant que forme organisationnelle » supérieure à la « position spécifique de Marx et Lénine dans les pays socialistes ». A la fin de sa vie, il ne fit aucune déclaration publique sur l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il en fut personnellement navré, et s'opposait à l'intervention, mais il ne s'éleva pas contre publiquement de peur, dit-il, « d'être associé à l'hystérie anti-socialiste ». Il ne protesta pas davantage contre l'exclusion de Soljénitzyn de l'Union des Écrivains, bien qu'il ait beaucoup apprécié ses romans. Réconcilié avec le régime de Kadar, mis en place après l'écrasement de la révolte de 1956, il retourna au PC comme l'un de ses ornements les plus honorés.

Sa carrière suivit pour beaucoup la même trajectoire que celle d'Ilya Ehrenburg, qui

de la même manière, à force de manœuvres et de chance, réussit à échapper au peloton d'exécution, accueilli avec soulagement la destalinisation et mourut de sa mort naturelle dans sa vieillesse. Elle témoigne des ravages que l'époque stalinienne fit subir aux esprits les plus éminents qui avaient été gagnés à la cause du socialisme.

La conformité de la théorie et de l'action

La terrible pression mentale, morale et physique que le système stalinien pouvait faire peser, et qui brisa tant de gens, ne suffit pas à justifier la voie de capitulation prise par Lukacs. Il y a une conformité entre certaines caractéristiques de ses théories et sa ligne d'action.

En accord avec son approche extrêmement abstraite de la nature du prolétariat dans « Histoire et Conscience de classe, Lukacs esquissa une conception du rôle du parti d'avant-garde qui fut plus élaborée dans sa brochure « Lénine », publiée au début de 1924. Il voyait le parti comme l'« incarnation tangible de la conscience de classe du prolétariat », qui avait pour tâche de préparer activement et d'organiser la révolution, au lieu d'attendre passivement qu'elle survienne. Ce schéma de la théorie léniniste de l'organisation, représentait une avance considérable sur la social-démocratie, et même sur les insuffisances des idées de Rosa Luxembourg.

Toutefois, Lukacs projeta dès lors sans discernement sa vision du parti idéal comme « incarnation tangible de la conscience de classe du prolétariat » sur le parti communiste russe, indépendamment des circonstances. La situation réelle de l'Union Soviétique et l'Internationale Communiste après Lénine ne correspondaient en rien à ses descriptions.

Cet adversaire du fétichisme, vice bourgeois, succomba à une forme maligne de fétichisme. En dépit des crimes commis par l'appareil stalinien, il s'accrocha à l'illusion selon laquelle les sommets de l'Union Soviétique et les dirigeants du PC russe demeuraient fidèles au programme de Lénine et à la cause du socialisme international. Fixant son attention sur la continuité formelle qui existait entre le parti de Lénine et celui de Staline, il ne sut pas, comme des millions d'autres, reconnaître que l'organisation bolchévique s'était changée en son contraire, comme la social-démocratie avant elle. Ce parti qui avait servi la classe ouvrière et qui l'avait faite avancer vers ses buts socialistes, s'était perverti sous Staline en agence dominée par une bureaucratie privilégiée qui avait trahi les intérêts du prolétariat.

En fétichisant le PC de Staline, Lukacs abandonna l'essence critique de la méthode dialectique. En refusant de voir l'énorme disparité qui existait entre ses prétentions et sa conduite, et de tirer les conclusions découlant nécessairement de cette contradiction, comme le fit Trotsky, il ignora la priorité que le matérialisme marxiste accorde aux faits de l'expérience dans la lutte des classes. Les écarts de ce dialecticien

vers le formalisme et le fétichisme sont les maillons qui relient ses habitudes de pensée et sa pratique politique dans les trois phases de son évolution.

« Histoire et Conscience de classe », dit Lukacs 50 ans plus tard, fut un amalgame très contradictoire d'idées surgies de tendances qui entrèrent en conflit en lui-même lorsqu'il changea de point de vue de classe au milieu d'une crise mondiale. Voici une saine appréciation de cet ouvrage célèbre.

Un demi-siècle plus tard, beaucoup d'autres jeunes intellectuels se trouvent dans une situation semblable. Ils rompent avec les conceptions et les valeurs du monde bourgeois et son « académisme pernicieux » pour rentrer dans les rangs anti-capitalistes. Ceci les oblige à reconstruire leur perspective théorique antérieure en accord avec les doctrines authentiques du marxisme.

Beaucoup de ceux qui ont adopté des positions plus ou moins révolutionnaires en politique, en économie, en sociologie, s'arrêtent à mi-chemin et persistent à s'accrocher à des idées non marxistes en philosophie et en logique. Ils doivent encore poursuivre la tâche ardue de remplacer leur idéologie petite bourgeoise antérieure par une idéologie prolétarienne scientifique sur toute la ligne.

Certains font appel à « Histoire et conscience de classe » comme à une autorité pour couvrir leurs conceptions erronées de la méthode de pensée marxiste. L'autocritique de Lukacs devrait leur faire remarquer que ces essais sont pleins d'interprétations fausses. Il se désespérait de ce que « ce sont précisément les parties de ce livre que je considère comme théoriquement erronées qui ont eu le plus d'influence ».

Cet ouvrage, c'est aussi l'avertissement qu'il est souvent plus facile de diluer et de défigurer les enseignements du marxisme que de les assimiler pleinement et de les appliquer pour féconder des pensées ultérieures. Lukacs se défait de beaucoup de ses erreurs de jeunesse en philosophie à l'aide des écrits de Lénine. Puis il devint un disciple de Staline, dédaignant la continuation du léninisme dans le mouvement trotskyste. Si la nouvelle génération d'intellectuels révolutionnaires peut éviter les erreurs pour lesquelles Lukacs et la classe ouvrière mondiale ont payé un prix si élevé, la philosophie comme la politique marxistes auront tout à y gagner.

le 16 octobre 1971

GEO RG LUKACS

y a-t-il un mar xisme ort ho doxe ?

(à propos de l'article de G. Novack « Lukacs as a marxist philosopher » publié dans « International Socialist Review », janvier 72)

Il est tout à fait naturel que la mort de Lukacs suscite une appréciation de son œuvre et de son attitude. Il est encore plus naturel que son appréciation soit extrêmement critique de la part des marxistes-révolutionnaires, la carrière politique de Lukacs étant particulièrement honteuse. Mais l'appréciation de son œuvre maîtresse « Histoire et Conscience de classe » qui est faite par George Novack est elle-même discutable. Si, comme le dit Lukacs, « ce sont précisément les parties de mon livre que je considère comme théoriquement fausses qui ont exercé le plus d'influence », il faut expliquer ce fait plus précisément que ne le fait G. Novack.

La renommée d'« Histoire et Conscience de classe » s'est étendue bien au-delà des cercles du mouvement communiste de l'époque pour une raison simple : c'est que l'ouvrage apparaissait dans la tradition marxiste, non pas en tant qu'il était marxiste, mais en tant qu'il renouait heureusement avec la dialectique. Certes, l'ouvrage de Lukacs est fortement imprégné d'idéalisme, dû, comme le remarque Novack, aux « préjugés hégéliens qu'il a acquis dans les milieux universitaires de l'Europe centrale », mais il a en commun avec les ouvrages de Marx ce que n'auront pas les épigones laborieux de la philosophie marxiste, de Plékhanov à Althusser : il se situe en continuité dialectique avec la pensée philosophique occidentale. Il situe le marxisme comme ce qu'il est : la philosophie de la praxis au sens strict du terme, la philosophie qui peut penser la praxis et qui est un élément de cette praxis. Un des apports essentiels de Lukacs, c'est de replacer le marxisme comme un dépassement de la philosophie traditionnelle et notamment de son plus beau fleuron : Hegel. Lukacs poursuit ce que Marx et Engels avaient esquissé à plusieurs reprises : situer la théorie marxiste en continuité et en rupture avec le champ culturel, en montrer la nécessité et la validité. Lukacs opère de façon inégalée l'analyse marxiste de la théorie marxiste, sa situation par rapport aux problèmes que se posait la philosophie occidentale ; il s'agit là d'une analyse marxiste dans le domaine de l'idéologie, étant bien entendu que les présupposés matériels de cette idéologie et de la possibilité de son analyse ont été analysés par Marx lui-même.

Tout ceci pour dire que l'article de G. Novack est injuste vis à vis de l'ouvrage fondamental de Lukacs. Cette injustice provient du fait réel qu'« Histoire et Conscience de classe » sert de référence à des courants anti-marxistes et idéalistes, ainsi qu'au fait que Lukacs s'est transformé en suppôt du stalinisme. Ce ne sont pas là des arguments suffisants : tout ouvrage marxiste anti-stalinien peut servir de support à des idées anti-marxistes étant donné qu'aujourd'hui encore le stalinisme et le marxisme se distinguent difficilement. Quant à l'itinéraire politique de Lukacs, il est parfaitement condamnable. Il est tout à fait correct du

point de vue marxiste d'établir la liaison entre les positions théoriques et les positions politiques d'un membre du mouvement communiste international. mais les prises de position politiques erronées ne condamnent pas ipso facto les positions théoriques, ou alors nous retomberions dans le stalinisme philosophique. Ce qui n'est pas le cas heureusement. D'ailleurs, et contradictoirement, Novack inclut Plékhanov dans la continuité historique du marxisme orthodoxe, alors que les positions dudit se sont avérées de plus en plus douteuses jusqu'à être contre-révolutionnaires. Pourquoi cette indulgence (imméritée) pour Plékhanov et cette sévérité pour Lukacs ?

Ce qui est encore plus curieux et contradictoire, c'est que Novack semble réhabiliter le Lukacs de la maturité, qu'aucune mention n'est faite du rôle de valet de plume du stalinisme qu'a joué Lukacs pendant un temps et qu'enfin on considère le Lukacs déstalinisé comme un marxiste quasiment irréprochable, même si par ailleurs on mentionne ses positions politiques pour le moins douteuses. En fait, Novack prend pour argent comptant la préface de Lukacs dont on peut se demander si elle n'est pas simplement un moyen de se dédouaner aux yeux de l'inquisition post-stalinienne. Car enfin lorsqu'on affirme, comme le fait Novack, que Lukacs a désavoué son œuvre, non seulement par soumission au stalinisme, mais parce qu'il a changé d'avis et rejoint les positions des fondateurs du marxisme, on peut se demander si finalement le stalinisme n'est pas le gardien de l'orthodoxie du marxisme. Dire que le rejet d'« Histoire et Conscience de classe », sous la pression de la bureaucratie, est un acte de retour aux sources, c'est dire que la philosophie stalinienne est orthodoxe, est un parangon de l'anti-révisionisme, ce qui serait curieux de la part d'un marxiste comme Novack. En fait, Lukacs s'est mal déstalinisé et l'évolution qu'il a subie s'est faite non pas vers le marxisme révolutionnaire, mais vers certaines formes, d'ailleurs dépassées, de la pensée bourgeoise, comme la plupart des philosophes qui sortent de l'étouffoir stalinien.

Sur le fond, Novack affirme plusieurs positions contestables : en ce qui concerne le matérialisme, il reproche à Lukacs de présenter le matérialisme français comme

GEORG LUKACS

« la forme idéologique de la révolution bourgeoise », ce qui est une appréciation tout à fait marxiste (cf. les Thèses sur Feuerbach, particulièrement les thèses I, IX et X). Que Lénine en recommande l'étude, comme il recommande l'étude de Hegel, n'indique que l'intelligence que Lénine a du marxisme comme théorie historiquement surgie de la société bourgeoise et non comme un dogme issu on ne sait d'où. Il semble de plus que Novack ne fasse pas une distinction suffisante entre le matérialisme mécanique et le matérialisme dialectique, puisqu'à plusieurs reprises il parle de matérialisme en général sans que l'on sache trop quel contenu a ce matérialisme. Un des grands acquis du marxisme a justement été de se distinguer du matérialisme statique pour montrer l'interaction entre le subjectif et l'objectif, la dialectique de la praxis : « la doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et l'éducation et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué » (IIIème thèse sur Feuerbach). Il est tout à fait concevable que, dans la lutte qu'il mène contre l'idéalisme, Novack accentue l'aspect matérialiste brut du marxisme, en sous-estimant le contenu dialectique, ce qui est d'ailleurs conforme à la conception la plus couramment répandue par les déformations social-démocrates et stalinienne. mais cela peut receler du danger, notamment lorsque Novack affirme que « le matérialisme maintient que l'objectif (dans la nature ou la société) a une existence antérieure ou indépendante du sujet », ce qui serait marxiste s'il ajoutait que cette indépendance et cette antériorité sont elles-mêmes modifiées par le sujet, que d'ailleurs la distinction du sujet et de l'objet est elle-même un produit de l'évolution dialectique de la nature et de la société. Si l'on refuse cette conception dialectique du sujet et de l'objet, on fait du sujet un étranger dans le monde matériel, un épiphénomène négligeable. C'est là, trop souvent, une conception que l'on attribue au marxisme, alors que Marx souligne l'aspect créateur du sujet, ainsi que les circonstances de son apparition.

C'est là que l'on rejoint tout le problème de la dialectique de la nature : les reproches d'idéalisme adressés à Lukacs ne se comprennent que si l'on distingue absolument l'homme et la nature. Or, la nature et l'homme sont deux aspects d'une même totalité dialectique. Du point de vue de la totalité, l'homme est naturel et la nature est humanisée : « l'histoire elle-même est une partie de l'histoire réelle de l'histoire de la nature, de la transformation de la nature en homme » (K. Marx, Manuscrits de 1844, page 96), on ne saurait présenter une dialectique de la nature qui soit distincte de la dialectique de l'histoire humaine. Au-

jourd'hui, par exemple, la transformation de la quantité en qualité, le passage en son contraire sont des phénomènes naturels d'origine sociale. Comme le démontre J.-M. Brohm dans sa préface au livre de Jakubovsky, « Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire », isoler la nature de la pratique sociale conduit à des affirmations métaphysiques et parler d'une dialectique de la nature n'a pas de sens puisque le terme de cette dialectique est la société humaine ; or une dialectique qui s'arrête à mi-chemin n'est plus dialectique. Affirmer que la dialectique de la nature est inséparable de la théorie marxiste, c'est se ranger du côté des staliniens, c'est encourager toutes les tendances qui font du marxisme un simple déterminisme mécaniste. Dans ce sens, Lukacs, indépendamment de ses formulations, a eu raison de poser le problème. N'oublions pas que la condamnation d'« Histoire et Conscience de classe » date du Vème Congrès de l'IC, celui où Zinoviev tentait d'imposer au nom du léninisme un régime intérieur qui préfigurerait celui du stalinisme. N'oublions pas non plus que l'« histmat » et la « diamat » sont des inventions des staliniens qui ont codifié, figé, déformé les acquis théoriques du marxisme. De fait, l'orthodoxie marxiste s'est constituée définitivement comme telle au moment où le stalinisme montait à l'horizon. Condamner Lukacs au nom d'une orthodoxie qui est, elle-même, problématique, c'est finalement scléroser la théorie marxiste. Le marxisme révolutionnaire doit reconstituer, après la nuit stalinienne, en reprenant ce qu'il y a d'enrichissant dans le passé même si ces œuvres sont contestables. Novack se réclame de Plékhanov, pourquoi refuserait-il Lukacs ?

E. Abrahamovici
le 20-3-72

GEO RG LUKACS

défen se du maté rialis me

Le camarade Abrahamovici soulève cinq problèmes importants au sujet de mes remarques sur l'évolution de la philosophie de Lukacs. Ce sont : la place de Plékhanov dans la tradition marxiste, l'évaluation du matérialisme français du XVIIIème siècle, les rapports du subjectif et de l'objectif dans l'histoire, le statut de la dialectique de la nature et le rôle de la pratique dans la théorie marxiste. Voici mon avis sur ces questions.

Plékhanov et la philosophie

La pensée philosophique marxiste pendant trois générations présente une continuité qui va de Marx et Engels (sans les séparer l'un de l'autre comme le faisait Lukacs à ses débuts) jusqu'à Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky en passant par Plékhanov et Labriola. Lukacs et ses disciples opposent à cette tradition une version du marxisme prétendument mécaniste et positiviste, représentée par Engels, Kautsky et Plékhanov.

Plékhanov a appris le matérialisme historique et dialectique à tous les marxistes qui ont dirigé la révolution russe. Il a exposé avec conviction et défendu avec force les principes philosophiques du socialisme scientifique contre les idéalistes, les subjectivistes, les positivistes et les éclectiques de son époque. Il exposa l'importance de la logique de Hegel dans la formation du marxisme trente ans avant Lukacs et bien mieux que lui, il l'intégra correctement dans la conception matérialiste du monde.

Lénine a considéré ses œuvres philosophiques comme les meilleures dans l'acquis du marxisme international et a exigé qu'elles soient comprises dans la liste des « manuels de base du communisme ». Trotsky a écrit : « Plékhanov n'a pas créé le matérialisme dialectique, mais il en fut le représentant brillant, passionné et convaincu en Russie depuis le début des années quatre-vingt. Et cela exigeait la plus grande pénétration, une large culture historique et une extrême audace dans la pensée ».

A ceux qui tentaient de discréditer les apports théoriques de Plékhanov en s'appuyant sur des « égarements politiques » notoires en 1905, 1914 et 1917, Trotsky répliquait : « le grand Plékhanov, le vrai, nous appartient entièrement. Il est de notre devoir de redonner aux jeunes générations sa dimension intellectuelle dans toute son ampleur ».

Ce sont des jugements plus valables que celui d'Abrahamovici qui qualifie Plékhanov d'épigone, c'est à dire de disciple borné et dogmatique. Plékhanov est un guide plus sûr pour l'interprétation du matérialisme dialectique que le jeune Lukacs et même le Lukacs de la maturité.

La continuité matérialiste

Mais alors qu'est-ce qui pousse Abrahamovici à présenter Lukacs plus que Plékhanov comme un maître de la théorie marxiste ? Cette évaluation erronée provient du fait que ses conceptions sur l'ampleur et le contenu de la philosophie marxiste sont plus étroites que le matérialisme cohérent de Plékhanov. Elles rejoignent celles des tenants de l'école de la praxis et des existentialistes marxisants qui, comme le jeune Lukacs, veulent restreindre le domaine du matérialisme dialectique aux phénomènes sociaux et historiques et évacuer les phénomènes naturels de son champ d'application.

La grande force de Plékhanov fut son adhésion (sans réserves) à une conception matérialiste globale qui allait de l'évolution du cosmos à l'histoire des principales tendances en philosophie. Il avait une profonde connaissance des matérialistes français du XVIIIème siècle. Il expliquait comment la philosophie marxiste, couronnant 2 500 ans de pensée matérialiste continuait dialectiquement les penseurs du siècle des lumières qui combattaient l'idéologie de l'ancien régime et prônaient la révolution démocratique bourgeoise. Il s'efforça de distinguer leurs positions matérialistes fondamentalement correctes et progressives des limites et erreurs dûes à l'état du développement historique (leur conception mécaniste et statique de la nature de la société, une théorie contemplative de la connaissance, une interprétation idéaliste de l'histoire). Dans « Histoire et Conscience de classe », Lukacs n'accepte pas cette critique dialectique des matérialistes français (et de Feuerbach), mais rejette les principes matérialistes que les précurseurs de l'époque bourgeoise avaient en commun avec le marxisme.

Remarquer que Lukacs, par la suite, sur une série de questions décisives, évolua dans le sens du matérialisme de Marx, Engels et Lénine, n'est pas faire du stalinisme le gardien et le modèle du marxisme orthodoxe, comme le suggère Abrahamovici. C'est à mettre au crédit de Lukacs. L'ennui avec Lukacs, c'est qu'il n'a jamais totalement réglé ses comptes avec son passé philosophique et liquidé toutes les interprétations erronées de la méthode marxiste répandues dans « Histoire et Conscience de classe ».



Sujet et Objet

Il est aussi nécessaire d'avoir une vision matérialiste correcte des relations entre le sujet et l'objet que d'avoir une conception dialectique de ces deux catégories. Cela commence avec le rapport entre l'humanité et la nature. Le monde extérieur a existé des milliards d'années avant l'humanité et est indépendant d'elle. D'un autre côté, l'humanité (le sujet) ne peut exister et n'existe pas sans la nature (l'objet), mais est un produit et une partie de son évolution sur terre. Cette objectivité scientifique et philosophique distingue le point de vue matérialiste de toutes les espèces de subjectivisme et d'idéalisme.

Divers falsificateurs du marxisme essaient d'obscurcir cette distinction fondamentale en mettant en avant les interactions entre le sujet et l'objet dans le processus historique. Bien que la nature et le travail constituent deux côtés d'une seule totalité dialectique dans l'évolution sociale, toutes les modifications introduites par l'être humain dans la nature au cours de l'histoire ne peuvent cacher ou supprimer le fait que le monde extérieur a existé d'abord et qu'il est à la source de l'évolution.

La conception matérialiste de l'histoire étend ce même principe de la primauté de l'objectif sur le subjectif aux phénomènes sociaux. L'existence, c'est à dire les conditions matérielles de vie et de travail, est première, la conscience est secondaire. Les facteurs objectifs, tels que le degré de développement des forces productives, la technologie et l'organisation du travail déterminent de façon beaucoup plus décisive le cours et les caractéristiques de l'histoire que la morale, l'art, la religion, la philosophie et d'autres éléments subjectifs et spirituels.

Le prédominance des facteurs objectifs sur les facteurs subjectifs a une immense importance aussi bien politique que méthodologique et théorique, parce que les activités, productions et consciences des peuples, des classes, des partis et des individus sont

gouvernées par les conditions objectives de leur développement. Reconnaître et appliquer cette vérité est indispensable pour une orientation correcte dans la lutte de classes.

Le camarade Abrahamovici craint qu'affirmer l'indépendance et la priorité des causes objectives ne fasse de l'humanité un « négligeable épiphénomène » et réduise à néant son rôle créateur. Le matérialisme marxiste a rencontré mille fois cette objection. Le déterminisme dialectique du marxisme évite l'unilatéralité des mécanistes. Il se base sur la réciprocité de la cause et de l'effet dans les rapports et interactions globales des événements.

Au cours d'un processus, ce qui était à l'origine une conséquence peut devenir une cause de plus en plus efficace qui influence le phénomène qui l'a produite. L'humanité, excroissance de la nature, en vient à modifier son environnement pour l'adapter à ses buts. Les idées et les programmes engendrés par des circonstances matérielles peuvent devenir de puissantes forces de changement si elles pénètrent les larges masses. Ainsi, le prolétariat, produit par le capital, peut détruire son créateur.

Néanmoins, dans chaque processus, il faut distinguer quel élément ou ensemble d'éléments joue le rôle déterminant puisque, sauf cas exceptionnels ou épisodiques, la cause et l'effet ne s'affectent pas réciproquement à un degré égal.

Les volontaristes qui assignent un rôle décisif à la volonté de l'homme dans le développement social ne donnent pas un poids suffisant aux conditions objectives et aux nécessités historiques. Bien plus, ils maintiennent qu'insister, comme les matérialistes, sur la primauté des causes objectives, est une attitude mécaniste et mène à la passivité et au fatalisme. Le vrai révolutionnaire, croient-ils, fait toujours de l'énergie, de la conscience, de la volonté du subjectif l'essentiel de la théorie et de la pratique.

Le matérialisme dialectique va de l'objectif au subjectif à la fois dans la recherche historique et dans la lutte pour la révolution prolétarienne. Il est également conscient que, lorsque les prémisses objectives sont mûres, la conscience, l'initiative et l'action des classes, des partis et des dirigeants peuvent devenir décisives et il agit en conséquence.

De même que la connaissance scientifique de la nature dans ses applications technologiques peut transformer l'économie, de même la connaissance scientifique des lois du développement social acquise par les forces révolutionnaires peut changer la société et réorienter l'histoire. Est-ce que cela n'accorde pas une large place à la créativité de l'humanité vis à vis de la nature et au rôle créateur du sujet dans l'histoire et la politique ?

La dialectique de la nature

Abrahamovici, apparemment, nie qu'il y ait eu une dialectique de la nature distincte de la dialectique de l'histoire humaine. Une telle position méconnaît la signification du fait que notre espèce est elle-même un produit du développement dialectique de la matière organique et inorganique. Le développement dialectique de l'histoire humaine surgit de cette dialectique de la nature cependant que le primate se changea en hominien et par suite le dépassa lorsque le travail humain

créa au fur et à mesure les conditions de son développement ultérieur.

Il est vrai que les deux sont étroitement intégrés dans le système marxiste qui consiste le mouvement dialectique de l'histoire comme un prolongement, à un degré qualitativement supérieur, de la dialectique de la matière mais aussi comme une rupture ou un fossé dans cette continuité parce qu'il se meut selon des lois différentes.

Cependant, le nœud du problème ne concerne pas l'être et l'évolution des rapports entre les processus naturels et sociaux, mais plutôt le domaine de la nature elle-même. La nature connaît une évolution prolongée avant l'apparition de l'humanité et de nombreux événements de l'univers se produisent aujourd'hui sans la présence et l'intervention de l'être humain. Quel est et quel a été le modèle logique de ces processus ? C'est la question.

Le marxisme nous enseigne qu'ils se conforment à des lois dialectiques telles que la transformation et l'opposition des contraires, la transformation de la quantité en qualité et réciproquement, la rupture de la continuité dans la production de nouveautés, etc...

Les sauts principaux d'un état qualitatif à un autre ont lieu aux limites de l'évolution quand un état de la matière se transforme en un autre plus complexe. A un certain moment, le processus chimique donne naissance aux processus biochimiques, puis plus tard physiologiques ; le poisson se transforme en amphibie, puis en reptile. La transformation de la matière inorganique en matière organique, de l'être vivant en être humain ont été les exemples les plus marquants de transformations dialectiques dans la nature.

Le camarade Abrahamovici présente deux arguments contre l'existence indépendante de la dialectique de la nature. Pour défendre Lukacs, il dit qu'il ne peut y avoir de distinction absolue entre l'humanité et la nature. Cela dépend quel côté de leurs relations l'on considère. Ce n'est vrai que pour l'humanité humaine et sociale. Ce n'est plus vrai pour la nature avant l'avènement de l'humanité.

**GEORGE
LUKACS**

Il tente ensuite de renforcer cette approche anthropocentrique en affirmant que les cas de transformations de quantité en qualité sont des « phénomènes naturels d'origine sociale ». Le fondement de l'erreur réside dans cette phrase ambiguë. Les fondateurs du marxisme pensaient que la loi dialectique de la transformation de quantité en qualité caractérisait toute forme de mouvement. C'est, selon Engels « une loi générale du développement de la nature, de la société et de la pensée ».

Ce mode de changement n'est pas principalement ou exclusivement un phénomène d'origine sociale, bien qu'il s'applique à la société et qu'il fût découvert et formulé comme une loi universelle de développement par certains logiciens dans des circonstances spécifiques, intellectuelles et historiques. Mais ces considérations ne nient pas son rôle autonome dans la nature, avant l'existence sociale et loin d'elle.

Contrairement à l'affirmation d'Abrahamovici, la dialectique de la nature comme préalable et cadre de l'histoire, n'est pas de la métaphysique, comme disent les positivistes, ni une déformation du marxisme dérivée de la « diamat » stalinienne. C'est une conception partagée par Marx, Engels, Plékhanov, Lénine et Trotsky.

La philosophie de la praxis

Le jeune Lukacs et Karl Korsch ont rejeté ce point de vue. Récemment, ils ont été rejoints par un nombre croissant de marxistes « anthropologiques » et « humanistes » dont Marcuse, Lefebvre, Axelos, Fromm et nombre de philosophes communistes yougoslaves, tchèques et polonais. La plupart d'entre eux partagent une conception dialectique de la société, mais, avec les existentialistes (Heidegger, Sartre, Merleau-Ponty, Hyppolite), avec les pragmatistes américains comme Hook et avec presque tous les représentants de la philosophie académique occidentale, ils pensent que la dialectique de la nature est une excroissance hégélienne qui n'a pas de place dans une explication scientifique du monde et qui devrait disparaître d'une vraie philosophie.

Au contraire, malgré leur répulsion devant le dogmatisme bureaucratique et le terrorisme intellectuel, de nombreux philosophes et scientifiques soviétiques de premier plan tels que Fock, Blokintsev, Omelianovskie et Alexandrov en physique, Schmidt et Ambartsumian en cosmogonie et cosmologie, Oparinine en biochimie et B. Kedrov en histoire des sciences, ont volontairement adopté l'interprétation matérialiste dialectique de la nature et utilisent ses idées et méthodes pour traiter de difficiles problèmes théoriques des sciences contemporaines. On peut apprendre plus de leurs positions et de leurs démarches que des imitateurs du jeune Lukacs (pour un compte rendu de leurs œuvres, voir « Science et Philosophie en Union Soviétique » par Lo-

ren R. Graham — New-York. Alfred A. Kuopf, 1972).

Abrahamovici définit le marxisme comme « la philosophie de la pratique au sens strict du terme ». Le marxisme, certes, accorde à la pratique sociale une place exceptionnelle et spécifique dans la conception de l'histoire et dans la théorie de la connaissance. La pratique, les activités des hommes pour changer la nature et leurs propres rapports, est le point de départ, la base et le but de la connaissance. Les activités productives forment et transforment les relations humaines et engendrent l'ensemble de la culture. La pratique et l'expérimentation de chaque jour, dans la science comme dans l'industrie, fournit le suprême critère de la vérité ou de la fausseté de toutes les idées et jugements.

En même temps, la pratique humaine n'englobe pas le tout de la réalité et la base objective de la dialectique lui échappe. Les activités sociales productives échappent aux relations réciproques par lesquelles l'humanité utilise, modifie et maîtrise l'environnement et se transforme. Ces relations n'apparaissent qu'au moment où le travail nous a élevé au-dessus du singe. L'indépendance de la nature et l'inévitable dépendance de l'homme par rapport à elle, postulat fondamental de toute forme de philosophie matérialiste des Grecs à Marx, c'est ce que les disciples de l'école de la pratique essaient de masquer ou de rejeter.

Pour nous, le développement de l'humanité, au travers de la pratique sociale créatrice et progressive et de la théorie scientifique qui s'en dégage et qu'elle valide, est le couronnement de l'évolution du monde matériel. Comme l'écrivait Trotsky dans son article sur la mort de Tolstoï en 1910 : « Comme base de l'univers et de la vie, nous ne connaissons et ne reconnaissons que la priorité de la matière, obéissant à ses lois internes. La société humaine, comme l'être humain individuel, n'est pour nous qu'une particule de l'univers, soumis à des lois générales ».

Apparemment, le camarade Abrahamovici et moi ne sommes pas du même avis sur la situation philosophique actuelle dans les milieux socialistes et les tâches qu'elle entraîne. En philosophie comme en politique, je vois trois tendances qui luttent les unes contre les autres au milieu de la confusion considérable provoquée par la désintégration du monolithisme stalinien. Il y a les tenants toujours puissants de la déformation stalinienne du marxisme. Des variétés bigarrées de révisionnisme, éclectisme et subjectivisme, et les véritables représentants de la méthode matérialiste dialectique.

Les confusionnistes du second groupe essaient de mêler ce dernier courant avec le brochet stalinien afin de barrer la route à la

clarté marxiste et assurer leurs propres erreurs. Pour cette raison, le camarade Abrahamovici, en mettant l'accent sur la dialectique matérialiste sous tous ses aspects, s'égaré s'il croit que le danger principal est l'alignement sur les déformations staliniennes du marxisme. Il est bien plus dangereux de faire des concessions au courant de pensée nourri par « Histoire et Conscience de classe » qui ignore l'ancrage de la philosophie marxiste dans le monde réel, refuse la dialectique de la nature et tente de substituer toutes sortes de présupposés non matérialistes aux positions marxistes authentiques.

George Novack
1er mai 1972



«révolution & contre-révolution en URSS»



un faux débat

Quittant la Ligue Communiste début 71, la minorité cherchait la source des différends dans nos appréciations divergentes de la nature de l'URSS : Etat bourgeois ou Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré. La question était et reste d'importance, bien qu'elle ne soit pas nouvelle. La nature des PC soumis à Moscou en procède, et pour certains la nature des syndicats sous hégémonie stalinienne. La minorité partie, nous étions en droit d'attendre et elle nous le promettait, une contribution particulièrement importante à ce débat. Hélas, ceux de la minorité qui restent au groupe Révolution auront été déçus de la brochure « Révolution et contre-révolution en URSS » (1). Force est d'admettre qu'aucun élément nouveau n'est apporté pour consolider la thèse d'une restauration du capitalisme en URSS et que, par contre, de nombreuses confusions apparaissent pour la première fois. Ce qui ne signifie pas que cette brochure n'ait aucun intérêt. Son simplisme est attrayant pour les nombreux jeunes militants qui, contraints à l'activisme, n'ont ni le loisir ni le goût d'approfondir le bilan de la première expérience de Révolution socialiste prolétarienne.

Il est dès lors difficile de choisir la critique à faire de ce texte. L'ignorer comme poudre aux yeux de charlatant c'est ignorer son attrait pour ces jeunes militants et s'abstenir de les éduquer. Le corriger comme le mauvais devoir d'un élève qui pourrait mieux faire, c'est ignorer que le débat n'est pas gratuit politiquement et qu'il ne se règle pas par des abstractions : c'est tomber dans le piège tendu par C. Bettel-

heim (2), la brochure de Révolution en étant l'appât ! Entre ces deux écueils il faut comprendre cette brochure comme une opération de propagande politique visant à justifier théoriquement les divergences de Révolution avec la Ligue Communiste et la IVe Internationale. Dès lors, que cela plaise ou non aux auteurs et supporters de ce texte, il est nécessaire de ramener le débat à son véritable niveau pour apprécier l'ampleur et le bien fondé de ces divergences. Fondamentalement il ne s'agit pas de savoir si la bureaucratie est ou non une classe exploitée (3), mais de définir ce que l'on appelle classe et exploitation pour savoir s'il est correct de prêcher le « défaitisme révolutionnaire » en cas de conflit ouvert entre l'URSS et l'impérialisme (4).

ENCORE SUR LA METHODE

Aux staliniens et réformistes de tous poils, Révolution rappelle que la prise du pouvoir par le prolétariat ouvre une période de transition dominée par la dictature du prolétariat qui ne se confond pas avec le socialisme. Cela est bien. Mais il serait mieux de s'y tenir.

Car cela interdit d'une part de procéder par comparaison entre ce qui est et ce qui devrait être pour caractériser la nature de l'URSS. D'autre part, parce que le niveau politique étant dominant il est impossible de construire une théorie de la transition en dehors de son cours historique. Or il est révélateur que nos nouveaux polémistes, premièrement isolent dans un chapitre « la Dictature du Prolétariat et la Transition au Socialisme » de « la Dictature du prolétariat en URSS »

traitée dans un second chapitre ; deuxièmement séparent en deux sections « le niveau politique » et le « niveau économique » dans leur pseudo-théorie abstraite de la Transition.

Les dangers que recèle toute tentative de constituer la transition en soi, et d'en faire la théorie abstraitement, éclatent dans le 1er chapitre. Contre les staliniens, Révolution rappelle l'impératif de démocratie ouvrière dans l'Etat ouvrier. Mais il n'est pas possible d'en déduire les critères permettant de caractériser un Etat comme cherchent à le faire les auteurs : « Un Etat qui s'efforce de fusionner au maximum avec les masses exploitées elles-mêmes. Telle est la caractéristique fondamentale de l'Etat de la dictature du prolétariat » (5). D'une part, cela n'est vrai, comme le rappelait Lénine à l'Opposition ouvrière de 1921 que si les masses exploitées sont à même de prendre l'Etat en charge, ce qui n'est pas nécessairement le cas après une guerre civile de trente mois ! (6). D'autre part, cela introduit une confusion entre l'Etat Ouvrier et la démocratie ouvrière.

Or les deux ne se confondent qu'historiquement. Conjonctuellement, dans un Etat ouvrier où la classe ouvrière est faible et les tendances petites bourgeoises fortes, la démocratie ouvrière n'est que formelle. Se transformant en démocratie pour la petite bourgeoisie, elle ne peut qu'affaiblir l'Etat ouvrier, et de ce fait, la direction du prolétariat (7). Aussi Lénine s'est-il battu au sein du PCB(R) de 1921 à fin 1922 pour l'interdiction du droit de tendance et du multipartisme, après s'être battu en 1920 pour le droit à nommer

d'en haut les directions, et à remettre en cause le principe de la collégialité.

En aucun cas cela ne peut être théorisé comme le faisait obligeamment Ch Bettelheim : « Les mots d'ordre mis en avant par Lénine, comme par Marx et Engels, quant à la structure de l'appareil d'Etat, étaient, on le sait, l'éligibilité et la révocabilité à tout moment de l'ensemble des fonctionnaires et la rétribution de ceux-ci à un taux non supérieur aux salaires ouvriers. Ces mots d'ordre sont parfaitement conciliables avec les exigences d'une période d'insurrection et ils sont même nécessaires pendant une telle période. Mais il ne semble pas qu'ils puissent constituer les bases d'un programme conforme aux exigences de la construction du socialisme. Celle-ci exige, au contraire, une certaine stabilité du pouvoir et la possibilité, pour celui-ci d'imposer aux couches les moins « privilégiées » le respect des privilèges des couches supérieures, ce qui n'est pas toujours conciliable avec l'élection directe de ceux dont la fonction est justement de faire respecter ces privilèges » (8).

Il est d'ailleurs remarquable qu'après la prise du pouvoir Lénine n'ait jamais essayé de définir ce qu'est l'Etat ouvrier. Les concepts employés et forgés par Lénine à partir d'octobre 1917 sont tous réductibles à une certaine situation politique (9) et ne peuvent être abstraitement utilisés. Il en est ainsi de la bureaucratie qui selon Lénine est, à ce moment, un héritage du tsarisme (poids et mentalité des fonctionnaires, des spécialistes ralliés tardivement à la Révolution etc...). On ne peut donc en inférer que ce concept ne peut pas caracté-

riser une période et se permettre de brocarder les trotskystes. Cette démarche adoptée par Révolution (10) est absurde car, d'une part cela est une définition du concept léniniste, et d'autre part le concept trotskyste de bureaucratie n'est pas celui que Lénine avait forgé en 1920. A cette époque Lénine cherche à cerner certains dysfonctionnements dans l'appareil d'Etat, alors que Trotsky et la IVe Internationale cherchent à saisir l'Etat lui-même. Aussi Lénine rappelle-t-il que « seule la pratique définira les méthodes de lutte » (11). Ce qui exclut toute théorie abstraite de la Transition : « Dans une œuvre aussi prodigieuse, nous n'aurions jamais pu prétendre, et aucun socialiste raisonnable traitant des perspectives d'avenir n'a même jamais imaginé que nous puissions, suivant on ne sait quel plan pré-établi, concevoir d'emblée et établir d'un seul coup de baguette les formes d'organisation de la nouvelle société » (12). Il est vrai que du point de vue léniniste, Révolution ne peut être considéré comme un groupe « socialiste raisonnable » ce qui lui permet d'élaborer les théories les plus abstraites et par là les plus fausses !

L'ECONOMIE DE TRANSITION

Jusqu'à là les erreurs méthodologiques de Révolution peuvent sembler peu importantes, et les critiques faites byzantines. Après tout de jeunes révolutionnaires proclament leur souci de démocratie ouvrière, d'autant plus qu'ils sont échaudés par le stalinisme. Certes, cela serait vrai s'il s'agissait d'un manifeste sur « le socialisme que nous voulons ». Mais il ne s'agit pas de cela, et la démoc-

ratie ouvrière, considérée non comme une revendication concrète, mais comme un critère abstrait, implique certains développements théoriques.

Ayant séparé les niveaux politique et économique qu'ils étudient abstraitement, les auteurs passent du premier au second. Ce qui est correct dès lors que le niveau politique détermine le niveau économique dans la société de transition. Or la seule preuve de cela est apportée par Lénine (13) en ce qui concerne l'Etat ouvrier et dans ce cas seulement. Il est curieux que Révolution applique cette règle de méthode à un Etat dit bourgeois ! Mais laissons là cette cocasserie révélatrice de l'opportunisme politique et du rafistolage théorique auquel il conduit.

Effectuant le passage à partir du niveau politique caractérisé par la démocratie ouvrière, les auteurs précisent : « Le problème est le suivant : la domination des rapports de production socialistes signifie la domination par les producteurs eux-mêmes du procès de production, tant du procès social de production (...), que du procès de travail, des rapports qui s'y établissent entre les divers moyens de travail et les producteurs » (14). La liaison est claire et le procédé lumineux : il s'agit de montrer que dans une société où les travailleurs ne dominent pas eux-mêmes le procès de production il ne peut y avoir domination des rapports de production socialistes. Ce qui est le cas de l'URSS !

Mais le problème est plus complexe. Comme l'a toujours rappelé Lénine, tant que le socialisme n'est pas instauré à l'échelle mondiale, les travailleurs ne peuvent dominer le procès de production qu'en tant que classe donc

par l'intermédiaire de l'Etat ouvrier. Il n'en reste pas moins que la République, peut d'ores et déjà être socialiste car « nous nous sommes engagés dans cette voie » en prenant des mesures « qui ruinent la domination des capitalistes » (15).

Cette compréhension qu'a Lénine de la Transition implique deux corollaires *indissociables*. D'une part, ce que rappelle Révolution (16), que l'économie socialiste ne soit pas constituée par la prise du pouvoir. D'autre part, ce qu'ignore Révolution, que les germes du socialisme soient déjà dégagés : « Cette période transitoire ne peut manquer d'être une forme de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes, entre le capitalisme vaincu mais non anéanti, et le communisme déjà né mais encore très faible (17). Et de préciser : « Sur ce fond général et avec l'appui du pouvoir d'Etat prolétarien, les germes du communisme ne s'étioleront pas ; ils grandiront et s'épanouiront pour devenir le communisme intégral » (18). Il est donc faux d'affirmer que pendant la transition les rapports de production n'ont pas d'existence si ce n'est par l'Etat ouvrier. Les germes du socialisme sont déjà contenus dans le mode de production capitaliste déclinant où les forces productives sont *socialisées* au profit de la bourgeoisie, y compris par son Etat. La prise du pouvoir, permettant à l'Etat ouvrier de socialiser les forces productives au profit du prolétariat, impulse un développement indéfini car non contradictoire. La socialisation n'est pas dans l'appropriation du procès de travail par les travailleurs, mais dans l'organisation sociale du développement des

forces productives. Etant entendu que cette organisation permet et suppose, à partir d'un certain stade de développement des forces productives, l'appropriation des forces de travail par les travailleurs eux-mêmes. Que la bureaucratie en l'interdisant freine le développement des forces productives c'est ce que l'histoire de l'URSS nous apprend depuis 1925-26.

Mais cela ne permet pas de caractériser le mode de production. Que la bureaucratie « dispose du pouvoir d'utiliser les moyens de production, au niveau du procès de travail, du procès social de production, d'en exclure la classe ouvrière et de disposer du produit du travail » (19) ne permet pas de conclure : « Cette classe se base donc sur un système de rapports de production qui la constitue en classe exploiteuse (20). Si l'on parle de classe et d'exploitation au sens marxiste quels sont ces rapports de production qui font de la bureaucratie une « classe exploiteuse » ? La domination des moyens de travail par la bureaucratie n'apporte pas d'élément. D'une part elle ne peut être que si la valeur n'est plus mise en valeur individuellement, donc si le capital est brisé conformément à ce qu'affirmait Engels (21). D'autre part le rapport de propriété dépend du mode de production et non l'inverse (22). Il ne va de même du mode d'appropriation du produit qui d'une part dépend généralement du mode de production (23) et qui d'autre part, dans le cas précis de la transition dépend de la quantité à répartir (24).

De là à affirmer que cette « classe exploiteuse » n'est autre qu'une bourgeoisie d'Etat il y a un abîme que

Révolution franchit aussi allégrement que Ch. Bettelheim (25), et pour la même raison que dénonçait Trotsky (26) : appeler de nouveaux phénomènes par de vieux mots afin d'être rassuré en se croyant en terrain connu. Ces auteurs incapables de démontrer l'exploitation en URSS, préfèrent jouer à l'autruche et invoquer la restauration du capitalisme en ignorant tout ce qui différencie les pays de l'Est des sociétés capitalistes.

Révolution épiloque sur le caractère étatique de cette bourgeoisie en partant du fait qu'elle s'est constituée à partir de l'appareil d'Etat (27). Mais ces astuces ne permettent pas de démontrer l'essentiel : que cette « classe » est une bourgeoisie. Là encore, si nous respectons la terminologie marxiste, il faut démontrer que cette classe s'insère dans le rapport de production spécifique qu'est le *capital*. Ce qui implique, sans se confondre avec, la propriété privée des biens et moyens de production. Ce qui caractérise le capital c'est aussi que la force de travail est une marchandise. Alors la valeur peut être mise en valeur par l'accumulation individuellement décidée. Ce qui implique l'anarchie capitaliste d'où procède la suraccumulation, la concurrence et les crises. Parler de restauration du capitalisme sans se prononcer sur ses propriétés inhérentes c'est croire à un capitalisme organisé centralement d'où le plan excluerait la concurrence. C'est reprendre la thèse d'Hilferding d'un capitalisme sans crise. Et cela alors même que le capitalisme est entré dans sa période de déclin irréversible !

De plus un minimum de sérieux théorique exige qu'on

ne se contente pas d'analogies non probantes entre les *conditions de vie* dans les pays de l'Est et dans les sociétés capitalistes. Les injustices dans la répartition des produits et les mesures anti-ouvrières ne « prouvent » pas le caractère capitaliste ou bourgeois de la société. La seule preuve empirique susceptible d'être apportée est l'existence d'un marché du travail où les travailleurs, en tant que *classe*, vendent leur force à sa valeur. Or les lois de l'emploi dans les pays de l'Est ressortent du plan et non du marché. C'est-à-dire que les travailleurs sont affectés à un emploi sans pouvoir entrer en concurrence entre eux et avec leurs employeurs. Ce qui s'exprime par l'interdiction du travail à domicile pour les ouvriers d'usine. Paradoxalement, ce que ne comprennent pas les ultragauches, les mesures anti-ouvrières en URSS indiquent que les travailleurs ne vendent pas leur force de travail.

Il en résulte que l'appropriation des produits en URSS n'est pas du ressort de l'exploitation mais du *parasitisme*. Ce qui n'améliore pas la situation des travailleurs mais pose autrement le problème des tâches des révolutionnaires !

LES VRAIS PROBLEMES

Arrivé là on peut enfin poser les vrais problèmes. Le drame est que les camarades de Révolution ayant accumulé les poncifs pour justifier les pétitions de principe ne peuvent plus suivre la discussion sans se saborder politiquement. Ils se situent de deux façons : contre la IVème Internationale qu'ils ont quittée, pour Ch. Bettelheim en qui ils trouvent, à quelques

détails près, la justification apologétique de leurs erreurs. Aussi brocardent-ils la première falsifiant ses textes pour mieux s'y opposer, et s'allient-ils avec le second quitte à ignorer ses dernières prises de positions pour ne pas avoir à réfléchir sur la logique qui l'y a conduit. Tout cela ne donne pas une ligne politique très claire.

Selon Révolution « on mesure la myopie politique de ceux qui, tels les « théoriciens de la IVème Internationale, affirment que, puisqu'il n'y a pas eu de contre-révolution violente en URSS, les rapports sociaux issus d'Octobre y demeurent inchangés » ! (28). Mauvaise foi ou incompréhension des auteurs ? les deux à la fois, car le 5ème congrès mondial de la IVème Internationale affirme : « La dictature bonapartiste de la bureaucratie soviétique est donc le produit d'une contre révolution *politique* ; il faudra une révolution politique pour la renverser. Mais l'Etat soviétique est le produit de la *révolution sociale* d'octobre dont il continue à défendre, fût-ce de façon particulière et souvent inadéquate, les conquêtes économiques et sociales. Il ne pourrait être renversé que par une *contre-révolution sociale*, rétablissant fût-ce par étapes, le règne du capital et la propriété privée des moyens de production » (29). Que la contre révolution politique ait eu lieu, et violemment, est certain. Cela n'implique pas la contre révolution sociale. Certains, dont Révolution, pourrait nier cette distinction fondamentale du point de vue des luttes de classes sans laquelle il est impossible de comprendre Thermidor, le coup d'Etat de Louis Bonaparte (30), etc... Ce faisant ils

remettraient en cause un acquis fondamental du marxisme, et aujourd'hui essentiel pour comprendre la nature de l'URSS.

Si la contre révolution politique ne permet pas de démontrer la contre révolution sociale, celle-ci doit être démontrée. Plutôt que d'affirmer qu'elle a eu lieu, Révolution préfère soutenir qu'elle est en cours (31). Une telle nuance a l'avantage de réduire les charges de la preuve, et d'utiliser à cette fin les réformes économiques en cours dans les pays de l'Est.

Cette réforme vise à améliorer la gestion bureaucratique en attachant les directeurs d'usine à la bureaucratie centrale. On ne peut croire que les mesures prises par le centre, qui détient le pouvoir de répression, permettent aux directeurs d'usine de conquérir leur autonomie. Même si ces derniers le désiraient, la bureaucratie centrale qui tient le pouvoir d'Etat ne pourrait les laisser faire sans que cela remette en cause son pouvoir sur l'économie. Un tel machisme ne peut être imaginé que par les auteurs du texte de Révolution. Dès lors le processus de restauration économique du capitalisme et de contre révolution sociale ne peut lui-même être établi. On reste dans la contradiction qui constitue la bureaucratie entre la bourgeoisie et le prolétariat, et on ne peut s'attendre à ce qu'elle utilise son pouvoir pour en remettre en cause les racines. Quitte à être taxés de myopie et d'aveuglement (32) nous ne pouvons qu'affirmer le caractère ouvrier bien que bureaucratiquement dégénérée de l'URSS et des pays de l'Est. Une telle analyse n'a pas les mérites du simplisme, mais permet de fixer nos tâches

dans ces pays. De ce point de vue l'analyse de Révolution est gratuite. Leur analyse ne serait pertinente que si, par delà l'argumentation générale, ils proposaient des tâches nouvelles qui lui correspondent. Or force est de constater, qu'à ce niveau, ils se contentent de répéter, de façon schématique, les mots d'ordre traditionnels du courant trotskyste (33). Cela n'est pas un hasard, leur discours irréal ne leur permet pas d'articuler une pratique conséquente à la réalité sociale et économique des pays de l'Est. De cette inadéquation résulte le statut politique de Révolution.

A l'égard de Ch Bettelheim, nos pourfendeurs d'idées se montrent étrangement conciliants. S'ils lui reprochent ses ambiguïtés à l'égard du stalinisme, ils insistent sur l'apport théorique qu'il a fait aux marxistes révolutionnaires. Ils y sont d'autant plus obligés que *Calcul Economique et Formes de la Propriété* est la source implicite des références théoriques de Révolution en ce qui concerne les pays de l'Est.

« Qu'on parle de restauration du capitalisme classique déjà achevé, et non de tendance à sa reconstitution rapide comme nous le défendons pour notre part, c'est là une divergence qui semble de portée politique mineure » (34). Voilà, car Ch Bettelheim a le mérite de la logique et sa position théorique, largement reprise par Révolution, conduit à des positions politiques qui sont étrangères à ce groupe. Pour Révolution la prise du pouvoir en octobre 1917 en Russie instaure la dictature du prolétariat (35). C'est donc une révolution socialiste prolétarienne. Or Ch Bettelheim en doute. D'une

part, « il me semble qu'il faut préciser qu'il peut y avoir encore (...) des révolutions qui ne sont pas de « vrais révolutions » (car elles n'aboutissent finalement qu'à reproduire l'ancien mode de production sous des formes nouvelles) (36) ». D'autre part, « je ne crois pas, en effet, que les rapports de production capitalistes aient jamais été « abolis » en URSS. Non seulement, ils ont continué à être présents, c'est-à-dire à se reproduire dans le secteur privé capitaliste, mais, aussi, dans le secteur d'Etat (37) ». Peu importe que Ch Bettelheim appelle « dictature du prolétariat » le régime instauré par la Révolution d'Octobre en URSS (38), celle-ci n'est pas une révolution socialiste prolétarienne ce qui est l'essentiel. Ce qu'il appelle dictature du prolétariat est secondaire. Derrière l'apparence des mots se cachent de profondes divergences entre Ch Bettelheim et Révolution. Ce qui remet en cause les quelques éléments démonstratifs que Révolution emprunte à son mentor est théorie. En effet, Bettelheim ne peut démontrer la restauration du capitalisme en URSS qu'en faisant de l'entreprise la matrice des rapports de production (39). C'est là que s'articulent toutes ses réflexions sur la valeur, la propriété, la possession, le plan, etc... qu'on ne peut reprendre indépendamment de la problématique dans laquelle ils sont définis.

La preuve en est deux problèmes cruciaux. D'une part, le stalinisme que Révolution rejette avec horreur (40), mais que Ch Bettelheim excuse avec candeur : « La raison subjective est que la direction du parti, qui veut toujours « construire le socia-

lisme », considère que la structure mise en place au cours des années 1928-36 s'identifie tout simplement au socialisme et que modifier cette structure serait entrer dans la voie capitaliste » (41). De son point de vue Bettelheim a raison de ne pas imputer à Staline les conséquences du maintien de l'entreprise ! D'autre part, le caractère du processus révolutionnaire contemporain. Révolution n'a jamais remis en cause la théorie de la révolution permanente. Mais Bettelheim va jusqu'au bout de sa logique. Pour lui « il existe encore des bourgeoisies nationales » (capables de conduire à bien des révolutions démocratiques bourgeoises dont il fournit quelques exemples, pêle mèle : Guinée, Algérie, Egypte, Cuba) (42).

Ces analyses réformistes n'empêchent pas Bettelheim de se livrer à la démagogie verbale pseudo révolutionnaire. Cela lui est nécessaire pour faire croire à Révolution qu'il est révolutionnaire. Mais son attachement à la révolution socialiste ne peut être qu'utopiste, sentimental : « le caractère révolutionnaire de la situation mondiale actuelle, où pour la première fois, l'ensemble des peuples du monde soumis à la domination impérialiste sont entraînés directement dans la voie de leur prolétarianisation et passent par les mêmes souffrances que les peuples d'Europe Occidentale du 18ème et du 19ème siècle.

Le seul moyen pour ces peuples d'échapper à un tel sort est la révolution socialiste » (43).

EN GUISE DE CONCLUSION

Il est clair qu'il ne suffit pas de s'habiller de lambeaux d'une théorie menchévique

comme celle de Bettelheim pour faire avancer la théorie marxiste. Révolution a cru possible d'affirmer et de justifier ses divergences avec la IVème Internationale en utilisant des brides du raisonnement sophistiqué de Bettelheim. Ces éléments n'ont de sens que dans la logique, la problématique générale de Bettelheim. Les rejeter c'est accepter le véritable débat sur la nature de l'URSS et des pays de l'Est qui ne porte pas tant sur la caractéristique de la bureaucratie comme classe que sur la contre révolution sociale en URSS et dans les pays de l'Est. Alors seulement parler d'« impérialisme soviétique » prendrait un autre sens que simplement verbeux. Ce n'est qu'après s'être prononcé sur ce point qu'il est possible d'envisager le « défaitisme révolutionnaire » à l'égard de pays de la Révolution d'Octobre. Une telle attitude pour n'être pas simplement anti-communiste doit s'appuyer sur la certitude qu'aucun des acquis de la Révolution ne subsiste en URSS et dans les pays de l'Est. Que les travailleurs n'ont plus rien à y défendre. Cette preuve c'est aux camarades de Révolution de l'apporter, et non aux trotskystes. Se dérober à cette tâche c'est renoncer aux tâches concrètes de la révolution, c'est sombrer dans l'anti-communisme en reprenant, y compris les thèses éculées du manchévisme, par souci juvénile de faire du neuf. Si Révolution n'a que cela à proposer, alors, vraiment, sa place n'est pas dans les luttes mais dans les salons. Et l'Histoire se chargera rapidement de le lui prouver.



Livres

- (1) Révolution ! – Révolution et contre révolution en URSS – Maspero, 1972
- (2) K. Nair : Ch Bettelheim bouleverse la science – Critique de l'Economie politique No 7/8 –
- (3) L. Trotsky : L'URSS en guerre, in Defense of Marxism.
- (4) Révolution !, op cité, p 5
- (5) ibidem, p. 13
- (6) Lénine 10ème congrès du PCB(R), 1921
- (7) Lénine : 9ème congrès du PCB(R), 1920
- (8) Ch Bettelheim : Une mystification : la « révolution dictatoriale », la Revue internationale, juin 1947
- (9) JL Dallemagne : Préface. « Le débat méthodologique ». Le débat soviétique sur la nature de l'économie russe de 1920 à 1929. Livres critiques de l'Economie politique, Maspero.
- (10) Révolution, op cité p 15
- (11) Lénine : l'impôt en nature, avril 1921, Oeuvres choisis, T 3.
- (12) idem. 1er congrès des Soviets de l'économie nationale, mars 1918. Oeuvres choisis, T 2, p 745.
- (13) Lénine : à nouveau sur les syndicats... Oeuvres choisis T 3, p 535.
- (14) Révolution, op cités p 22
- (15) Lénine : 3ème congrès des Soviets, jan 1918, Oeuvres choisis, T 2, p 560
- (16) Révolution, op cités, p 20
- (17) Lénine : L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat, Oeuvres choisis, T 3, p 289
- (18) idem, « la grande initiative », Oeuvres choisis, T 3, p 239
- (19) Révolution, op cités p 46
- (20) Ibidem p 46
- (21) Engels, Anti Duhring, p 320, Ed. Sociales.
- (22) Marx, le Capital, T 8, p 175,
- Ed. Sociales
- (23) Marx, Introduction de 1857
- (24) Engels, Lettre à C Schmidt, juillet 1850
- (25) Dallemagne : Ch Bettelheim ou l'identification des contraires, Critiques de l'Economie Politique No 7/8
- (26) Trotsky : la Révolution Trahie
- (27) Révolution, op cités p 47
- (28) Révolution, op cité, p 46
- (29) Quatrième Internationale, 5ème Congrès, No spécial, décembre 1957, p 62
- (30) Marx : le 18 brumaire de Louis Bonaparte, Ed Sociales.
- (31) Révolution, op cité p 60
- (32) ibidem, p 61
- (33) ibidem p 5
- (34) ibidem p 60
- (35) ibidem p 29
- (36) Ch Bettelheim : Remarques théoriques, Problèmes de planification No 14, p 186, EPHE.
- (37) ibidem, p 189
- (38) ibidem p 190
- (39) Dallemagne : Bettelheim ou l'identification des contraires, op cité
- (40) Révolution, op cité p 60
- (41) Bettelheim : Remarques théoriques, op cités p 199
- (42) ibidem, p 187
- (43) ibidem, p 183 (souligné par moi)



La lutte des femmes pour leur libération, parce qu'elle est conditionnée par la prise en charge collective de la fonction sociale qu'est la maternité, et ce au moyen de la socialisation des tâches domestiques, constitue une mise en cause de l'organisation capitaliste de la production. Cette mise en cause, il est de notre tâche de l'approfondir, de lui donner sa pleine dimension anti-capitaliste.

avortement et contraception libres et gratuits



prix : 2 fr. envoi franco : 2 fr.50

Débats du premier Congrès de la Ligue communiste,
construire le Parti, construire l'Internationale :

6/7. Théorie et système d'organisation	3,00 F
8/9. De l'internationalisme à l'Internationale	3,00 F
10/11. Dialectique des secteurs d'intervention	5,00 F
12. Le deuxième souffle (problèmes du mouvement étudiant)	(épuisé)
13. Pédagogie et crise de la bourgeoisie	(épuisé)
14. Vietnam, Laos, Cambodge, même combat	(épuisé)
15. Proche-Orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste	3,00 F
Spécial - Le « complot trotskyste en Tchécoslovaquie »	2,00 F

NOUVELLE SERIE INTERNATIONALE

1. U.R.S.S. et pays de l'Est : socialisme ou capitalisme ?	(épuisé)
2. Réformisme militaire et lutte armée en Amérique latine	4,00 F
3. Pologne : le crépuscule des bureaucrates	2,00 F
4. La seconde guerre d'Indochine. 15 ans de guerre révolutionnaire	2,00 F

Cahiers de la IV^e Internationale

1. La guerre d'Espagne, 1936-39 (témoignage d'un combattant trotskyste dans les brigades internationales)	3,00 F
2. Sur la révolution cubaine	4,00 F

Classiques Rouges

1. Trotsky : La révolution permanente en Russie	2,00 F
2. Trotsky : Nature de l'Etat soviétique	2,00 F
3. Crosse en l'air I (le mouvement ouvrier et l'armée 1900-14)	2,00 F
4. Trotsky : Classe ouvrière, parti et syndicat	2,00 F
5. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV ^e Internationale (programme de transition)	2,00 F
6. L'ennemi est dans notre pays (l'antimilitarisme révolutionnaire après 1918)	3,00 F
7. Léon Trotsky : Les leçons d'Octobre	3,00 F
8. Lénine et Trotsky sur la Commune de Paris	3,00 F
9. Lénine contre Staline	3,00 F

Modalités d'envoi

Envoyer toute commande avec chèque bancaire ou mandat-lettre, joindre 10 % pour frais d'envoi
à : ROUGE, 10, Impasse Guéméné, PARIS-4^e - C.C.P. ROUGE 2504388 PARIS.

ABONNEMENTS

IV^e INTERNATIONALE

FRANCE	Ouvert	12 Nos	50 F
		6 Nos	25 F
	Fermé	12 Nos	80 F
		6 Nos	45 F
ETRANGER	Ouvert	12 Nos	55 F
		6 Nos	30 F
	Fermé	12 Nos	110 F
		6 Nos	55 F

ROUGE

	Sous pli ouvert	Sous pli fermé
France		
50 numéros	65 F	130 F
25 numéros	33 F	66 F
Etranger		
50 numéros	80 F	160 F
25 numéros	40 F	80 F

AVION : Ecrire à l'adresse de la Revue.

par avion, écrire au journal

ROUGE ET REVUE IV^e INTERNATIONALE

France	Ouvert	Fermé	Etranger	Ouvert	Fermé
50 numéros + 12 revues	100 F au lieu de 115	190 F au lieu de 210	50 numéros + 12 revues	120 F au lieu de 135	250 F au lieu de 270
25 numéros + 6 revues	50 F au lieu de 58	100 F au lieu de 111	25 numéros + 6 revues	65 F au lieu de 70	125 F au lieu de 135

par avion, écrire au journal

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

10, impasse Guéménée, Paris-4^e.

Un certain Lénine, révolutionnaire de profession, découvrait, il y a quelque 70 ans, que la presse révolutionnaire constituait le « Fil à plomb » indispensable aux révolutionnaires dans leur militantisme quotidien pour construire l'instrument de la révolution... Nous ne pouvons que souscrire à cet avis... La lecture des journaux que nous présentons ci-dessous est indispensable pour connaître l'activité des marxistes-révolutionnaires européens, leurs analyses politiques et la vie de la 4^e Internationale. Abonnez-vous, c'est un geste militant utile pour vous, indispensable pour la vie de nos organisations !

la brèche
la gauche
organe bimensuel de la ligue marxiste révolutionnaire

Case postale
1.000 - Lausanne,
20 Sévelin (Suisse).

la
gauche

Hebdomadaire de la
Ligue Révolutionnaire des Travailleurs
(Section belge de la IV^e Internationale)

Rue Nothomb 44,
1040 Bruxelles
(Belgique).